

F. 94 — 487

[F. — 27071]

**23 DECEMBRE 1993. — Décret contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1994 (\*)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**CHAPITRE 1er.**

**Dispositions générales.**

**Article 1er.**— Des crédits non dissociés et des crédits dissociés destinés à couvrir les dépenses de la Région wallonne afférentes à l'année budgétaire 1994 sont ouverts conformément aux programmes énumérés au tableau annexé au présent décret et dont la synthèse figure ci-après.

Le même tableau donne l'estimation des dépenses à imputer en 1994 à charge des crédits variables.

*(En millions de francs)*

	Sorte de crédits	Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
Ministère de la Région wallonne	Crédits non dissociés	94 575,1	94 575,1
	Crédits dissociés	24 651,6	24 259,5
	Crédits variables	6 265,0	4 941,4
Ministère wallon de l'Équipement et des Transports	Crédits non dissociés	16 058,6	16 058,6
	Crédits dissociés	14 093,2	14 076,6
	Crédits variables	107,9	107,9
Total général	Crédits non dissociés	110 633,7	110 633,7
	Crédits dissociés	38 744,8	38 336,1
	Crédits variables	6 372,9	5 049,3

Ces crédits sont énumérés au tableau annexé au présent décret.

**Art. 2.**— Chaque Membre du Gouvernement wallon est autorisé, dans les limites de ses compétences, à accorder des provisions aux avocats et huissiers de justice qui interviennent pour le compte de la Région wallonne.

**Art. 3.**— Par dérogation à l'article 15 de la loi organique de la Cour des Comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds d'un montant maximum de 15 millions de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires du Ministère de la Région wallonne et du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports à l'effet de payer les créances n'excédant pas 200.000 francs.

Ce montant maximum est porté à 30 millions de francs pour les comptables extraordinaires des services centraux de la Division du Budget et de la Comptabilité départementale du Ministère de la Région wallonne et pour les comptables extraordinaires de la Division de la Comptabilité du Ministère de l'Équipement et des Transports, à l'exception du comptable extraordinaire chargé de la liquidation des indemnités imputées à charge de l'allocation de base 12.04 du programme 01 de la section 10 du budget administratif du Ministère de la Région wallonne, pour lequel l'avance de fonds est portée à 50 millions de francs. Pour les comptables des relations extérieures et des investissements étrangers, ce montant est porté à 15 millions de francs par programme.

En cas d'urgence, les créances de plus de 200.000 francs liées aux relations extérieures de la Région et imputées aux allocations de base de la section 16 et de la section 11, programme 05, peuvent également être liquidées sur avances de fonds pour autant qu'elles restent inférieures à 500.000 francs.

Toutefois, les comptables extraordinaires du Ministère, chargés du paiement des avances pour frais de mission, sont autorisés à consentir aux fonctionnaires, membres de cabinet et experts envoyés en mission à l'étranger, les avances nécessaires quel que soit le montant de celles-ci.

En outre, les comptables extraordinaires du Ministère sont autorisés à régler sans limitation tout montant dû par la Région suite aux jugements ou arrêts prononcés contre elle.

**Art. 4.**— Les crédits dissociés d'engagement et d'ordonnement disponibles à la clôture de l'année 1994 ne sont pas reportés à l'année 1995 et ajoutés aux crédits propres de cette année.

**Art. 5.**— Par dérogation à l'article 15 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, les allocations de base des programmes 08 à 11 de la section 10 peuvent être redistribuées par le Ministre du Budget quel qu'en soit le montant en vue de compléter le montant nécessaire au paiement des intérêts des emprunts contractés par la Région.

**Art. 6.**— Le Ministre du Budget peut autoriser la Trésorerie à payer par avances, dans la limite des crédits budgétaires et à charge de régularisation ultérieure, les dépenses afférentes à la dette à charge des allocations de base de la section 10, programmes 08 à 11.

**Art. 7.**— Le Gouvernement wallon est autorisé à verser aux fonds sociaux, à charge des crédits inscrits à l'allocation de base 30.01 du programme 01 de la section 11 du budget, les montants nécessaires à la couverture des obligations conventionnelles relatives aux restructurations intervenues.

**Art. 8.**— Le Gouvernement wallon est autorisé à acquérir les outillages spécifiques destinés à l'usage de l'industrie aéronautique - dont la Région reste propriétaire - et qui seront mis à la disposition des entreprises dudit secteur.

**Art. 9.**— Par dérogation à l'article 15 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, les allocations de base des programmes 01, 06 et 12 de la section 11 peuvent être redistribuées par les Ministres chargés de l'Economie, des P.M.E. et du Budget quel qu'en soit le montant dans le cadre de la mise en œuvre des décrets du 25 juin 1992, modifiant les lois des 30 décembre 1970 sur l'expansion économique et 4 août 1978 de réorientation économique.

**Art. 10.**— L'article 8 du décret du 25 juin 1992 modifiant la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique et l'article 32.6 repris aux «Dispositions particulières à la Région wallonne» insérées dans la loi du 4 août 1978 de réorientation économique par décret du 25 juin 1992 modifiant la même loi, sont rapportés.

**Art. 11.**— Le Gouvernement wallon est autorisé à poursuivre en 1994, dans toute la Wallonie le programme d'innovation technologique tel qu'accepté par la C.E.E. le 23 septembre 1986, conformément à son règlement N° 216/84 modifiant le règlement N° 2616/80.

**Art. 12.**— Le Gouvernement wallon est autorisé à verser au compte régional pour l'assainissement des communes à finances obérées ouvert auprès du Crédit communal de Belgique :

— au 1er avril 1994 : 387.551.043 F représentant le montant de l'annuité de l'année 1993 relative aux emprunts de 2 milliards et de 750 millions contractés respectivement pour Charleroi et pour moitié pour Charleroi et Liège;

\* Session 1993-1994 :

Documents du Conseil 4-IIIb (1993-1994), N° 1 à 5.

Compte rendu intégral.- Séance publique du 16 décembre 1993.- Discussion.

Compte rendu intégral.- Séance publique du 17 décembre 1993.- Discussion.- Vote.

— au 1er juillet 1994 : 208.147.858 F représentant la couverture en 1992 de la différence entre l'annuité réclamée par le Crédit communal de Belgique aux communes emprunteuses et une annuité calculée au même taux d'intérêt diminué de deux pour cent pour les emprunts d'aide extraordinaire et comptabilisés comme tels, ainsi que pour les emprunts de consolidation à long terme des charges des emprunts d'aide extraordinaire garanties par la Région wallonne de 1981 à 1984;

— au 1er août 1994 : 1.550.000.000 F représentant l'intervention complémentaire régionale;

— au 1er octobre 1994 : la tranche prévue à l'article 20, § 4, du décret du 20 juillet 1989 fixant les règles de financement général des communes. Sont considérées comme communes en difficultés financières au sens de l'article 20, § 4, les communes ayant conclu des emprunts de trésorerie avec accès au compte régional pour l'assainissement des communes à finances obérées.

**Art. 13.-** Le Gouvernement wallon est autorisé à répartir les crédits inscrits aux allocations de base 43.05, 43.09 et 43.10 du programme 02 de la section 14 au 1er octobre 1994.

**Art. 14.-** Le Gouvernement wallon est autorisé à répartir les crédits inscrits aux allocations de base 43.06 et 43.07 du programme 03 de la section 14.

**Art. 15.-** Sans préjudice des dispositions du décret du 23 novembre 1988 relatif aux subventions octroyées par la Région wallonne à certains investissements d'intérêt public, le Gouvernement wallon peut octroyer le subventionnement à 100 % pour l'aménagement actif d'espaces publics.

**Art. 16.-** Le Ministre des Travaux publics est autorisé à conférer au Directeur général de l'Office de la Navigation un mandat, conformément aux modalités fixées par le Ministre, en vue de l'exécution, à charge de l'allocation de base 73.21 de la section 52, programme 02 du budget, du programme des travaux d'entretien extraordinaire sur les voies navigables gérées par l'Office de la Navigation.

**Art. 17.-** Par dérogation à l'article 15 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, le Ministre des Travaux publics et le Ministre du Budget peuvent, par arrêté, transférer 1,5 milliard de francs de l'allocation de base 73.01 du programme 01 de la section 51 vers l'allocation de base 81.01 du programme 01 de la section 51.

**Art. 18.-** Pour l'année budgétaire 1994, le Gouvernement wallon est autorisé, selon les modalités qu'il détermine, à céder aux sociétés concessionnaires des aéroports de Charleroi-Bruxelles Sud et de Liège-Bierset le droit de percevoir les redevances afférentes à leur utilisation.

**Art. 19.-** En complément à l'article 20 du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, les études et travaux connexes à une infrastructure appartenant à une personne de droit public dont la propriété, eu égard à son affectation, ne peut être acquise par l'organisme d'épuration, peuvent être subventionnés par la Région, pour autant que ces travaux soient nécessaires à l'établissement d'ouvrages d'épuration visés à l'article 18, 1<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, du même décret.

Une convention passée entre la personne de droit public propriétaire de l'infrastructure et l'organisme d'épuration et approuvée par le Gouvernement wallon définit les droits et obligations des parties ainsi que les modalités pratiques de réalisation des études et travaux.

**Art. 20.-** Dans les limites des allocations de base concernées, les subventions suivantes pourront être octroyées.

*Programme 09.02 Service social :*

Subventions destinées à permettre au Service social des Services du Gouvernement wallon de mener ses actions sociales en faveur des agents de la Région wallonne et d'assurer le fonctionnement technique du service.

*Programme 10.02 Services de la Présidence, Secrétariat du Gouvernement wallon et Chancellerie*

Subventions relatives à des actions ou études qui participent au développement de l'institution régionale.

*Programme 10.06 Fonction publique :*

Subventions à des organismes publics ou privés de formation permettant la mise en œuvre de plans de formation destinés aux agents de la Région wallonne, ainsi que des pouvoirs subordonnés.

*Programme 11.01 : Expansion économique :*

Subventions relatives à des actions, activités ou études qui participent au développement économique régional.

*Programme 11.06 : P.M.E. et Classes moyennes :*

Subventions relatives à des actions, activités ou études qui participent au développement économique régional.

*Programme 11.07 : Agriculture, abattoirs et agro-alimentaire :*

Subventions complémentaires et supplétives aux associations d'élevage, de production et de sélection animales et végétales pour la recherche appliquée, l'encadrement, la vulgarisation et la promotion agricole.

Subventions en vue de la labellisation et du contrôle de qualité des produits.

Subventions complémentaires et supplétives aux Facultés universitaires, centres de recherche et d'étude, et établissements d'enseignement agricole supérieur pour la recherche appliquée dans la mise au point de techniques et systèmes de production et de diversification agricoles.

Subventions complémentaires et supplétives aux associations et groupements assurant l'information, la sensibilisation et l'encadrement en matière agricole.

Subventions à différentes associations pour la promotion des productions agricoles wallonnes.

Subventions complémentaires et supplétives aux Services de remplacement agricole.

Subventions aux laboratoires d'analyse intégrés dans la Commission des Sols de Wallonie et le réseau REQUASUD.

*Programme 11.08 : Promotion de l'emploi :*

Subventions pour actions pilotes s'adressant en priorité aux catégories de chômeurs particulièrement vulnérables.

Subventions pour initiatives portant sur des programmes spécifiques et novateurs en matière d'insertion professionnelle.

*Programme 11.12 : Programmes particuliers cofinancés par les fonds européens :*

Subventions relatives à des actions ou études cofinancées par les fonds européens.

*Programme 12.01 : Energie :*

Subventions aux ménages à revenu modeste, afin de les encourager à effectuer des investissements, achats et travaux, permettant de réaliser des économies d'énergie ou de l'utiliser rationnellement.

Subventions aux particuliers qui réalisent dans leur habitation des travaux visant à économiser l'énergie ou à utiliser les énergies renouvelables.

Subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour les inciter à utiliser rationnellement l'énergie.

Subventions aux entreprises industrielles ou commerciales qui effectuent des investissements en faveur des énergies renouvelables ou économiseurs d'énergie.

Subventions pour favoriser ou soutenir toute action de promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie.

*Programme 12.02 : Recherche :*

Subventions pour la prise en charge des dépenses relatives à des projets de recherche industrielle de base.

Subventions pour la prise en charge des dépenses consacrées au financement de la préparation ou de l'accompagnement des projets de recherche ou de développement.

Subventions pour la diffusion et le développement des technologies nouvelles, de l'innovation industrielle et des recherches de technologies avancées.

Subventions pour toute activité de promotion de la recherche, de l'innovation et du développement technologique.

*Programme 12.04 : Programmes particuliers cofinancés par les fonds structurels européens :*

Subventions relatives à des actions ou études cofinancées par les fonds européens.

*Programme 13.01 : Forêts :*

Subventions au stockage des bois chablis.

Subventions aux associations actives dans le domaine de la défense de la forêt et de sa valorisation.

Subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de travaux forestiers.

Subventions aux propriétaires particuliers pour la régénération des espèces feuillues, l'éclaircie et l'élagage à grande hauteur.

*Programme 13.02 : Conservation de la nature :*

Subventions à diverses associations et personnes privées pour la conservation de la nature.

Subventions pour la sauvegarde des arbres et des haies remarquables en propriété privée et en espaces verts publics.

Soutien à des actions pilotes au niveau communal, en matière de conservation de la nature et d'espaces verts.

Sensibilisation du public aux plantations «Journée de l'Arbre».

*Programme 13.03 : Environnement :*

Subventions aux associations en matière de protection et de défense de l'environnement.

Subventions pour la promotion de technologies propres.

Subventions aux associations et aux pouvoirs publics subordonnés dans le cadre de la «semaine verte».

Subventions pour l'engagement d'éco-conseillers.

*Programme 13.04 : Gestion du sous-sol :*

Subventions à des personnes physiques ou des organismes privés en matière de valorisation des ressources du sous-sol.

*Programme 13.05 : Eau (contrôle, gestion et production) :*

Subventions pour la conception et l'édition de «La Tribune de l'Eau».

Subventions dans le cadre des contrats de rivière.

Subventions à des organismes privés pour des opérations de sensibilisation, d'information et d'éducation dans les domaines qui concernent l'eau.

*Programme 13.07 : Programmes particuliers cofinancés par les fonds européens :*

Subventions relatives à des actions ou études cofinancées par les fonds européens.

*Programme 13.09 : Prévention des pollutions :*

Subventions aux associations et fédérations œuvrant pour la défense de l'environnement.

Soutien aux programmes de formation et de recyclage du personnel des pouvoirs subordonnés.

*Programme 13.10 : Chasse, pêche et pisciculture :*

Subventions aux associations de chasseurs et pêcheurs.

Subventions destinées au développement de la pisciculture.

*Programme 14.01 : Tutelle :*

Subventions de fonctionnement au Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces.

Subventions et indemnités à des associations privées organisant des actions relatives à la vie communale.

Subventions à des communes et à des organismes publics menant des actions de réflexion et de sensibilisation permettant un développement des pouvoirs locaux.

*Programme 14.02 : Financement général des communes :*

Subventions en faveur de Namur-Capitale.

Subventions en faveur des communes dans le cadre d'aide à la gestion, d'actions spécifiques pour l'insertion et la sécurité et d'actions rencontrant des besoins spécifiques.

*Programme 14.03 : Financement général des provinces :*

Intervention pour la prise en charge des frais de fonctionnement des centres extérieurs de la Tutelle.

Subvention complémentaire afin de rencontrer des besoins spécifiques et d'apporter une compensation à la taxe sur les captages d'eau.

*Programme 14.04 : Travaux subsidiés :*

Subventions pour le placement d'une signalisation aux abords des chantiers repris dans les plans triennaux.

Subventions à des organismes privés ou publics pour des opérations de sensibilisation, d'information et d'éducation dans les domaines des travaux subsidiés.

Subventions au secteur public et privé pour des actions de sensibilisation, d'information, de promotion et d'éducation dans le domaine sportif.

*Programme 15.01 : Aménagement du territoire et urbanisme :*

Subventions relatives à des actions qui favorisent le bon aménagement du territoire tant au niveau local qu'au niveau régional.

*Programme 15.02 : Rénovation urbaine et sites d'activité économique désaffectés :*

Subventions relatives à des actions visant à promouvoir et favoriser la réaffectation, la rénovation et l'adaptation du patrimoine existant dans le but d'une utilisation plus parcimonieuse du sol.

*Programme 15.03 : Rénovation rurale et remembrement :*

Subvention à la Fondation rurale de Wallonie conformément à la convention cadre.

Subventions à des personnes physiques ou à des organismes privés pour des opérations de promotion, de valorisation, de sensibilisation ou d'information sur le développement rural ou le remembrement.

Subventions à des personnes physiques ou à des organismes privés pour des actions, des initiatives ou des opérations de rénovation rurale.

*Programme 15.04 : Logement - secteur privé :*

Subventions relatives à des actions visant à promouvoir une meilleure adaptation du parc de logement du secteur privé aux besoins de la société.

*Programme 15.05 : Logement - secteur public :*

Subventions relatives aux actions des pouvoirs publics en matière de construction, de rénovation et de promotion du logement.

Subventions relatives aux actions menées en faveur des régies de quartier dans les cités sociales.

*Programme 15.06 : Monuments, sites et fouilles :*

Subventions relatives aux études scientifiques, à la protection, à la réaffectation et à la promotion du patrimoine monumental, naturel et archéologique de la Région wallonne.

*Programme 15.07 : Programmes particuliers cofinancés par les fonds européens :*

Subventions relatives à des actions ou à des études cofinancées par les fonds européens.

*Programme 16.02 : Relations internationales :*

Subventions relatives à des actions ou études qui participent au développement des relations extérieures de la Région.

*Programme 16.03 : Programmes particuliers cofinancés par les fonds européens :*

Subventions relatives à des actions ou études cofinancées par les fonds européens.

*Programme 17.01 : Santé :*

Subventions pour recherches dans le domaine de la santé.

Subventions aux centres de santé intégrés.

Subventions aux actions dans le domaine de la toxicomanie.

*Programme 17.02 : Santé mentale :*

Subventions aux centres de télé-accueil.

Subventions aux organismes d'étude et d'expérimentation en santé mentale.

*Programme 17.03 : Action sociale*

Subsides à des organismes d'action sociale, familiale et du troisième âge.

Subventions pour le financement de recherches dans le domaine social.

Subventions à des organismes de coordination et de documentation en matière sociale.

Subventions aux centres de service social.

Soutien à des initiatives particulières des centres publics d'aide sociale.

*Programme 17.05 : Personnes âgées :*

Subventions aux services d'accueil de jour pour personnes âgées relevant du secteur privé.

Subventions aux services d'accueil de jour pour personnes âgées relevant du secteur public.

*Programme 17.06 : Personnes handicapées :*

Subventions aux actions relatives à la promotion et l'intégration sociale des personnes handicapées.

Subsidés à des services d'aide aux activités de la vie journalière pour personnes handicapées adultes.

*Programme 17.07 : Intégration sociale des immigrés :*

Dépenses de toute nature en matière d'immigrés.

Subventions en matière d'intégration sociale des populations d'origine étrangère.

Subsidés accordés aux centres régionaux d'intégration des immigrés.

Subsidés aux organismes publics et privés développant des actions dans le domaine de l'accueil et de l'intégration des personnes immigrées.

*Programme 18.01 : Tourisme :*

Subventions relatives à des actions, activités ou études qui participent au développement touristique régional.

*Programme 18.02 : Programmes particuliers cofinancés par les fonds européens :*

Subventions relatives à des actions ou études cofinancés par les fonds européens.

*Programme 50.02 : Frais de fonctionnement et prestations de tiers :*

Subventions destinées à l'organisation d'expositions et de conférences ainsi qu'à des études.

Subventions pour la promotion d'actions de sécurité routière.

Subventions à diverses associations et groupements pour des opérations de sensibilisation, d'information et d'éducation en matière d'infrastructure publique.

*Programme 50.04 : Implantation immobilière :*

Subventions pour l'octroi de prix dans le cadre de l'intégration d'œuvres d'art dans les bâtiments régionaux.

*Programme 52.03 : Promotion de la navigation intérieure :*

Subventions à des associations actives dans le domaine de la promotion et de la valorisation de la navigation intérieure.

Subventions destinées à l'organisation d'expositions et de conférences ainsi qu'à des études.

*Programme 54.01 : Transport urbain et interurbain :*

Subventions aux associations ayant pour objet la promotion des transports en commun.

Subventions aux associations étudiant et/ou prônant la mobilité en matière de transports.

Subventions de soutien aux organisateurs de manifestations en rapport avec les transports.

Subventions destinées à promouvoir l'image de la Région wallonne et de ses interventions en faveur des transports.

*Programme 54.02 : Aéroports et aérodromes :*

Subventions aux sociétés d'exploitation des aéroports et aérodromes régionaux en vue de la promotion de leurs installations.

*Programme 54.04 : Promotion et coordination des transports :*

Subventions relatives à des activités de formation, de recherche et d'innovation dans le domaine des transports.

**Art. 21.-** Le Ministre qui a le budget dans ses attributions informe régulièrement la Cour des Comptes des engagements pris sur autorisations d'engagement, hormis ceux visés aux articles 23, 24, 25, 27 et 29.

Les engagements autorisés par les articles 23, 24, 25, 27 et 29 sont soumis au visa du contrôleur des engagements et à la Cour des Comptes.

Avant le 10 de chaque mois, le contrôleur des engagements transmet à la Cour des Comptes, avec les documents justificatifs, un relevé établi en trois exemplaires et mentionnant, d'une part, le montant des engagements visés au cours du mois écoulé et, d'autre part, le montant des engagements visés depuis le début de l'année.

Le relevé du mois de décembre constitue un relevé récapitulatif annuel.

La Cour des Comptes renvoie au Ministre qui a le budget dans ses attributions un exemplaire, visé, de ce relevé.

**Art. 22.-** Le solde disponible au 31 décembre 1993 sur le compte de l'Etablissement est transféré à un compte régional destiné à prendre en charge les engagements pris par l'Organisme à cette date.

## CHAPITRE 2.

### Autorisations d'engagement.

**Art. 23.-** Le Gouvernement wallon est autorisé à prendre au nom de la Région l'engagement de payer aux organismes financiers l'intérêt et l'amortissement des sommes qu'ils ont payées pour compte de la Région, à titre de primes ou de réductions d'intérêt, aux constructeurs et aux acheteurs de logements sociaux, moyens et y assimilés. Le montant total des primes accordées en 1994 est limité à 194,0 millions de francs.

**Art. 24.-** Le Gouvernement wallon est autorisé à prendre au nom de la Région l'engagement de payer l'intérêt et l'amortissement des prêts accordés par le Crédit communal de Belgique ou les organismes financiers agréés par le Gouvernement wallon en lieu et place des subventions aux administrations publiques subordonnées en faveur de l'exécution des travaux soumis à leur contrôle.

Ces engagements peuvent porter en 1994 sur un volume de prêts ne dépassant pas :

1° 1.000,0 millions de francs pour les travaux relatifs aux voiries, bâtiments, églises, égouttage, etc.;

2° 180,0 millions de francs pour les travaux relatifs à la production d'eau et à l'adduction d'eau jusque et y compris les châteaux d'eau;

3° 160,0 millions de francs pour les travaux relatifs aux abattoirs publics.

**Art. 25.- § 1er.-** Le Gouvernement wallon est autorisé à prendre, au nom de la Région wallonne, l'engagement de payer, à l'échéance l'intérêt et l'amortissement, dans un délai maximum de trente ans, des prêts accordés par le Crédit communal de Belgique en lieu et place des interventions prévues à l'article 6 de la loi du 6 juillet 1973 modifiant celle du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux.

Ces engagements pourront porter en 1994 sur un volume de prêts ne dépassant pas 250 millions de francs.

§ 2.- En outre, le Gouvernement wallon est autorisé à prendre, au nom de la Région wallonne, l'engagement de payer, à l'échéance, aux pouvoirs publics, l'intérêt et l'amortissement, dans un délai maximum de trente ans, des prêts accordés par le Crédit communal de Belgique en lieu et place des subventions aux administrations publiques, coordonnées en faveur de l'exécution des travaux soumis à son haut contrôle.

Ces engagements pourront porter en 1994 sur un volume de prêts ne dépassant pas 70 millions de francs (logements, troisième âge, crèches, centres de services communs, centres de santé, etc.).

§ 3.- Le Ministre qui a la politique de la santé et la politique d'aide sociale dans ses attributions et le Ministre du Budget sont autorisés à procéder à des transferts entre les montants de 250 et 70 millions de francs précités.

**Art. 26.-** Le Gouvernement wallon est autorisé à contracter, auprès du Crédit communal de Belgique, au nom de la Région wallonne, et pour le compte de l'hôpital psychiatrique «Les Maronniers» à Tournai, un crédit pour un montant maximum de 234 millions de francs, et pour le compte de l'hôpital «Chênes aux Haies» à Mons, un crédit pour un montant maximum de 200 millions de francs, afin d'assurer le préfinancement des frais de fonctionnement des hôpitaux précités.

Les intérêts de ces crédits seront incorporés dans le prix de la journée d'entretien des hôpitaux concernés.

Art. 27.- Le Gouvernement wallon, nonobstant l'article précédent, est autorisé à prendre l'engagement de payer à l'échéance, l'intérêt et l'amortissement, dans un délai maximum de vingt ans, des prêts accordés par le Crédit communal de Belgique, pour des sommes équivalentes à 40 % du prix des travaux effectués aux hôpitaux psychiatriques de Mons et de Tournai.

Les autorisations d'emprunts ne pourront pas dépasser 45 millions de francs en 1994.

Les intérêts et les amortissements des prêts précités seront incorporés dans le prix de la journée d'entretien des hôpitaux concernés.

Art. 28.- Conformément aux dispositions du décret du 23 avril 1986 portant constitution d'une Société wallonne des Distributions d'Eau, le Gouvernement wallon est autorisé à souscrire, au nom de la Région, des parts dans le capital social de cette société.

Cette autorisation porte sur un volume de parts ne dépassant pas 140 millions de francs.

Art. 29.- Par dérogation à l'article 30 du décret du 30 avril 1990 instaurant une taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques, le Gouvernement wallon est autorisé à prendre, au nom de la Région, l'engagement de payer l'intérêt et l'amortissement des prêts accordés par le Crédit communal de Belgique ou les organismes financiers agréés par le Gouvernement wallon, en lieu et place des subventions aux administrations publiques subordonnées, en faveur de l'exécution des travaux pour l'amélioration et l'épuration des eaux à concurrence d'un montant de 1.200 millions de francs.

En complément à l'article 30 du décret du 30 avril 1990 précité, le Ministre ayant l'Eau dans ses attributions est autorisé à engager en 1994 des dépenses pour le financement des subventions aux organismes d'épuration à concurrence d'un montant de 2.300 millions de francs, à charge du fonds budgétaire 01.01 du programme 06 de la section 13, quel que soit le solde disponible que présente ce fonds.

Art. 30.- Le Gouvernement wallon est autorisé à conclure un contrat de promotion d'un immeuble administratif financé par annuités constantes, plafonné au montant suivant, hors charges de financement :

Namur, site de la Gare ..... 1.786 millions F

Art. 31.- Le Gouvernement wallon est autorisé à conclure des contrats de promotion selon les conditions de vente ou de location reprises à l'article 2 de l'arrêté royal du 18 mai 1981 relatif aux conditions générales de passation des marchés publics de promotion des travaux et de fournitures, en vue de la construction à Namur des bâtiments administratifs suivants, plafonnés aux montants ci-après :

place Léopold, immeuble «Bibot».....	240,0 millions F
boulevard Smet de Nayer, immeuble «Germinal».....	350,0 millions F
rue du Premier Lancier, quartier des Célestines.....	155,5 millions F
avenue Bovesse - rue Bumiaux.....	500,0 millions F

### CHAPITRE 3.

#### Garanties régionales.

Art. 32.- Le Gouvernement wallon est autorisé à déterminer le recours à l'emprunt en fonction de l'état de la trésorerie du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie. Le total des emprunts autorisés sous le couvert de la garantie régionale ne pourra en aucun cas excéder 1,6 milliard de francs.

Art. 33.- Le Gouvernement wallon est autorisé à accorder la garantie de la Région wallonne aux emprunts de la Société wallonne des Distributions d'Eau à concurrence d'un montant maximum de 2 milliards de francs.

Art. 34.- § 1er.- Le Gouvernement wallon est autorisé à accorder, jusqu'au 31 décembre 1994, la garantie supplétive de la Région wallonne au remboursement total ou partiel, en principal, intérêts et accessoires, d'emprunts d'aide extraordinaire et comptabilisés comme tels, souscrits auprès du Crédit communal de Belgique par des communes. Cette garantie ne pourra toutefois être accordée qu'aux communes qui déposeront un plan d'assainissement de leurs finances et accepteront, pour en garantir l'exécution, des modalités particulièrement contraignantes de tutelle.

§ 2.- Le Gouvernement wallon est autorisé aux mêmes conditions à souscrire des emprunts en vue de prêter aux communes les sommes nécessaires pour assurer la consolidation à long terme des charges des emprunts d'aide extraordinaire garantis par la Région wallonne de 1981 à 1984.

§ 3.- Les garanties supplétives accordées en vertu du présent article ne peuvent dépasser un montant global de 12 milliards de francs.

Art. 35.- Le Gouvernement wallon est autorisé à accorder la garantie de la Région wallonne aux emprunts contractés par les agriculteurs et les sociétés agricoles pour les investissements en agriculture et horticulture dans le cadre du fonds d'investissement agricole, pour un montant total de 3,3 milliards de francs en 1994.

Art. 36.- Le Gouvernement wallon est autorisé à accorder la garantie de la Région aux emprunts de la Société régionale wallonne du Transport relatifs aux investissements d'exploitation, y compris les opérations effectuées au titre de locataire d'autobus et/ou de matériel, dans les limites prévues à l'allocation de base 61.01 du programme 01 de la section 54.

### CHAPITRE 4.

#### Octroi d'avances.

Art. 37.- Le Ministre-Président et les Membres du Gouvernement wallon peuvent consentir des avances sur les interventions financières de la Région dans les dépenses afférentes :

1° aux travaux d'épuration d'eaux usées et de remembrement.

Ces avances ne peuvent excéder :

- 30 % du montant des marchés attribués d'une valeur inférieure à 50 millions de francs;
- 25 % du montant des marchés attribués d'une valeur comprise entre 50 et 200 millions de francs;
- 20 % du montant des marchés attribués d'une valeur supérieure à 200 millions de francs.

Le montant de l'intervention de la Région déterminé lors de la désignation de l'adjudicataire sert de référence au calcul de l'avance.

Cette somme sera versée à l'organisme bénéficiaire à la réception, par l'administration, de l'ordre de commencer les travaux.

2° Aux travaux exécutés dans le cadre d'une opération de rénovation rurale ou urbaine.

a) Ces avances ne peuvent excéder 20 % de la subvention calculée sur base du montant du marché adjudgé. Cette somme sera versée à l'organisme bénéficiaire à la réception, par la Région, de l'ordre de commencer les travaux.

b) Une avance préalable, fixée forfaitairement à 5 % de la subvention calculée sur base de l'estimation du marché, peut être consentie pour les études d'avant-projet et de projet. Cette somme sera versée à l'organisme bénéficiaire après approbation, par la Région, de l'estimation du marché lors de la présentation de l'avant-projet.

Art. 38.- Le Gouvernement wallon est autorisé à intervenir, dans la limite des crédits inscrits à l'allocation de base 63.05 du programme 04 de la section 14, auprès des communes frappées de calamités afin de leur permettre d'accorder aux sinistrés des avances récupérables dans l'attente de l'intervention du Fonds des Calamités.

### CHAPITRE 5.

#### Section particulière.

Art. 39.- Par dérogation à l'article 16 de la loi du 28 juin 1989 modifiant la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, les dispositions des articles 1er et 5 de cette même loi ne sont pas d'application pendant l'année 1994 à l'égard des fonds constituant le Titre IV du tableau annexé au présent décret.

Art. 40.- Le mode de disposition des avoirs mentionnés aux fonds inscrits au Titre IV du tableau annexé au présent décret est indiqué en regard du numéro de l'article ou du littéra se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des Comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé directement par les comptables qui en ont opéré les recettes sont désignés par l'indice C.

Art. 41.- Sur les fonds des sections 34, 38 et 40 figurant au Titre IV du tableau annexé au présent décret, aucun engagement nouveau ne pourra être pris en 1994.

Art. 42.- Le Ministre ayant la Recherche et les Technologies dans ses attributions peut engager au-delà des recettes disponibles de l'article 60.02.A, section 10, partie II, Titre IV, des dépenses à concurrence des montants d'intervention décidés dans le cadre du Fonds de rénovation industrielle (quatrième mission).

Art. 43.- Le Ministre ayant le budget dans ses attributions peut engager, au-delà des recettes disponibles des articles 60.02.A.01 (FEDÉR), 60.02.A.02 (FEOGA) et 60.02.A.03 (PSE) de la section 10 de la partie I du Titre IV, des dépenses escomptées à concurrence des montants d'intervention décidés par la C.E.E.

#### CHAPITRE 6.

##### Entreprises régionales.

Art. 44.- Est approuvé le budget de l'Entreprise régionale de Production et d'Adduction d'Eau de l'année 1994 annexé au présent décret.

Ce budget s'élève à 1.049,7 millions de francs pour les recettes et à 1.049,7 millions de francs pour les dépenses.

Art. 45.- Par dérogation à l'article 116 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, le Ministre qui a l'Eau dans ses attributions peut procéder à toute nouvelle ventilation des allocations de base inscrites au budget des dépenses de l'Entreprise régionale de Production et d'Adduction d'Eau.

Art. 46.- Est approuvé le budget de l'Office régional wallon des Déchets de l'année 1994 annexé au présent décret.

Ce budget s'élève à 3.611,0 millions de francs pour les recettes et à 3.611,0 millions de francs pour les dépenses.

Art. 47.- Par dérogation à l'article 116 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions peut procéder à toute nouvelle ventilation des allocations de base inscrites au budget des dépenses de l'Office régional wallon des Déchets.

#### CHAPITRE 7.

##### Service régional à gestion séparée.

Art. 48.- Est approuvé le budget de l'Agence wallonne à l'Exportation de l'année 1994 annexé au présent décret.

Ce budget s'élève à 979,7 millions de francs pour les recettes et à 829,7 millions de francs pour les dépenses.

#### CHAPITRE 8.

##### Organismes d'intérêt public.

Art. 49.- Est approuvé le budget du Fonds wallon d'avances pour la réparation des dommages provoqués par les prises et pompages d'eau souterraine de l'année 1994 annexé au présent décret.

Ce budget s'élève à 150,8 millions de francs pour les recettes et à 150,8 millions de francs pour les dépenses.

Art. 50.- Est approuvé le budget de l'Office wallon de Développement rural de l'année 1994 annexé au présent décret.

Ce budget s'élève à 770,3 millions de francs pour les recettes et à 770,3 millions de francs pour les dépenses.

Art. 51.- Le Ministre qui a le Remembrement dans ses attributions peut procéder à toute nouvelle ventilation des allocations de base inscrites au budget des dépenses de l'Office wallon de Développement rural.

#### CHAPITRE 9.

##### Dispositions finales.

Art. 52.- Le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 1994.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 23 décembre 1993.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, des P.M.E., du Tourisme, des Relations internationales et du Commerce extérieur,

G. SPITAEELS

Le Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique, de l'Emploi et de la Formation professionnelle,

A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures, chargé de l'Administration, des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et des Infrastructures sportives,

G. MATHOT

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire et des Transports,

A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,

J.-P. GRAFE

Le Ministre du Budget, chargé de l'Action sociale et de la Santé, du Logement et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

## BUDGET GENERAL DES DEPENSES DE LA REGION WALLONNE POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 1994

		(En millions de francs)		
		Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
			Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordon- nancement
	<b>Section 01.</b>			
	<i>Dotation au Conseil régional wallon.</i>			
Programme 01.00	Dotation au Conseil régional wallon .....	497,0	0	0
	<i>Totaux pour la section 01.</i>	497,0	0	0
	<b>Section 02.</b>			
	<i>Dépenses de cabinet du Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, des P.M.E., du Tourisme, des Relations internationales et du Commerce extérieur.</i>			
Programme 02.00	Subsistance .....	191,5	0	0
	<i>Totaux pour la section 02.</i>	191,5	0	0
	<b>Section 03.</b>			
	<i>Dépenses de cabinet du Ministre du Développement technologique, de la Recherche scienti- fique, de l'Emploi et de la Formation professionnelle.</i>			
Programme 03.00	Subsistance .....	168,4	0	0
	<i>Totaux pour la section 03.</i>	168,4	0	0
	<b>Section 04.</b>			
	<i>Dépenses de cabinet du Ministre des Affaires intérieures, chargé de l'Administra- tion, des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et des Infrastructures sportives.</i>			
Programme 04.00	Subsistance .....	142,2	0	0
	<i>Totaux pour la section 04.</i>	142,2	0	0
	<b>Section 05.</b>			
	<i>Dépenses de cabinet du Ministre de l'Aménagement du Territoire et des Transports.</i>			
Programme 05.00	Subsistance .....	154,1	0	0
	<i>Totaux pour la section 05.</i>	154,1	0	0
	<b>Section 06.</b>			
	<i>Dépenses de cabinet du Ministre des Travaux publics.</i>			
Programme 06.00	Subsistance .....	143,3	0	0
	<i>Totaux pour la section 06.</i>	143,3	0	0

		(En millions de francs)		
		Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
			Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordon- nement
<b>Section 07.</b>				
<i>Dépenses de cabinet du Ministre du Budget, chargé de l'Action sociale et de la Santé, du Logement et du Patrimoine.</i>				
Programme 07.00	Subsistance .....	166,4	0	0
<i>Totaux pour la section 07.</i>		166,4	0	0
<b>Section 08.</b>				
<i>Dépenses de cabinet du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture.</i>				
Programme 08.00	Subsistance .....	143,6	0	0
<i>Totaux pour la section 08.</i>		143,6	0	0
<b>Section 09.</b>				
<i>Services du Gouvernement wallon et organismes non rattachés aux divisions organiques.</i>				
Programme 09.01	Conseil économique et social de la Région wallonne .....	93,4	50,0	100,0
Programme 09.02	Service social .....	59,0	0	0
<i>Totaux pour la section 09.</i>		152,4	50,0	100,0
<b>Section 10.</b>				
<i>Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne.</i>				
Programme 10.01	Gestion générale du personnel du Ministère .....	4 251,7	0	0
Programme 10.02	Service de la Présidence, secrétariat du Gouvernement wallon et Chancellerie...	72,0	0	0
Programme 10.03	Informatique administrative .....	284,8	0	0
Programme 10.04	Statistiques régionales .....	33,9	0	0
Programme 10.05	Direction juridique .....	5,2	0	0
Programme 10.06	Fonction publique .....	24,6	0	0
Programme 10.07	Trésorerie, Budget et Finances .....	65,1	0	0
Programme 10.08	Dette générale .....	2 732,4	0	0
Programme 10.09	Dette Logement .....	4 281,0	0	0
Programme 10.10	Dette Pouvoirs locaux .....	3 959,7	0	0
Programme 10.11	Dette Eau .....	376,0	0	0
Programme 10.12	Communication et information .....	28,9	0	0
Programme 10.13	Dette action sociale et santé .....	1 057,7	0	0
<i>Totaux pour la section 10.</i>		17 173,0	0	0

		(En millions de francs)		
		Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
			Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordon- nancement
<b>Section 11.</b>				
<i>Economie, emploi et formation professionnelle.</i>				
Programme 11.01	Expansion économique .....	680,2	3 120,0	3 800,7
Programme 11.02	Restructuration et développement .....	42,0	2 500,0	2 500,0
Programme 11.03	Zonings et zones d'emploi .....	40,0	530,0	513,0
Programme 11.05	Promotion des investissements étrangers .....	69,7	7,5	7,5
Programme 11.06	P.M.E. et Classes moyennes .....	158,2	3 179,5	3 156,3
Programme 11.07	Agriculture, abattoirs et agro-alimentaire .....	595,6	1 603,0	461,9
Programme 11.08	Promotion de l'emploi .....	98,8	0	0
Programme 11.09	Forem .....	2 196,5	0	0
<i>Fonds organique : Fonds budgétaire en matière d'emploi</i>				
	<i>Solde au 1er janvier 1994</i>	0	0	0
	<i>Recettes de l'année en cours</i>	0	100,0	100,0
	<i>Disponible pour l'année 1994</i>	0	100,0	100,0
	<i>Dépenses à charge du Fonds</i>	0	100,0	100,0
	<i>Solde au 31 décembre 1994</i>	0	0	0
Programme 11.10	Plan de résorption du chômage géré par l'administration, mais dont la prise en charge financière est assurée par l'intermédiaire du Forem .....	7 218,2	0	0
Programme 11.11	Plan de résorption du chômage géré directement par l'administration .....	4 684,7	488,2	528,7
Programme 11.12	Programmes particuliers cofinancés par les fonds européens .....	395,5	2 244,6	1 466,5
Programme 11.13	Formation des salariés et appointés hors Forem .....	142,0	0	0
Programme 11.14	Forem - Formation .....	1 633,6	0	0
Programme 11.15	Formation agricole .....	37,1	0	0
Programme 11.16	Formation des indépendants .....	686,3	0	0
<i>Totaux pour la section 11.</i>		18 678,4	13 772,8	12 534,6
<b>Section 12.</b>				
<i>Technologies et recherche.</i>				
Programme 12.01	Energie .....	35,0	292,0	321,5
Programme 12.02	Recherche .....	341,7	787,5	975,7
Programme 12.03	Aides aux entreprises .....	0	1 284,8	1 315,7
Programme 12.04	Programmes particuliers cofinancés par les fonds structurels européens .....	0	450,0	373,0
<i>Totaux pour la section 12.</i>		376,7	2 814,3	2 985,9
<b>Section 13.</b>				
<i>Ressources naturelles et environnement.</i>				
Programme 13.01	Forêts .....	106,1	176,7	168,1
Programme 13.02	Conservation de la nature .....	93,1	133,0	158,8

		(En millions de francs)		
		Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
			Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordon- nement
Programme 13.03	Environnement .....	617,3	0	1,0
	<i>Fonds organique : Fonds pour la gestion des déchets (décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets)</i>			
	<i>Solde au 1er janvier 1994</i>	0	1 690,0	1 690,0
	<i>Recettes de l'année en cours</i>	0	1 675,0	1 675,0
	<i>Disponible pour l'année 1994</i>	0	3 365,0	3 365,0
	<i>Dépenses à charge du Fonds</i>	0	3 365,0	3 365,0
	<i>Solde au 31 décembre 1994</i>	0	0	0
Programme 13.04	Ressources du sous-sol .....	44,5	4,0	33,3
Programme 13.05	Eau (contrôle, gestion et production) .....	544,2	962,7	1 102,4
	<i>Fonds organique : Fonds pour la protection des eaux potabilisables (décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables)</i>			
	<i>Solde au 1er janvier 1994</i>	0	0	0
	<i>Recettes de l'année en cours</i>	0	500,0	500,0
	<i>Disponible pour l'année 1994</i>	0	500,0	500,0
	<i>Dépenses à charge du Fonds</i>	0	500,0	200,0
	<i>Solde au 31 décembre 1994</i>	0	0	300,0
	<i>Fonds organique : Fonds pour la protection des eaux souterraines (décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables)</i>			
	<i>Solde au 1er janvier 1994</i>	0	0	0
	<i>Recettes de l'année en cours</i>	0	0	0
	<i>Disponible pour l'année 1994</i>	0	0	0
	<i>Dépenses à charge du Fonds</i>	0	0	0
	<i>Solde au 31 décembre 1994</i>	0	0	0
Programme 13.06	Protection des eaux contre la pollution .....	755,8	0	384,9
	<i>Fonds organique : Fonds pour la protection des eaux de surface (décret du 30 avril 1990 sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques)</i>			
	<i>Solde au 1er janvier 1994</i>	0	1 244,5	1 765,1
	<i>Recettes nettes de l'année en cours</i>	0	1 406,0	1 406,0
	<i>Disponible pour l'année 1994</i>	0	161,5	3 171,1
	<i>Dépenses à charge du Fonds</i>	0	2 300,0	1 276,4
	<i>Solde au 31 décembre 1994</i>	0	2 138,5	1 894,7
Programme 13.07	Programmes particuliers cofinancés par les fonds structurels européens .....	0	101,2	121,7
Programme 13.08	Contrôle des pollutions .....	60,6	35,6	34,6
Programme 13.09	Prévention des pollutions .....	35,9	0	0
Programme 13.10	Chasse, pêche et pisciculture .....	21,9	39,0	41,0
	<i>Totaux pour la section 13.</i>	2 279,4	7 617,2	6 887,2
	<i>Section 14.</i>			
	<i>Pouvoirs locaux.</i>			
Programme 14.01	Tutelle .....	34,4	0	0
Programme 14.02	Financement général des communes .....	32 455,4	100,0	50,0
Programme 14.03	Financement général des provinces .....	3 519,3	0	0
Programme 14.04	Travaux subsidiés et infrastructures sportives .....	75,6	2 123,4	1 752,1
	<i>Totaux pour la section 14.</i>	36 084,7	2 223,4	1 802,1

		(En millions de francs)		
		Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
			Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordon- nement
<b>Section 15.</b>				
<i>Aménagement du territoire et logement.</i>				
Programme 15.01	Aménagement du territoire et urbanisme .....	71,1	32,5	146,0
Programme 15.02	Rénovation urbaine et sites d'activité économique désaffectés .....	42,6	683,5	582,1
<i>Fonds organique ; Fonds de rénovation des sites wallons (loi du 27 juin 1978)</i>				
	<i>Solde au 1er janvier 1994</i>	0	0	0
	<i>Recettes de l'année en cours</i>	0	0	0
	<i>Disponible pour l'année 1994</i>	0	0	0
	<i>Dépenses à charge du Fonds</i>	0	0	0
	<i>Solde au 31 décembre 1994</i>	0	0	0
Programme 15.03	Rénovation rurale et remembrement .....	698,0	172,0	172,0
Programme 15.04	Logement : secteur privé .....	2 315,6	560,0	701,0
Programme 15.05	Logement : secteur public .....	1 624,0	650,7	965,4
Programme 15.06	Monuments, sites et fouilles .....	189,6	493,2	547,5
Programme 15.07	Programmes particuliers cofinancés par les fonds structurels européens .....	0	250,0	275,0
<i>Totaux pour la section 15.</i>		4 940,9	2 841,9	3 389,0
<b>Section 16.</b>				
<i>Relations extérieures.</i>				
Programme 16.01	Commerce extérieur .....	517,0	0	0
Programme 16.02	Promotion de la Région au niveau international .....	195,0	0	0
Programme 16.03	Programmes particuliers cofinancés par les fonds structurels européens .....	0	85,0	52,0
<i>Totaux pour la section 16.</i>		712,0	85,0	52,0
<b>Section 17.</b>				
<i>Action sociale et santé.</i>				
Programme 17.01	Santé .....	257,0	720,0	720,0
Programme 17.02	Santé mentale .....	577,5	0	0
Programme 17.03	Action sociale .....	198,0	0	0
Programme 17.04	Famille .....	2 334,8	15,0	15,0
Programme 17.05	Personnes âgées .....	14,1	200,0	200,0
Programme 17.06	Personnes handicapées .....	8 811,7	111,3	111,3
Programme 17.07	Intégration sociale des immigrés .....	31,3	0	0
<i>Totaux pour la section 17.</i>		12 224,4	1 046,3	1 046,3
<b>Section 18.</b>				
<i>Tourisme.</i>				
Programme 18.01	Tourisme .....	346,7	315,7	328,8
Programme 18.02	Programmes particuliers cofinancés par les fonds européens .....	0	150,0	75,0
<i>Totaux pour la section 18.</i>		346,7	465,7	403,8

		(En millions de francs)			
		Crédits non dissociés	Crédits dissociés		
			Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordon- nement	
<i>Section 50.</i>					
<i>Secrétariat général du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports.</i>					
Programme	50.01	Gestion générale du personnel du Ministère .....	4 553,4	0	0
Programme	50.02	Frais de fonctionnement et prestations de tiers .....	171,9	0	4,0
Programme	50.03	Gestion immobilière et bâtiments .....	801,9	0	0
Programme	50.04	Implantation immobilière .....	1,1	435,9	680,4
Programme	50.05	Équipement et fournitures .....	291,6	0	0
Programme	50.06	Gestion informatique du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports ...	301,8	0	0
<i>Totaux pour la section 50.</i>			6 121,7	435,9	684,4
<i>Section 51.</i>					
<i>Réseau routier de la Région.</i>					
Programme	51.01	Construction du réseau .....	46,6	3 848,5	4 842,1
Programme	51.02	Maintenance et entretien du réseau .....	73,0	3 405,1	2 407,8
<i>Fonds organique : Fonds du trafic et des avaries (décret du 17 décembre 1992 créant des fonds budgétaires en matière de Travaux publics)</i>					
<i>Solde au 1er janvier 1994</i>			0	0	0
<i>Recettes de l'année en cours</i>			0	160,0	160,0
<i>Disponible pour l'année 1994</i>			0	160,0	160,0
<i>Dépenses à charge du Fonds</i>			0	66,8	66,8
<i>Solde au 31 décembre 1994</i>			0	93,2	93,2
Programme	51.03	Programmes particuliers cofinancés par les fonds structurels européens .....	0	260,0	130,0
<i>Totaux pour la section 51.</i>			119,6	7 580,4	7 446,7
<i>Section 52.</i>					
<i>Voies hydrauliques de la Région.</i>					
Programme	52.01	Investissements sur les voies hydrauliques, aux ports et voies d'accès, ainsi qu'aux barrages et réservoirs .....	10,3	1 599,5	1 612,2
Programme	52.02	Maintenance et entretien des voies hydrauliques .....	489,1	809,7	598,7
<i>Fonds organique : Fonds du trafic et des avaries (décret du 17 décembre 1992 créant des fonds budgétaires en matière de Travaux publics)</i>					
<i>Solde au 1er janvier 1994</i>			0	0	0
<i>Recettes de l'année en cours</i>			0	74,0	74,0
<i>Disponible pour l'année 1994</i>			0	74,0	74,0
<i>Dépenses à charge du Fonds</i>			0	30,8	30,8
<i>Solde au 31 décembre 1994</i>			0	43,2	43,2
Programme	52.03	Promotion de la navigation intérieure .....	5,3	0	0
<i>Totaux pour la section 52.</i>			504,7	2 440,0	2 241,7

		(En millions de francs)		
		Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
			Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordon- nement
<i>Section 53.</i>				
<i>Services techniques.</i>				
Programme 53.01	Electricité - Routes - Construction .....	0	431,6	518,8
Programme 53.02	Electricité - Routes - Entretien .....	0	1 327,2	1 263,3
Programme 53.03	Electricité - Voies hydrauliques - Construction .....	0	16,8	25,0
Programme 53.04	Electricité - Voies hydrauliques - Entretien .....	0	358,5	272,2
Programme 53.05	Réseau de télécommunication - Construction .....	0	83,6	84,0
Programme 53.06	Réseau de télécommunication - Entretien .....	0	217,7	173,5
Programme 53.07	Intégration paysagère .....	0	32,0	25,0
Programme 53.08	Cartographie .....	115,3	0	0
Programme 53.09	Equiperment du Ministère wallon de l'Equiperment et des Transports .....	365,5	0	0
<i>Fonds organique : Fonds des études techniques (décret du 17 décembre 1992 créant des fonds budgétaires en matière de Travaux publics)</i>				
<i>Solde au 1er janvier 1994</i>		0	0	0
<i>Recettes de l'année en cours</i>		0	15,0	15,0
<i>Disponible pour l'année 1994</i>		0	15,0	15,0
<i>Dépenses à charge du Fonds</i>		0	10,3	10,3
<i>Solde au 31 décembre 1994</i>		0	4,7	4,7
<b>Totaux pour la section 53.</b>		<b>480,8</b>	<b>2 477,7</b>	<b>2 372,1</b>
<i>Section 54.</i>				
<i>Transports.</i>				
Programme 54.01	Transport urbain et interurbain .....	8 026,4	621,9	670,1
Programme 54.02	Aéroports et aérodromes régionaux .....	128,8	435,5	673,6
Programme 54.03	Navigaton intérieure .....	5,2	0	0
Programme 54.04	Promotion et coordination des transports .....	11,3	15,7	8,9
Programme 54.05	Transports scolaires .....	660,1	0	0
Programme 54.06	Programmes particuliers cofinancés par les fonds structurels européens .....	0	194,0	87,0
<b>Totaux pour la section 54.</b>		<b>8 831,8</b>	<b>1 267,1</b>	<b>1 439,6</b>
<b>TOTAUX GENERAUX.</b>		<b>110 633,7</b>	<b>45 117,7</b>	<b>43 385,4</b>

## TITRE IV.- SECTION PARTICULIERE.

(En millions de francs)

Mi- nistre ordon- nateur	Article	LIBELLES	Solde au 1er janvier 1994	Recettes de l'année	Dépenses de l'année.	Solde au 31 décembre 1994
<b>PARTIE I.</b>						
Opérations alimentées par des recettes courantes.						
<i>Section 10.</i>						
CO	60 02 A	01. Fonds destiné à la réalisation de programmes particuliers financés par le F.E.D.E.R. ....	0	784,6	750,0	34,6
CO		02. Fonds destiné à la réalisation de programmes particuliers financés par le F.E.O.G.A. ....	- 12,2	95,0	104,0	3,2
CO		03. Fonds destiné à la réalisation de programmes particuliers financés par le F.S.E. ....	0	12,0	12,0	0
CO		04. Fonds destiné à la réalisation de programmes particuliers financés par les Communautés européennes dans le cadre du P.D.I. ....	11,4	0	4,0	7,4
CO	60 03 C	Fonds de gestion du patrimoine immobilier régional non destiné à l'administration ....	61,0	15,0	8,7	67,3
LU	60 04 C	Fonds piscicole (loi du 1er juillet 1954) ....	9,5	34,2	42,4	1,3
LU	60 05 A	01. Prélèvement légal sur le produit des coupes effectuées dans les forêts de l'ancienne "Gruerie d'Arion" (Anlier-Rulles, etc.)- Dépenses de fonctionnement et d'aménagement ....	22,8	10,0	10,0	22,8
LU		02. Prélèvement légal sur le produit des coupes effectuées dans la forêt de Mariemont.- Dépenses de fonctionnement et d'aménagement ....	6,2	0	0	6,2
LU		03. Prélèvement légal sur le produit des coupes effectuées dans la forêt d'Herbaumont.- Dépenses de fonctionnement et d'aménagement ....	12,0	3,0	3,0	12,0
LU		04. Prélèvement légal sur le produit des coupes effectuées dans la forêt de Stamburges.- Dépenses de fonctionnement et d'aménagement ....	2,0	0	0	2,0
<i>Totaux pour la section 10.</i>			137,1	953,8	934,1	156,8
<i>Section 31.</i>						
CO	66 08 A	Fonds destiné à assurer l'engagement et l'ordonnement des dépenses en matière de crédits parallèles ....	5,7	0	0	5,7
<i>Totaux pour la section 31.</i>			- 5,7	0	0	5,7
<i>Section 34.</i>						
SP	60 01 A	01. Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale (arrêté royal N° 1 du 18 avril 1967).- Secteur Affaires économiques ....	52,7	0	52,7	0
<i>Totaux pour la section 34.</i>			52,7	0	52,7	0
<b>Totaux pour le Titre IV, partie I.</b>			195,5	953,8	986,8	162,5
<b>PARTIE II.</b>						
Opérations alimentées par des recettes en capital.						
<i>Section 10.</i>						
SP	60 01 A	Fonds de rénovation industrielle (première, deuxième et troisième missions)	4,1	0	4,1	0
LI	60 02 A	Fonds de rénovation industrielle (quatrième mission) ....	112,2	0	0	112,2
BA	60 03 A	Intervention en vue de créer des réserves foncières, soit par acquisition, soit par subsides aux organismes publics et pouvoirs subordonnés, soit par avances récupérables à ces mêmes organismes et pouvoirs ....	3,5	20,0	0	23,5
LU	60 04 A	Fonds de reconstitution et de rationalisation du patrimoine forestier de la Région ....	5,9	0	5,9	0

## TITRE IV.- SECTION PARTICULIERE.

(En millions de francs)

Mi- nistre ordon- nateur	Article	LIBELLES	Solde au 1er janvier 1994	Recettes de l'année	Dépenses de l'année	Solde au 31 décembre 1994
SP	60 05 A	Fonds destiné à l'indemnisation des expropriations réalisées dans le cadre des lois d'expansion économique .....	74,8	4,0	0,1	78,7
LI	60 07 A	Fonds destiné au financement des aides et des interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies .....	0	80,0	80,0	0
LI	60 09 A	Fonds de rénovation industrielle (troisième mission) .....	163,8	0	0	163,8
		<i>Totaux pour la section 10.</i>	364,3	104,0	90,1	378,2
		<i>Section 33.</i>				
LU	63 01 A	Fonds destiné à l'octroi d'avances récupérables à l'Office wallon de Développement rural en vue de l'exécution des articles 56 et 57 de la loi du 22 juillet 1970 relative au remboursement légal de biens ruraux et de l'article 76 de la loi du 12 juillet 1976 relative au remboursement légal de biens ruraux lors de l'exécution de grands travaux d'infrastructure .....	33,9	0	0	33,9
		<i>Totaux pour la section 33.</i>	33,9	0	0	33,9
		<i>Section 34.</i>				
SP	60 01 A	01. Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale.- Secteur Affaires économiques (lois d'expansion) .....	90,8	0	90,8	0
SP		03. Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale.- Secteur Travaux publics .....	100,3	0	100,3	0
SP		06. Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale.- Secteur Affaires économiques, restructurations.- Mise en œuvre par l'Exécutif de l'article 2, § 3, de la loi du 2 avril 1962 .....	103,4	0	103,4	0
		(Les dépenses à charge de ce sous-littéra peuvent être payées par ouverture de crédit, en application de l'article 15 de la loi du 29 octobre 1846 sur la Cour des Comptes.)				
		<i>Totaux pour la section 34.</i>	294,5	0	294,5	0
		<i>Section 38.</i>				
LU	60 08 A	Fonds destiné à la lutte contre les nuisances dans la Région wallonne .....	56,2	0	0	56,2
		<i>Totaux pour la section 38.</i>	56,2	0	0	56,2
		<i>Section 40.</i>				
LU	60 01 A	Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale (arrêté royal N° 1 du 18 avril 1967) .....	62,4	0	0	62,4
LU	60 04 A	Fonds destiné à la lutte contre les nuisances dans la Région wallonne .....	157,1	0	60,0	97,1
		<i>Totaux pour la section 40.</i>	219,5	0	60,0	159,5
		<i>Totaux pour le Titre IV, partie II.</i>	968,4	104,0	444,6	627,8
		<b>TOTAUX POUR LE TITRE IV.</b>	<b>1 163,9</b>	<b>1 057,8</b>	<b>1 431,4</b>	<b>790,3</b>

## TITRE V.- ENTREPRISE REGIONALE.

(En millions de francs)

Mi- nistre ordon- nateur	Article	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordon- nancement
		<b>ENTREPRISE REGIONALE DE PRODUCTION ET D'ADDUCTION D'EAU.</b>			
		<b>DEPENSES.</b>			
		<i>Section I.- Opérations courantes.</i>			
LU	11.03	Rémunérations et allocations du personnel actif et en disponibilité de l'entreprise régionale .....	132,5	—	—
LU	11.04	Allocations généralement quelconques du personnel actif et en disponibilité de l'entreprise régionale .....	4,0	—	—
LU	12.01	Fourniture de biens et de services et prestations intellectuelles pour la réalisation des missions à l'entreprise régionale, y compris redevance et taxe relatives à l'application des décrets du 30 avril 1990 .....	260,0	—	—
LU	12.02	Indemnités généralement quelconques au personnel pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention de l'employeur dans le prix des abonnements sociaux) .....	1,7	—	—
LU	21.01	Intérêts à payer .....	0	—	—
LU	33.01	Indemnités diverses à des tiers résultant de la responsabilité de l'entreprise .....	1,0	—	—
LU	41.01	Transfert à la trésorerie régionale .....	0	—	—
LU	03.01	Alimentation du fonds pour risques et charges à l'égard de tiers .....	0	—	—
LU	03.02	Alimentation du fonds de réserve .....	0,5	—	—
LU	03.03	Alimentation du fonds de renouvellement .....	16,5	—	—
LU	03.04	Alimentation du fonds d'amortissement .....	33,0	—	—
		<i>Totaux pour la section I.</i>	449,2	—	—
		<i>Section II.- Opérations de capital.</i>			
LU	71.01	Achat de terrains et de bâtiments en rapport avec l'activité de l'entreprise ..	—	0	0
LU	73.01	Dépenses relatives à des travaux et acquisitions exécutés par l'entreprise, y compris études et frais .....	—	529,0	349,0
LU	73.02	01. Travaux et études en matière de production et d'adduction d'eau, y compris les grands travaux hydrauliques .....	—	50,0	95,4
LU		02. Travaux et études en matière de production et d'adduction d'eau.- Application du décret du 30 avril 1993 relatif au calcaire carbonifère .....	—	100,0	25,0
LU	73.20	Travaux d'amélioration et entretiens extraordinaires, y compris application des décrets du 30 avril 1990 .....	—	135,0	116,1
LU	74.01	Achat de machines, mobilier, matériel, y compris moyens de transport .....	—	18,0	15,0
		<i>Totaux pour la section II.</i>	0	832,0	600,5
		<i>Totaux pour les dépenses.</i>	449,2	832,0	600,5

## TITRE V.- ENTREPRISE REGIONALE.

(En millions de francs)

Mi- nistre ordon- nateur	Article	LIBELLES	Droits constatés	
		<b>RECETTES.</b>		
		<i>Section I.- Opérations courantes.</i>		
LU	16.01	Vente d'eau et d'électricité .....	436,7	
LU	16.02	Produits en relation avec les missions spécifiques de l'entreprise .....	0,6	
LU	16.04	Produits divers .....	0,9	
LU	08.01	01. Intervention financière de la Région wallonne : fonctionnement .....	0	
LU		02. Intervention financière de la Région wallonne en application des décrets du 30 avril 1990 .....	0	
LU	08.02	Subvention de la Région wallonne pour risques et charges à l'égard de tiers .	0	
LU	08.03	01. Intérêts des fonds placés .....	9,5	
LU		02. Prélèvement sur le fonds d'amortissement .....	0,5	
LU		03. Prélèvement sur le fonds pour risques et charges à l'égard de tiers .....	1,0	
		<i>Total pour la section I.</i>	449,2	
		<i>Section II.- Opérations de capital.</i>		
LU	08.04	01. Intervention financière de la Région wallonne .....	400,0	
LU		02. Intervention financière de la Région wallonne en application des décrets du 30 avril 1990 .....	25,0	
LU	08.05	Recettes diverses patrimoniales .....	0	
LU	08.06	Prélèvement sur le fonds de renouvellement .....	0,5	
LU	08.07	Prélèvement sur le fonds de réserve .....	175,0	
		<i>Total pour la section II.</i>	600,5	
		<i>Total pour les recettes.</i>	1 049,7	

## TITRE V.- ENTREPRISE REGIONALE.

(En millions de francs)

Mi- nistre ordon- nateur	Article	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordon- nancement
		<b>OFFICE REGIONAL WALLON DES DECHETS.</b>			
		<b>DEPENSES.</b>			
		<i>Section I.- Opérations courantes.</i>			
LU	11.03	Rémunérations et allocations du personnel actif et en disponibilité de l'entreprise régionale et des cellules "technologies propres" et "pro- duits propres" .....	p.m.	—	—
LU	11.04	Allocations généralement quelconques du personnel actif et en disponibilité de l'entreprise régionale .....	p.m.	—	—
LU	12.01	Etudes, fourniture de biens, de services et prestations intellectuelles pour la réalisation des missions de l'entreprise régionale .....	—	12,0	12,0

## TITRE V.- ENTREPRISE REGIONALE.

Mi- nistre ordor- nateur	Article	LIBELLES	Crédits non dissociés	(En millions de francs) Crédits dissociés	
				Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordon- nancement
LU	12.02	Indemnités généralement quelconques au personnel pour charges réelles et dégâts matériels, ainsi que les frais de transport afférents aux voyages de service (y compris l'intervention de l'employeur dans le prix des abonnements sociaux) .....	p.m.	—	—
LU	12.03	Etudes, fourniture de biens, services et prestations intellectuelles, ainsi que relations publiques, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions .....	30,0	—	—
LU	12.04	Collectes de déchets spéciaux et matières récupérables .....	—	133,0	120,0
LU	12.05	Fourniture de biens, de services et prestations intellectuelles pour la réalisation des missions des cellules "technologies propres" et "produits propres" .....	—	0	0
LU	12.07	Fourniture de biens et services liés à la gestion informatique des informations concernant le transfert et l'élimination de déchets (crédits non limitatifs) .....	—	10,0	40,0
LU	12.08	Frais de perception de la taxe sur les déchets ménagers (crédits non limitatifs) .....	30,0	—	—
LU	14.01	Frais exceptionnels de traitement, de transfert ou d'élimination de déchets, avancés par la Région en vertu des articles 16, 21 ou 28 du décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets .....	—	0	0
LU	21.01	Intérêts de la dette .....	0	—	—
LU	30.01	Subventions au secteur autre que public en matière de gestion des déchets ....	—	12,0	10,0
LU	32.01	Frais de fonctionnement de la SPAQUE (crédits non limitatifs) .....	60,0	—	—
LU	33.01	Indemnités diverses à des tiers résultant de la responsabilité de l'entreprise .....	0	—	—
LU	43.01	Subventions aux pouvoirs subordonnés pour l'amélioration en matière de gestion des déchets .....	132,0	—	—
LU	43.03	Subsides en faveur des communes et des intercommunales s'inscrivant dans une politique de traitement des déchets (crédits non limitatifs) .....	—	500,0	850,0
LU	03.01	Alimentation du fonds pour risques et charges à l'égard de tiers .....	0	—	—
LU	03.02	Alimentation du fonds de renouvellement .....	0	—	—
LU	03.03	Alimentation du fonds d'amortissement .....	0	—	—
LU	03.04	Alimentation du fonds de réserve .....	0	—	—
<i>Totaux pour la section I.</i>			252,0	667,0	1 032,0
<i>Section II.- Opérations de capital.</i>					
LU	50.02	Subventions au secteur autre que public en faveur de la protection de l'environnement .....	—	0	0
LU	51.01	Avances à des tiers en matière d'intervention régionale concernant les mesures de réhabilitation .....	—	400,0	400,0
LU	60.01	Subventions au secteur public en faveur de la protection de l'environnement et du traitement des déchets .....	—	2 517,0	1 920,0
LU	71.01	Achat de terrains et de bâtiments en rapport avec l'activité de l'entreprise ...	—	0	0
LU	73.01	Dépenses relatives à des travaux et acquisitions exécutés par l'entreprise, y compris études et frais .....	—	0	0
LU	74.06	Achat de machines, mobilier, matériel, y compris moyens de transport .....	7,0	—	—

## TITRE V.- ENTREPRISE REGIONALE.

(En millions de francs)

Mi- nistre ordon- nateur	Article	LIBELLES	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
				Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordon- nancement
LU	81.01	Apports de capitaux et avances récupérables en matière d'environnement et de traitement de déchets .....	—	0	0
LU	81.02	Apports de capitaux et avances récupérables en matière d'environnement et de traitement de déchets .....	0	—	—
LU	91.01	Amortissement de la dette .....	0	—	—
		<i>Totaux pour la section II.</i>	7,0	2 917,0	2 320,0
		<i>Totaux pour les dépenses.</i>	259,0	3 584,0	3 352,0

## TITRE V.- ENTREPRISE REGIONALE.

(En millions de francs)

Mi- nistre ordon- nateur	Article	LIBELLES	Droits constatés	
		<b>RECETTES.</b>		
		<i>Section I.- Opérations courantes.</i>		
LU	16.01	Vente de services .....	0	
LU	16.02	Produits divers .....	0	
LU	06.01	Dotation de la Région wallonne (produit de la taxe) .....	3 185,0	
LU	06.02	Dotation de la Région wallonne pour risques et charges à l'égard de tiers .....	0	
LU	06.03	01. Intérêts des fonds placés .....	0	
LU		02. Prélèvement sur le fonds d'amortissement .....	0	
LU		03. Prélèvement sur le fonds pour risques et charges à l'égard de tiers .....	0	
		<i>Total pour la section I.</i>	3 185,0	
		<i>Section II.- Opérations de capital.</i>		
LU	96.01	Produit des emprunts .....	0	
LU	08.04	Dotation de la Région wallonne .....	426,0	
LU	08.05	Recettes diverses patrimoniales .....	0	
LU	08.06	Prélèvement sur le fonds de renouvellement .....	0	
LU	08.07	Prélèvement sur le fonds de réserve .....	0	
		<i>Total pour la section II.</i>	426,0	
		<i>Total pour les recettes.</i>	3 611,0	

## TITRE VI.- SERVICE REGIONAL A GESTION SEPARÉE.

(En millions de francs)

Mi- nistre ordons- nateur	Article	LIBELLES	
		<b>AGENCE WALLONNE A L'EXPORTATION — AWEX</b>	
		<b>SECTION I.- OPERATIONS COURANTES.</b>	
		<b>A. Recettes.</b>	
SP	16.01	Remboursement de prestations de services .....	7,0
SP	16.02	Produits divers .....	203,5
SP	06.01	Intervention de la Région wallonne .....	334,5
SP	08.01	Solde disponible au 31 décembre 1993, y compris solde de trésorerie .....	159,2
		<i>Total pour les recettes.</i>	704,2
		<b>B. Dépenses.</b>	
SP	11.03	Rémunérations et allocations du personnel contractuel de l'agence régionale	0
SP	11.04	Allocations généralement quelconques du personnel contractuel de l'agence régionale .....	0
SP	12.02	Fourniture de biens et services pour la réalisation des missions de l'AWEX, notamment frais de missions, participation à des foires, séminaires, colloques, réunions, relations publiques, documentation, expertises, études, etc. ....	184,8
SP	12.03	Frais de fonctionnement des représentations à l'étranger .....	202,4
SP	30.01	Subvention pour favoriser le commerce extérieur ainsi que l'investissement à l'étranger .....	167,0
		<i>Total pour les dépenses.</i>	554,2
		<b>C. Transferts.</b>	
		<b>D. Crédit provisionnel.</b>	
SP	11.05	Provision pour indexation des traitements, coût de la programmation sociale .....	0
		<i>Total pour le crédit provisionnel.</i>	0
		<b>E. Solde.</b>	
		Recettes .....	704,2
		Dépenses .....	554,2
		Crédit provisionnel .....	0
		<i>Total pour le solde.</i>	150,0

## TITRE VI.- SERVICE REGIONAL A GESTION SEPARÉE.

(En millions de francs)

Mi- nistre ordon- nateur	Article	LIBELLES	
		<b>SECTION II.- OPERATIONS DE CAPITAL.</b>	
		<b>A. Recettes.</b>	
SP	81.01	Remboursement de prêts, d'apports de capitaux, d'avances .....	91,0
SP	06.01	Intervention de la Région wallonne .....	182,5
SP	08.01	Solde disponible au 31 décembre 1993, y compris solde de trésorerie .....	2,0
SP	08.05	Recettes diverses patrimoniales .....	0
		<i>Total pour les recettes.</i>	275,5
		<b>B. Dépenses.</b>	
SP	71.01	Achat ou aménagement de terrains et bâtiments en rapport avec les missions de l'agence .....	0
SP	74.06	Achat de machines, mobiliers, matériels, y compris moyens de transport ...	1,5
SP	81.01	Prêts remboursables, avances récupérables, apports de capitaux en vue de fa- ciliter le commerce extérieur ainsi que l'investissement à l'étranger ....	274,0
		<i>Total pour les dépenses.</i>	275,5
		<b>C. Transferts.</b>	
		<b>D. Solde.</b>	
		Recettes .....	275,5
		Dépenses .....	275,5
		Solde .....	0
		<i>Total pour le solde.</i>	0
		<b>SECTION III.- OPERATIONS POUR ORDRE.</b>	
		<b>A. Recettes.</b>	
		1. Fonds de tiers .....	0
		2. Fonds de trésorerie .....	0
		<i>Total pour les recettes.</i>	0
		<b>B. Dépenses.</b>	
		1. Fonds de tiers .....	0
		2. Fonds de trésorerie .....	0
		<i>Total pour les dépenses.</i>	0
		<b>C. Solde.</b>	

## TITRE VII.- ORGANISMES D'INTERET PUBLIC.

(En millions de francs)

Mi- nistre ordon- nateur	Article	LIBELLES	1994	1993	1992
			par article	présuimées	effectuées
		<b>FONDS WALLON D'AVANCES POUR LA REPARATION DES DOMMAGES PROVOQUES PAR LES PRISES ET POMPAGES D'EAU SOUTERRAINE.</b>			
		<b>4. RECETTES.</b>			
LU	411.05	Remboursements d'avances .....	22,0	—	—
LU	411.07	Produits des contributions .....	120,0	—	—
LU	412.01	Vente de documents .....	2,8	—	—
LU	413.01	Intérêts sur placements .....	6,0	—	—
LU	442.01	Emprunts .....	—	—	—
		<b>TOTAUX POUR LES RECETTES.</b>	<b>150,8</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
		<b>5. DEPENSES.</b>			
LU	511.08	Indemnités de gestion .....	0,1	—	—
LU	513.02	Frais de déplacements .....	—	—	—
LU	522.01	Frais de bureau .....	p.m.	—	—
LU	523.01	Frais d'impression de documents .....	2,8	—	—
LU	524.01	Frais d'expertises .....	—	—	—
LU	524.02	Frais d'hypothèques .....	1,0	—	—
LU	524.03	Frais de justice .....	2,0	—	—
LU	525.01	Intérêts d'emprunts .....	—	—	—
LU	540.01	Frais d'études et d'essais géotechniques .....	5,0	—	—
LU	540.02	Versement d'avances .....	135,0	—	—
LU	560.01	Remboursement d'emprunts .....	—	—	—
LU	560.02	Remboursement de contributions .....	4,9	—	—
LU	560.05	Consolidation des fonds de réserve .....	—	—	—
		<b>TOTAUX POUR LES DEPENSES.</b>	<b>150,8</b>	<b>—</b>	<b>—</b>

## TITRE VII.- ORGANISMES D'INTERET PUBLIC.

(En millions de francs)

Mi- nistre ordon- nateur	Article	LIBELLES	1994	1993	1992
			par article	présumées	effectuées
		<b>OFFICE WALLON DE DEVELOPPEMENT RURAL.</b>			
		<b>4. RECETTES.</b>			
		<b>Chapitre 41.</b>			
		<i>Produits résultant de l'exercice des missions de l'Office.</i>			
LU	411.01	Produits résultant de la propriété de biens immobiliers acquis dans le cadre de l'exercice du droit de préemption prévu en matière de remembrement	2,2	2,2	0,1
LU	411.02	Produits résultant de la propriété de biens acquis dans le cadre de la politique foncière	—	—	—
LU	411.03	Récupération de frais de surveillance, de contrôle et d'études	12,0	7,0	5,2
LU	411.04	Conventions conclues dans le cadre du développement rural	6,0	5,0	5,5
LU	411.05	Récupération de paiements indus	—	—	—
LU	411.06	Loyers d'immeubles	4,4	4,3	8,1
LU	411.07	Ventes de plans et cahiers des charges	0,1	0,1	—
LU	411.09	Intervention des membres du personnel dans la charge des avantages chèques-repas	3,5	3,1	3,0
LU	412.01	Ventes de publications	—	—	—
LU	413.01	Intérêts sur placements	3,0	2,0	4,1
LU	414.01	Produits divers	—	—	1,3
		<i>Totaux pour le chapitre 41.</i>	31,2	23,7	27,3
		<b>Chapitre 42.</b>			
		<i>Recettes avec affectation spéciale.</i>			
LU	420.01	Intervention de la Région wallonne dans les dépenses techniques relatives à l'application de la législation sur le remembrement.- Part subsidiable	100,0	215,1	178,8
LU	420.02	Intervention de la Région wallonne dans les dépenses techniques relatives à l'application de la législation sur le remembrement.- Part non subsidiable avancée	75,9	125,4	—
LU	420.03	Intervention de la Région wallonne dans l'acquisition de biens immobiliers consécutive à l'exercice du droit de préemption prévu en matière de remembrement.- Avances	20,0	16,0	—
		<i>Totaux pour le chapitre 42.</i>	195,9	356,5	178,8
		<b>Chapitre 43.</b>			
		<i>Produits de la vente d'objets patrimoniaux.</i>			
LU	430.01	Immeubles	0,4	—	—
LU	430.02	Mobilier	—	—	—
LU	430.03	Machines et matériel	—	—	—
LU	430.04	Véhicules automobiles	—	—	—
LU	430.05	Récupération de garanties	—	—	—
		<i>Totaux pour le chapitre 43.</i>	0,4	—	—

## TITRE VII.- ORGANISMES D'INTERET PUBLIC.

(En millions de francs)

Mi- nistre ordon- nateur	Article	LIBELLES	1994	1993	1992
			par article	présumées	effectuées
		<b>Chapitre 44.</b>			
		<i>Recettes financières patrimoniales.</i>			
LU	444.01	Remboursement sur avances récupérables accordées au personnel .....	—	—	—
		<b>Totaux pour le chapitre 44.</b>	—	—	—
		<b>Chapitre 45.</b>			
		<i>Intervention de la Région wallonne.</i>			
LU	450.01	Dotation de fonctionnement pour les dépenses courantes .....	467,7	388,5	266,3
LU	450.02	Dotation de fonctionnement pour les dépenses de capital .....	12,2	12,2	—
LU	450.03	Politique foncière .....	—	3,0	—
		<b>Totaux pour le chapitre 45.</b>	479,9	403,7	266,3
		<b>Chapitre 49.</b>			
		<i>Recettes pour ordre.</i>			
LU	490.01	Produits résultant de la récupération des avances consenties pour des dépenses techniques relatives à l'application de la législation sur le remboursement, à rembourser à la Région wallonne .....	60,0	45,0	110,4
LU	490.02	Produits résultant de la vente ou de la réattribution de biens immobiliers acquis dans le cadre du droit de préemption, prévu en matière de remboursement, à rembourser à la Région wallonne .....	2,9	5,8	—
LU	490.03	Fonds européens .....	—	—	22,5
		<b>Totaux pour le chapitre 49.</b>	62,9	50,8	132,9
		<b>TOTAUX POUR LES RECETTES.</b>	770,3	834,7	605,3
		<b>5. DEPENSES.</b>			
		<b>Chapitre 51.</b>			
		<i>Dépenses de personnel.</i>			
LU	511.01	Rémunération du personnel définitif .....	289,2	259,6	379,3
LU	511.02	Rémunération du personnel contractuel .....	18,7	20,9	—
LU	511.03	Charges de pensions .....	63,7	18,2	—
LU	511.04	Charges sociales dérivant de la législation sociale - part patronale .....	46,1	41,4	—
LU	511.05	Charges sociales ne dérivant pas de la législation sociale - part patronale ...	0,2	0,1	—
LU	511.06	Service social .....	2,1	2,1	1,0
LU	511.07	Formation professionnelle .....	3,1	2,4	0,5
LU	511.09	Charge des avantages chèques-repas .....	15,3	13,1	14,3
LU	511.10	Honoraires forfaitaires .....	0,9	0,7	—
LU	512.01	Indemnités aux membres du comité de coordination .....	0,3	0,3	—
LU	513.02	Représentation et déplacements .....	11,4	7,3	10,3
		<b>Totaux pour le chapitre 51.</b>	451,0	366,1	405,4

## TITRE VII.- ORGANISMES D'INTERET PUBLIC.

(En millions de francs)

Mi- nistre ordon- nateur	Article	LIBELLES	1994	1993	1992
			par article	présumées	effectuées
		<i>Chapitre 52.</i>			
		<i>Paiements à des tiers pour prestations, fournitures, etc.</i>			
LU	521.01	Loyers des locaux et charges complémentaires .....	2,8	3,8	—
LU	521.02	Location de matériel et de mobilier .....	1,1	1,2	—
LU	521.03	Entretien et réparations des locaux .....	3,8	3,7	7,2
LU	521.04	Entretien et réparation du matériel, du mobilier et des véhicules .....	—	4,3	—
		a) matériel et mobilier .....	5,1	—	—
		b) véhicules .....	0,3	—	—
LU	521.05	Assurances .....	0,4	0,6	—
LU	521.06	Impôts et taxes .....	3,1	3,6	—
LU	521.07	Consommations diverses (combustibles, énergie électrique, etc.) .....	3,0	3,0	—
LU	521.09	Divers .....	—	—	—
LU	522.01	Frais de bureau généralement quelconques .....	—	7,5	19,4
		a) fournitures de bureau .....	5,2	—	—
		b) téléphone, fax et mobilophone .....	1,0	—	—
		c) affranchissement du courrier .....	0,8	—	—
		d) périodiques .....	0,4	—	—
		e) divers .....	0,1	—	—
LU	523.01	Frais de publications et de publicité .....	1,5	1,2	1,4
LU	524.01	Frais de contentieux .....	0,2	0,2	—
LU	525.01	Frais de gestion financière .....	0,1	0,1	—
LU	526.01	Frais de transport .....	—	0,1	—
LU	526.09	Divers .....	—	—	—
		<i>Totaux pour le chapitre 52.</i>	28,9	29,3	28,0
		<i>Chapitre 53.</i>			
		<i>Paiements à des tiers par suite de l'exercice par l'organisme de ses missions.</i>			
LU	533.05	Dépenses dans le cadre de la politique foncière .....	—	3,0	—
LU	533.06	Frais connexes liés au remembrement et au développement rural .....	11,0	10,3	6,8
LU	533.07	Frais de sous-traitance liés à l'exercice des missions de l'organisme .....	8,0	6,5	3,3
		<i>Totaux pour le chapitre 53.</i>	19,0	19,8	10,1
		<i>Chapitre 54.</i>			
		<i>Dépenses sur recettes avec affectation spéciale.</i>			
LU	540.01	Interventions dans les dépenses techniques relatives à l'application de la lé- gislation sur le remembrement .....	125,0	120,0	198,0
LU	540.02	Dépenses résultant de l'exercice du droit de préemption prévu en matière de remembrement .....	19,5	16,0	21,0

## TITRE VII.- ORGANISMES D'INTERET PUBLIC.

(En millions de francs)

Mi- nistre ordon- nateur	Article	LIBELLES	1994	1993	1992
			par article	présumées	effectuées
LU	540.03	Précompte immobilier afférent aux biens acquis par l'exercice du droit de préemption prévu en matière de remembrement .....	0,5	—	—
LU	540.09	Interventions dans les dépenses techniques relatives à l'application de la législation sur le remembrement approuvées avant le 1er janvier 1993 ..	50,9	220,5	—
		<i>Totaux pour le chapitre 54.</i>	195,9	356,5	219,0
		<i>Chapitre 55.</i>			
		<i>Acquisition de biens patrimoniaux.</i>			
LU	550.01	Bâtiments, terrains, immeubles .....	4,3	5,5	8,0
LU	550.02	Mobilier .....	2,2	1,9	14,5
LU	550.03	Machines et matériel .....	6,1	4,8	—
LU	550.04	Véhicules automobiles .....	—	—	—
LU	550.05	Garanties .....	—	—	—
		<i>Totaux pour le chapitre 55.</i>	12,6	12,2	22,5
		<i>Chapitre 56.</i>			
		<i>Opérations financières en principal.</i>			
		<i>(Crédits non limitatifs.)</i>			
LU	560.01	Placements divers .....	—	—	—
		<i>Totaux pour le chapitre 56.</i>	—	—	—
		<i>Chapitre 57.</i>			
		<i>Affectation du boni.</i>			
		<i>(Crédits non limitatifs.)</i>			
LU	570.01	Versement à la Région wallonne .....	—	—	—
		<i>Totaux pour le chapitre 57.</i>	—	—	—
		<i>Chapitre 59.</i>			
		<i>Dépenses pour ordre.</i>			
		<i>(Crédits non limitatifs.)</i>			
LU	590.01	Remboursement à la Région wallonne des avances consenties pour des dépenses techniques relatives à l'application de la législation sur le remembrement .....	60,0	45,0	—
LU	590.02	Remboursement à la Région wallonne des avances consenties pour des dépenses techniques relatives à l'application de la législation sur le remembrement .....	2,9	5,8	—
LUI	590.03	Versements pour compte de tiers .....	—	22,5	—
		<i>Totaux pour le chapitre 59.</i>	62,9	73,3	—
		<b>TOTAUX POUR LES DEPENSES.</b>	<b>770,3</b>	<b>857,2</b>	<b>685,0</b>

Vu pour être annexé au décret du 23 décembre 1993.

## ÜBERSETZUNG

D. 94 — 487

## 23. DEZEMBER 1993. — Dekret zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1994 (\*)

Der wallonische Regionalrat hat angenommen und die wallonische Regierung, sanktionieren was folgt :

## KAPITEL 1.

## Allgemeine Bestimmungen.

Artikel 1.- Für die Ausgaben der wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1994 werden nicht aufgliederte Mittel und aufgliederte Mittel bereitgestellt, gemäß den Programmen, aufgeführt in der diesem Dekret beiliegenden Tabelle und zusammengefaßt in nachfolgender Aufstellung.

Eine Veranschlagung der in 1994 anzurechnenden Ausgaben zu Lasten der variablen Mittel wird ebenfalls in dieser Aufstellung erwähnt.

(In Millionen Franken)

	Art der Mittel	Verpflichtungsermächtigungen	Ausgabenermächtigungen
Ministerium der wallonischen Region	Nicht aufgliederte Mittel	94 575,1	94 575,1
	Aufgliederte Mittel	24 651,6	24 259,5
	Variable Mittel	6 265,0	4 941,4
Wallonisches Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen	Nicht aufgliederte Mittel	16 058,6	16 058,6
	Aufgliederte Mittel	14 093,2	14 076,6
	Variable Mittel	107,9	107,9
Allgemeiner Gesamtbetrag	Nicht aufgliederte Mittel	110 633,7	110 633,7
	Aufgliederte Mittel	38 744,8	38 336,1
	Variable Mittel	6 372,9	5 049,3

Diese Haushaltsmittel werden in der diesem Dekret beiliegenden Tabelle aufgeführt.

Art. 2.- Jedem Mitglied der wallonischen Regierung ist es gestattet, im Rahmen seiner Befugnisse, den Anwälten und Gerichtsvollziehern, die für Rechnung der Region vermitteln, Kostenvorschüsse zu gewähren.

Art. 3.- In Abweichung von Artikel 15 des Gesetzes vom 29. Oktober 1846 zur Einrichtung des Rechnungshofes, dürfen den außerordentlichen Rechnungsführern des Ministeriums der wallonischen Region und des wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen Geldvorschüsse in Höhe von höchstens 15 Millionen Franken gewährt werden, um die Schuldforderungen, die 200.000 Franken nicht überschreiten, zu zahlen.

Dieser Höchstbetrag wird gebracht auf 30 Millionen Franken für die außerordentlichen Rechnungsführer der Zentraldienststellen der Abteilung für Haushalt und Verwaltungsrechnungsführung des Ministeriums der wallonischen Region und für die außerordentlichen Rechnungsführer der Abteilung Rechnungsführung des Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen, mit Ausnahme des außerordentlichen Rechnungsführers, beauftragt mit der Zahlung der Entschädigungen, angerechnet zu Lasten der Basiszuwendung 12.04, Programm 01, Abschnitt 10, des Verwaltungshaushalts des Ministeriums der wallonischen Region, für den der Betrag des Geldvorschusses auf 50 Millionen Franken festgesetzt wird. Für die Rechnungsführer der auswärtigen Beziehungen und der Investitionen aus dem Ausland wird dieser Betrag auf 15 Millionen je Programm gebracht.

In dringenden Fällen dürfen die den Auslandsbeziehungen der Region betreffenden Ausgaben, die 200.000 Franken übersteigen und den Basiszuwendungen des Abschnitts 16 und des Abschnitts 11, Programm 05, angerechnet werden, und insofern sie weniger als 500.000 Franken betragen, ebenfalls durch Geldvorschüsse gezahlt werden.

Den außerordentlichen Rechnungsführern der Verwaltung, beauftragt mit der Zahlung der Vorschüsse für Dienstreisekosten, ist es jedoch

gestattet, den Beamten, Kabinettsmitgliedern und Sachverständigen, die mit einer Auslandsdienstreise beauftragt sind, die erforderlichen Vorschüsse zu gewähren, ungeachtet der Höhe des Betrages.

Den außerordentlichen Rechnungsführern der Verwaltung ist es außerdem gestattet, unbegrenzt die Beträge zu begleichen, die die Region schuldet infolge der gegen sie verkündeten Urteile oder Verfügungen.

Art. 4.- Die zum Abschluß des Jahres 1994 verfügbaren aufgliederten Mittel, Verpflichtungsermächtigungen sowie Ausgabenermächtigungen, werden weder auf das Jahr 1995 übertragen noch den für dieses Jahr bereitgestellten Haushaltsmitteln hinzugefügt.

Art. 5.- In Abweichung von Artikel 15 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Rechnungsführung des Staates, dürfen die Basiszuwendungen der Programme 08 bis 11 des Abschnitts 10 durch den Minister des Haushalts umverteilt werden, ungeachtet des Betrages, zwecks Ergänzung des zur Zahlung der Zinsen der durch die Region abgeschlossenen Anleihen erforderlichen Betrages.

Art. 6.- Der Minister des Haushalts darf dem Schatzamt gestatten, die Ausgaben bezüglich der Schuldenlast zu Lasten der Basiszuwendungen des Abschnitts 10, Programme 08 bis 11, mittels Vorschüssen zu zahlen, im Rahmen der Haushaltsmittel und zu Lasten eines nachträglichen Ausgleichs.

Art. 7.- Der wallonischen Regierung ist es gestattet, den Solzialfonds, zu Lasten der in der Basiszuwendung 30.01 des Programms 01, Abschnitt 11, im Haushaltsplan eingetragenen Haushaltsmittel, die erforderlichen Summen zu entrichten zur Begleichung der vertraglichen Verpflichtungen hinsichtlich der stattgefundenen Umstrukturierungen.

Art. 8.- Der wallonischen Regierung ist es gestattet, die zur Verwendung in der Luftfahrtindustrie bestimmte besondere Ausrüstung - die Eigentum der Region bleibt - zu erwerben und sie den Betrieben besagten Sektors zur Verfügung zu stellen.

Art. 9.- In Abweichung von Artikel 15 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Rechnungsführung des Staates, dürfen die Basiszuwendungen der Programme 01, 06 und 12 des Abschnitts 11 durch die mit der Wirtschaft, den KMB und dem Haushalt beauftragten Minister umverteilt werden, ungeachtet des Betrages, im Rahmen der Durchführung der Dekrete vom 25. Juni 1992 zur Abänderung der Gesetze vom 30. Dezember 1970 bezüglich der Wirtschaftsexpansion und vom 4. August 1978 zur Wirtschaftsneuorientierung.

Art. 10.- Artikel 8 des Dekrets vom 25. Juni 1992 zur Abänderung des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 bezüglich der Wirtschaftsexpansion und Artikel 32.6, aufgeführt in den «Sonderbestimmungen hinsichtlich der wallonischen Region», aufgenommen im Gesetz vom 4. August 1978 zur Wirtschaftsneuorientierung durch das Dekret vom 25. Juni 1992 zur Abänderung desselben Gesetzes, werden aufgehoben.

Art. 11.- Die wallonische Regierung wird ermächtigt zur Weiterführung in 1994, in ganz Wallonien, des Programms zur technologischen Neuerung, so wie es durch die EEG am 23. September 1986, gemäß Vorschrift Nr. 216/84 zur Abänderung der Vorschrift Nr. 2616/80, anerkannt wurde.

Art. 12.- Die wallonische Regierung wird ermächtigt zur Überweisung, auf das beim Gemeinkredit Belgiens eröffnete regionale Konto für die Sanierung der Finanzen überschuldeter Gemeinden, folgender Beträge :

— am 1. April 1994 : 387.551.043 F, gleich dem Betrag der Annuität des Jahres 1993 bezüglich der für Charleroi, beziehungsweise, je zur Hälfte, für Charleroi und Lüttich aufgenommenen Darlehen von 2 Milliarden und 750 Millionen Franken;

\* Sitzungsperiode 1993-1994 :

Ratsdokumente 4-IIIb (1993-1994), Nr. 1 bis 5.

Ausführlicher Bericht - Öffentliche Sitzung vom 16. Dezember 1993 - Diskussion.

Ausführlicher Bericht - Öffentliche Sitzung vom 17. Dezember 1993 - Diskussion - Verabschiedung.

— am 1. Juli 1994 : 208.147.858 F, gleich dem Betrag zur Zahlung, in 1992, der Differenz zwischen der Jahresrate, die der Gemeindegeld Belgiens von den entleihenden Gemeinden zurückfordert, und einer Jahresrate, die zu einem um zwei Prozent herabgesetzten Zinsfuß errechnet wird, für die Anleihen für Sonderhilfe, die auch als solche gebucht werden, sowie für die langfristigen Konsolidierungsanleihen für die Lasten der von 1981 bis 1984 durch die wallonische Region verbürgten Anleihen für Sonderhilfe;

— am 1. August 1994 : 1.550.000.000 F, gleich dem Betrag der zusätzlichen Beteiligung der Region;

— am 1. Oktober 1994 : die in Artikel 20, Absatz 4, des Dekrets vom 20. Juli 1989 zur Festlegung der Vorschriften zur allgemeinen Finanzierung der Gemeinden vorgesehene Tranche. Gelten als sich in finanzielle Schwierigkeiten befindende Gemeinden, im Sinne des Artikels 20, Absatz 4, die Gemeinden, die Kassendarlehen aufgenommen haben mit Zugang zum Regionalen Konto für die Sanierung der Finanzen überschuldeter Gemeinden.

**Art. 13.** Die wallonische Regierung wird ermächtigt zur Verteilung der in den Basiszuwendungen 43.05, 43.09 und 43.10 des Programms 02 des Abschnitts 14 bereitgestellten Haushaltsmittel, am 1. Oktober 1994.

**Art. 14.** Die wallonische Regierung wird ermächtigt zur Verteilung der in den Basiszuwendungen 43.06 und 43.07 des Programms 03 des Abschnitts 14 bereitgestellten Haushaltsmittel.

**Art. 15.** Unbeschadet der Bestimmungen des Dekrets vom 23. November 1988 bezüglich der durch die wallonische Region für bestimmte Investitionen öffentlichen Nutzens bewilligten Zuschüsse, kann die wallonische Regierung die Bezuschussung zu 100 % für die aktive Gestaltung öffentlicher Anlagen bewilligen.

**Art. 16.** Der Minister der öffentlichen Arbeiten wird ermächtigt, dem Generaldirektor des Schifffahrtsamtes eine Vollmacht zu erteilen, gemäß den vom Minister festgesetzten Bestimmungen, zwecks Durchführung, zu Lasten der Basiszuwendung 73.21 des Abschnitts 52, Programm 02 des Haushaltsplans, des Programms der außerordentlichen Instandhaltungsarbeiten der durch das Schifffahrtsamt verwalteten Wasserwege.

**Art. 17.** In Abweichung des Artikels 15 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Rechnungsführung des Staates, können der Minister der öffentlichen Arbeiten sowie der Minister des Haushalts, mittels Erlaß, 1,5 Milliarden Franken der Basiszuwendung 73.01, Programm 01, Abschnitt 51, übertragen auf die Basiszuwendung 81.01, Programm 01, Abschnitt 51.

**Art. 18.** Für das Haushaltsjahr 1994 wird die wallonische Regierung ermächtigt zur Übertragung, gemäß den durch die Regierung festgelegten Modalitäten, an die Konzessionsgesellschaften der Flughäfen Charleroi-Brüssel Süd und Lüttich-Bierset, der Einziehungsbefugnis der Flughafenbenutzungsgebühren.

**Art. 19.** Zusätzlich zu Artikel 20 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz gegen Oberflächengewässerverschmutzung, können die Studien und Arbeiten in Zusammenhang mit einer sich im Besitz einer Rechtsperson befindenden Infrastruktur, deren Eigentumsrecht, in Anbetracht der Zweckbestimmung, nicht erworben werden kann durch die Einrichtung für Wasserklärung, durch die Region bezuschusst werden, vorausgesetzt, daß diese Arbeiten erforderlich sind zur Errichtung der in Artikel 18, 1° und 4°, des genannten Dekrets bezeichneten Kläranlagen.

In einem zwischen der Rechtsperson, in dessen Eigentum die Infrastruktur sich befindet, und der Einrichtung für Wasserklärung, vereinbarten und durch die wallonische Regierung genehmigten Abkommen werden die Rechte und Verpflichtungen beider Parteien sowie die zweckdienlichen Modalitäten zur Verwirklichung der Studien und Arbeiten festgelegt.

**Art. 20.** Im Rahmen der diesbezüglichen Basiszuwendungen können nachfolgende Zuschüsse gewährt werden.

**Programm 09.02 : Sozialdienst :**

Zuschüsse, um dem Sozialdienst der Dienststellen der wallonischen Regierung die Durchführung sozialer Maßnahmen zugunsten der Angestellten der wallonischen Region sowie die technische Funktion der Dienststelle zu ermöglichen.

**Programm 10.02 : Dienststellen des Präsidenten, Sekretariat der wallonischen Regierung und Kanzlei :**

Zuschüsse für Aktionen oder Studien, die zur Entwicklung der regionalen Institution beitragen.

**Programm 10.06 : Öffentliches Amt :**

Zuschüsse an öffentliche oder private Einrichtungen für Ausbildung zwecks Verwirklichung der Ausbildungsprogramme zugunsten der Angestellten der wallonischen Region sowie der untergeordneten Behörden.

**Programm 11.01 : Wirtschaftsexpansion :**

Zuschüsse für Maßnahmen, Aktivitäten oder Studien, die zur regionalen wirtschaftlichen Entwicklung beitragen.

**Programm 11.06 : KMB und Mittelstand :**

Zuschüsse für Maßnahmen, Aktivitäten oder Studien, die zur regionalen wirtschaftlichen Entwicklung beitragen.

**Programm 11.07 : Landwirtschaft, Schlachthöfe und landwirtschaftliche Nahrungsmittel :**

Zusätzliche und Ersatzzuschüsse an Verbände für Zucht, Erzeugung und Auslese von Tieren und Gewächsen, für angewandte Forschung, Betreuung, Verbreitung und Förderung der Landwirtschaft.

Zuschüsse zwecks Gütezeichenverleihung und Qualitätskontrolle der Erzeugnisse.

Zusätzliche und Ersatzzuschüsse an Universitätsfakultäten, Forschungs- und Studienzentren, und Landwirtschaftshochschulen für angewandte Forschung in Sachen Entwicklung von Techniken, Produktionssystemen und Diversifizierung in der Landwirtschaft.

Zusätzliche und Ersatzzuschüsse an Verbände und Gruppen, die beitragen zur Information, Sensibilisierung und Betreuung in Sachen Landwirtschaft.

Zuschüsse an unterschiedliche Verbände zwecks Förderung der wallonischen landwirtschaftlichen Erzeugnisse.

Zusätzliche und Ersatzzuschüsse an Dienststellen für landwirtschaftliche Vertretung.

Zuschüsse an in der Bodenkommision Walloniens und im REQUASUD Netz eingegliederte Labore für Analyse.

**Programm 11.08 : Förderung der Beschäftigung :**

Zuschüsse für Versuchsmaßnahmen, die vorrangig auf jene Gruppe besonders wehrloser Arbeitsloser hinzuliegen.

Zuschüsse für Initiative für besondere und erneuernde Programme und in Sachen Berufseingliederung.

**Programm 11.12 : Durch europäische Fonds mitfinanzierte besondere Programme :**

Zuschüsse für durch europäische Fonds mitfinanzierte Maßnahmen oder Studien.

**Programm 12.01 : Energie :**

Zuschüsse an einkommensschwache Haushalte zwecks Ermunterung zur Tüchtigkeit von Investitionen, Ankäufen und Ausstattungsarbeiten, die Energieeinsparung oder zweckmäßigen Energieverbrauch gestatten.

Zuschüsse an Privatpersonen, die in ihrer Wohnung Arbeiten durchführen zwecks Energieeinsparung oder Verwendung erneuernder Energie.

Zuschüsse an öffentliche Rechtspersonen und an nicht gewerbliche Einrichtungen zwecks Anregung zum zweckmäßigen Energieverbrauch.

Zuschüsse an industrielle oder gewerbliche Unternehmen, die Investitionen leisten im Bereich erneuernder Energie oder Energieeinsparung.

Zuschüsse zur Förderung oder Unterstützung jeglicher Aktion zur Förderung zweckmäßigen Energieverbrauchs.

**Programm 12.02 : Forschung :**

Zuschüsse zur Kostenübernahme der Ausgaben für Projekte in Sachen industrielle Grundlagenforschung.

Zuschüsse zur Kostenübernahme der Ausgaben zwecks Finanzierung der Vorbereitung oder der Begleitung der Projekte in Sachen Forschung oder Entwicklung.

Zuschüsse für die Verbreitung und die Entwicklung der neuen Technologien, der industriellen Erneuerung und der Forschung fortgeschrittener Technologie.

Zuschüsse für jegliche Aktivität zur Förderung der Forschung, der technologischen Neuerung und Entwicklung.

**Programm 12.04 : Durch europäische Strukturfonds mitfinanzierte besondere Programme :**

Zuschüsse für durch europäische Fonds mitfinanzierte Maßnahmen oder Studien.

**Programm 13.01 : Forstverwaltung :**

Zuschüsse zur Einlagerung des Sammelholzes.

Zuschüsse an im Bereich des Schutzes und der Aufwertung der Wälder tätige Verbände.

Zuschüsse an untergeordnete Behörden in Sachen Forstarbeiten.

Zuschüsse an Privateigentümer zur Regeneration der laubtragenden Arten, für Durchforstung und Ausholzung in großer Höhe.

**Programm 13.02 : Erhaltung der Natur :**

Verschiedene Zuschüsse an Verbände und Privatpersonen für die Erhaltung der Natur.

Zuschüsse für die Erhaltung bemerkenswerter Bäume und Hecken auf Privateigentum und in öffentlichen Grünflächen.

Unterstützung der Versuchsmaßnahmen auf gemeindlicher Ebene, in Sachen Erhaltung der Natur und der Grünflächen.

Sensibilisierung des Publikums für die Anpflanzungen «Tag des Baumes».

**Programm 13.03 : Umwelt :**

Zuschüsse an Verbände in Sachen Schutz und Erhaltung der Umwelt.

Zuschüsse zur Förderung sauberer Technologien.

Zuschüsse an Verbände und untergeordnete öffentliche Behörden im Rahmen der «grünen Woche».

Zuschüsse für die Einstellung von Umweltberatern.

**Programm 13.04 : Verwaltung der Bodenschätze :**

Zuschüsse an natürliche Personen oder private Einrichtungen in Sachen Erschließung der Bodenschätze.

**Programm 13.05 : Wasser (Kontrolle, Verwaltung und Produktion) :**

Zuschüsse für Entwurf und Ausgabe der «La Tribune de l'Eau».

Zuschüsse im Rahmen der Flußverträge.

Zuschüsse an Privateinrichtungen für Sensibilisierung, Information und Bildung im Bereich des Wasserwesens.

**Programm 13.07 : Durch europäische Fonds mitfinanzierte besondere Programme :**

Zuschüsse für durch europäische Fonds mitfinanzierte Maßnahmen oder Studien.

**Programm 13.09 : Bekämpfung der Umweltverschmutzung :**

Zuschüsse an im Bereich des Umweltschutzes tätige Verbände und Vereine.

Unterstützung der Programme zur Bildung und Umschulung des Personals der untergeordneten Behörden.

**Programm 13.10 : Jagd, Fischfang und Fischzucht :**

Zuschüsse an Jäger- und Fischerverbände.

Zuschüsse zur Entwicklung der Fischzucht.

**Programm 14.01 : Aufsicht :**

Funktionszuschüsse an den Hohen Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen.

Zuschüsse und Entschädigungen an Privatverbände, die Aktionen, die das Gemeindeleben betreffen, organisieren.

Zuschüsse an Gemeinden und öffentliche Einrichtungen für Überlegungen hinsichtlich der Entwicklung der örtlichen Behörden.

**Programm 14.02 : Allgemeine Finanzierung der Gemeinden :**

Zuschüsse zugunsten der Hauptstadt Namur.

Zuschüsse zugunsten der Gemeinden im Rahmen der Verwaltungsbeihilfe, für Sondermaßnahmen zur sozialen Eingliederung und Sicherheit und für Maßnahmen im Zusammenhang mit speziellen Bedürfnissen.

**Programm 14.03 : Allgemeine Finanzierung der Provinzen :**

Beteiligung zur Kostenübernahme der Funktionskosten der auswärtigen Aufsichtszentren.

Zusätzlicher Zuschuß für spezielle Bedürfnisse und zwecks Ausgleich für die zu entrichtenden Gebühren für Wasserentnahme.

**Programm 14.04 : Bezuschufte Arbeiten :**

Zuschüsse für die Aufstellung der Signalisation an in den Dreijahresplänen aufgenommenen Baustellen.

Zuschüsse an private oder öffentliche Einrichtungen für Tätigkeiten zur Sensibilisierung, Information und Bildung im Bereich der bezuschußten Arbeiten.

Zuschüsse im öffentlichen und privaten Bereich für Maßnahmen zur Sensibilisierung, Information, Förderung und Bildung im Sportbereich.

**Programm 15.01 : Raumordnung und Städtebau :**

Zuschüsse für Maßnahmen zur Förderung einer sachverständigen Raumordnung auf lokaler wie auf regionaler Ebene.

**Programm 15.02 : Sanierung der Städte und der verlassenen Wirtschaftsgebiete :**

Zuschüsse für Maßnahmen zur Förderung und Ermutigung zur Wiederinbetriebnahme, Sanierung und Anpassung des vorhandenen Patrimoniums hinsichtlich einer wirtschaftlicheren Bodenverwendung.

**Programm 15.03 : Ländliche Erneuerung und Flurbereinigung :**

Zuschüsse an die «Fondation rurale de Wallonie», gemäß dem Rahmenabkommen.

Zuschüsse an natürliche Personen oder Privateinrichtungen für Tätigkeiten zur Förderung, Erschließung, Sensibilisierung oder Information in Sachen ländliche Entwicklung oder Flurbereinigung.

Zuschüsse an natürliche Personen oder Privateinrichtungen für Aktionen, Initiative oder Tätigkeiten in Sachen ländliche Erneuerung.

**Programm 15.04 : Wohnungswesen - privater Bereich :**

Zuschüsse für Maßnahmen zur Förderung einer besseren Anpassung der vorhandenen Wohnungen im Privatbereich an den gesellschaftlichen Bedürfnissen.

**Programm 15.05 : Wohnungswesen - öffentlicher Bereich :**

Zuschüsse für Maßnahmen der öffentlichen Behörden in Sachen Bau, Renovierung und Förderung im Wohnungswesen.

Zuschüsse für Maßnahmen zugunsten der Wohnviertelverwaltungen in den Sozialsiedlungen.

**Programm 15.06 : Denkmalschutz, Landschaftspflege und Ausgrabungen :**

Zuschüsse für wissenschaftliche Studien, Schutz, Wiederbenutzung und Förderung des Denkmalpatrimoniums, des natürlichen und archäologischen Patrimoniums der wallonischen Region.

**Programm 15.07 : Durch europäische Fonds mitfinanzierte besondere Programme :**

Zuschüsse für durch europäische Fonds mitfinanzierte Maßnahmen oder Studien.

**Programm 16.02 : Internationale Beziehungen :**

Zuschüsse für Maßnahmen oder Studien, die zur Entwicklung der auswärtigen Beziehungen der Region beitragen.

**Programm 16.03 : Durch europäische Fonds mitfinanzierte besondere Programme :**

Zuschüsse für durch europäische Fonds mitfinanzierte Maßnahmen oder Studien.

**Programm 17.01 : Gesundheitswesen :**

Zuschüsse für Forschung im Bereich des Gesundheitswesens.

Zuschüsse an integrierte Gesundheitszentren.

Zuschüsse für Maßnahmen im Bereich der Rauschgiftsucht.

**Programm 17.02 : Geistesgesundheit :**

Zuschüsse an Zentren für telephonische Beratung.

Subventions an Einrichtungen für Studien und Versuche im Bereich der Geistesgesundheit.

**Programm 17.03 : Soziale Maßnahmen :**

Zuschüsse an Einrichtungen für Maßnahmen im sozialen, Familien- und Seniorenbereich.

Zuschüsse zur Finanzierung der Forschung im sozialen Bereich.

Zuschüsse an Einrichtungen für Koordination und Dokumentation im sozialen Bereich.

Zuschüsse an Zentren für Sozialdienst.

Unterstützung der besonderen Initiativen der öffentlichen Zentren für Sozialhilfe.

**Programm 17.05 : Senioren :**

Zuschüsse an Tagesbetreuungsstellen für Senioren im Privatbereich.

Zuschüsse an Tagesbetreuungsstellen für Senioren im öffentlichen Bereich.

*Programme 17.06 : Behinderte :*

Zuschüsse für Maßnahmen zur Förderung und gesellschaftlichen Eingliederung Behinderter.

Zuschüsse an Stellen zur Unterstützung der Betätigung im täglichen Leben für erwachsene Behinderte.

*Programm 17.07 : Gesellschaftliche Eingliederung der Einwanderer :*

Ausgaben jeglicher Art in Sachen Einwanderer.

Zuschüsse in Sachen gesellschaftliche Eingliederung der Bevölkerung ausländischer Herkunft.

An regionale Zentren für die Eingliederung der Einwanderer bewilligte Zuschüsse.

Zuschüsse an öffentliche und private Einrichtungen für Maßnahmen im Bereich der Betreuung und der Eingliederung der Einwanderer.

*Programm 18.01 : Tourismus :*

Zuschüsse für Maßnahmen, Tätigkeiten oder Studien zur Förderung der Entwicklung des regionalen Tourismus.

*Programm 18.02 : Durch europäische Fonds mitfinanzierte besondere Programme :*

Zuschüsse für durch europäische Fonds mitfinanzierte Maßnahmen oder Studien.

*Programm 50.02 : Funktionskosten und Leistungen durch Drittpersonen :*

Zuschüsse für die Organisation von Ausstellungen und Konferenzen sowie für Studien.

Zuschüsse zur Förderung der Maßnahmen für Verkehrssicherheit.

Zuschüsse an verschiedene Verbände und Gruppierungen für Tätigkeiten zur Sensibilisierung, Information und Bildung in Sachen öffentliche Infrastruktur.

*Programm 50.04 : Standortwahl der Gebäude :*

Zuschüsse zur Preisverleihung im Rahmen der Einfügung von Kunstwerken in den regionalen Gebäuden.

*Programm 52.03 : Förderung der Innenschifffahrt :*

Zuschüsse an im Bereich der Förderung und Erschließung der Innenschifffahrt tätige Verbände.

Zuschüsse für die Organisation von Ausstellungen und Konferenzen sowie für Studien.

*Programm 54.01 : Nah- und Ferntransportwesen :*

Zuschüsse an Verbände zwecks Förderung der öffentlichen Verkehrsmittel.

Zuschüsse an Verbände, die sich, in Sachen Transport, mit dem Studium der Mobilität befassen und/oder die Mobilität befürworten.

Zuschüsse zur Unterstützung der Veranstalter von Kundgebungen im Zusammenhang mit dem Transport.

Zuschüsse zur Förderung des Ansehens der wallonischen Region und deren Beteiligung zugunsten des Transports.

*Programm 54.02 : Flughäfen und Flugplätze :*

Zuschüsse an die Betriebsgesellschaften der regionalen Flughäfen und Flugplätze hinsichtlich der Förderung ihrer Anlagen.

*Programm 54.04 : Förderung und Koordination des Transports :*

Zuschüsse für Aktivitäten zur Ausbildung, Forschung und Neuerung im Transportbereich.

**Art. 21.-** Der Minister, der den Haushalt unter seine Befugnisse hat, unterrichtet regelmäßig den Rechnungshof über die eingegangenen Verbindlichkeiten zu Lasten der Verpflichtungsermächtigungen, mit Ausnahme derjenigen bezeichnet in Artikel 23, 24, 25, 27 und 29.

Die in Artikel 23, 24, 25, 27 und 29 genehmigten Verpflichtungsermächtigungen unterliegen dem Sichtvermerk des Kontrolleurs der Verpflichtungen und dem Rechnungshof.

Vor dem 10. eines jeden Monats übermittelt der Kontrolleur der Verpflichtungen dem Rechnungshof eine Aufstellung, zusammen mit den Belegen, die in drei Exemplaren aufgestellt ist, und einerseits den Betrag der im Laufe des abgelaufenen Monats mit einem Sichtvermerk versehenen Verpflichtungen und andererseits den Betrag der seit Jahres-

beginn mit einem Sichtvermerk versehenen Verpflichtungen enthält.

Die Aufstellung des Dezembermonats bildet die jährliche zusammenfassende Ausstellung.

Der Rechnungshof übermittelt dem Minister, der den Haushalt unter seine Befugnisse hat, ein mit dem Sichtvermerk versehenes Exemplar dieser Aufstellung.

**Art. 22.-** Der am 31. Dezember 1993 verfügbare Saldo des Einrichtungskonto wird übertragen auf ein regionales Konto zwecks Übernahme der bis zu diesem Zeitpunkt eingegangenen Verbindlichkeiten der Einrichtung.

## KAPITEL 2.

### Verpflichtungsermächtigungen.

**Art. 23.-** Die wallonische Regierung wird ermächtigt, im Namen der Region die Verpflichtung einzugehen, den Finanzinstitutionen die Zinsen und die Tilgung der Summen zu zahlen, die sie den Errichtern und Käufern von mittleren und damit gleichgestellten Sozialwohnungen für Rechnung der Region als Prämien oder Zinsermäßigungen gezahlt haben. Der Gesamtbetrag der in 1994 gewährten Prämien ist auf 194,0 Millionen Franken begrenzt.

**Art. 24.-** Der wallonischen Regierung ist es gestattet, im Namen der Region die Verpflichtung einzugehen, die Zinsen und die Tilgung der Darlehen zu zahlen, die der Gemeindegeldkredit Belgiens oder die durch die wallonische Regierung anerkannten Finanzinstitutionen den untergeordneten öffentlichen Verwaltungen anstelle der Subventionen für die Ausführung der Arbeiten, die ihrer Kontrolle unterliegen, gewährt haben.

Die Verpflichtungen dürfen in 1994 für die ganzen Darlehen folgende Beträge nicht überschreiten :

1° 1.000,0 Millionen Franken für die Arbeiten in Sachen Wegenetz, Gebäude, Kirchen, Kanalisation, usw.;

2° 180,0 Millionen Franken für die Arbeiten in Sachen Wasserherstellung und Wasserzufuhr bis zu den Wassertürmen mit einbegriffen.;

3° 160,0 Millionen Franken für die Arbeiten in Sachen öffentliche Schlachthöfe.

**Art. 25.- § 1.-** Der wallonischen Regierung ist es gestattet, im Namen der wallonischen Region die Verpflichtung einzugehen, am Verfalltag und in einer Frist von höchstens dreißig Jahren, die Zinsen und die Tilgung der Darlehen zu zahlen, die der Gemeindegeldkredit Belgiens anstelle der in Artikel 6 des Gesetzes vom 6. Juli 1973 zur Abänderung des Gesetzes vom 23. Dezember 1963 bezüglich der Krankenhäuser erwähnten Beteiligungen gewährt hat.

Die Verpflichtungen dürfen in 1994 für die ganzen Darlehen 250 Millionen Franken nicht überschreiten.

**§ 2.-** Der wallonischen Regierung ist es außerdem gestattet, im Namen der wallonischen Region die Verpflichtung einzugehen, am Verfalltag und in einer Frist von höchstens dreißig Jahren, den öffentlichen Behörden die Zinsen und die Tilgung der Darlehen zu zahlen, die der Gemeindegeldkredit Belgiens anstelle der Subventionen an öffentliche Verwaltungen, koordiniert für die Ausführung der Arbeiten, die ihrer hohen Kontrolle unterliegen, gewährt hat.

Die Verpflichtungen dürfen in 1994 für die ganzen Darlehen 70 Millionen Franken nicht überschreiten (Wohnungswesen, Senioren, Kinderkrippen, Gemeinwohlstellen, Gesundheitsstellen, usw.).

**§ 3.-** Der Minister, der die Gesundheitspolitik und die Politik der Sozialhilfe unter seine Befugnisse hat, und der Minister des Haushalts werden ermächtigt, Übertragungen zwischen den erwähnten Beträgen von 250 und 70 Millionen Franken vorzunehmen.

**Art. 26.-** Die wallonische Regierung wird ermächtigt zur Aufnahme, beim Gemeindegeldkredit Belgiens, im Namen der wallonischen Region und für Rechnung des psychiatrischen Krankenhauses «Les Maronniers» in Tournai, eines Kredits von höchstens 234 Millionen Franken, sowie für Rechnung des Krankenhauses «Chênes aux Haies» in Mons, eines Kredits von höchstens 200 Millionen Franken, mit dem Ziel die Vorfinanzierung der Funktionskosten der genannten Krankenhäuser zu gewährleisten.

Die Zinsen dieser Kredite werden im Tagespflegesatz der besagten Krankenhäuser mit einbezogen.

Art. 27.- Unbeschadet des vorhergehenden Artikels, wird die wallonische Regierung ermächtigt, die Verpflichtung einzugehen, am Verfalltag und in einer Frist von höchstens zwanzig Jahren, die Zinsen und die Tilgung der Darlehen zu zahlen, die der Gemeindegeld Belgiens gewährt hat, in Höhe der Beträge gleich 40 % des Preises der in den Krankenhäusern von Mons und Tournai ausgeführten Arbeiten.

Die Darlehensermächtigungen dürfen in 1994 45 Millionen Franken nicht übersteigen.

Zinsen und Tilgung der erwähnten Darlehen werden im Tagespflanzgesetz der besagten Krankenhäuser mit einbezogen.

Art. 28.- Gemäß den Bestimmungen des Dekrets vom 23. April 1986 zur Gründung der wallonischen Wasserverteilungsgesellschaft, wird die wallonische Regierung ermächtigt, im Namen der Region Anteile am Gesellschaftskapital dieser Gesellschaft zu erwerben.

Diese Ermächtigung soll, für die gesamten Anteile, den Betrag von 140 Millionen Franken nicht überschreiten.

Art. 29.- In Abweichung des Artikels 30 des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern, wird die wallonische Regierung ermächtigt, im Namen der Region die Verpflichtung einzugehen, die Zinsen und die Tilgung der Darlehen zu zahlen, die der Gemeindegeld Belgiens oder die durch die wallonische Regierung anerkannten Finanzinstitutionen den untergeordneten öffentlichen Verwaltungen anstelle der Subventionen für die Ausführung der Arbeiten zur Verbesserung und Klärung des Wassers gewährt haben, in Höhe eines Betrags von 1.200 Millionen Franken.

Zusätzlich zum Artikel 30 des vorerwähnten Dekrets vom 30. April 1990, wird der Minister, der das Wasserwesen unter seine Befugnisse hat, ermächtigt, in 1994 Ausgaben festzulegen zur Finanzierung der Zuschüsse an die mit der Klärung beauftragten Einrichtungen, in Höhe eines Betrags von 2.300 Millionen Franken, zu Lasten des Haushaltsfonds 01.01 des Programms 06, Abschnitt 13, ungeachtet des vorhandenen verfügbaren Saldos des besagten Fonds.

Art. 30.- Die wallonische Regierung wird ermächtigt zum Abschluß eines Bauvertrages eines Verwaltungsgebäudes, finanziert mit auf nachfolgendem Betrag beschränkten festen Jahresraten, Finanzierungskosten nicht einbezogen:

Namur, «site de la Gare» ..... 1.786 Millionen F

Art. 31.- Die wallonische Regierung wird ermächtigt Bauverträge abzuschließen, entsprechend den in Artikel 2 des königlichen Erlasses vom 18. Mai 1981 bezüglich der allgemeinen Bedingungen der Vergabe öffentlicher Aufträge zur Förderung von Arbeiten und Lieferungen erwähnten Verkaufs- oder Mietbedingungen, im Hinblick auf die Errichtung, in Namur, nachfolgender Verwaltungsgebäude, wobei nachfolgende Beträge nicht überschritten werden dürfen:

place Léopold, Gebäude «Bibot» .....	240,0 Millionen F
boulevard Smet de Nayer, Gebäude «Germinal» .....	350,0 Millionen F
rue du Premier Lancier, «quartier des Célestines» .....	155,5 Millionen F
avenue Bovesse - rue Burniaux .....	500,0 Millionen F

### KAPITEL 3.

#### Regionale Bürgschaften.

Art. 32.- Die wallonische Regierung wird ermächtigt über Darlehensanträge zu bestimmen unter Berücksichtigung der Finanzlage des Fonds der kinderreichen Familien Walloniens. Der Gesamtbetrag der genehmigten, durch die Region verbürgten, Darlehen darf keinesfalls 1,6 Milliarden Franken übersteigen.

Art. 33.- Die wallonische Regierung wird ermächtigt, die Garantie der wallonischen Region zu erteilen für die Anleihen der «Société wallonne des Distributions d'Eau», in Höhe eines Betrags von höchstens 2 Milliarden Franken.

Art. 34.- § 1. Der wallonischen Regierung ist es gestattet, bis zum 31. Dezember 1994, die stellvertretende Garantie der wallonischen Region zu erteilen für die vollständige oder teilweise Rückzahlung der Hauptsumme, der Zinsen und der Nebenkosten der durch Gemeinden beim Gemeindegeld Belgiens für Sonderhilfe aufgenommenen Darlehen, die auch als solche gebucht werden. Diese Garantie kann jedoch nur den

Gemeinden erteilt werden, die einen Sanierungsplan ihrer Finanzen vorlegen und zur Gewährleistung dessen Durchführung, besondere beschränkende Aufsichtsbestimmungen gelten lassen.

§ 2.- Der wallonischen Regierung ist es, unter den gleichen Bedingungen, gestattet, Darlehen aufzunehmen um den Gemeinden die Summen auszuleihen, die erforderlich sind, damit die langfristige Konsolidierung der Lasten der Anleihen für Sonderhilfe, wo für die wallonische Region von 1981 bis 1984 Garantie erteilt hat, sichergestellt wird.

§ 3.- Die aufgrund dieses Artikels erteilten stellvertretenden Garantien dürfen den Gesamtbetrag von 12 Milliarden Franken nicht übersteigen.

Art. 35.- Die wallonische Regierung wird ermächtigt, die Garantie der wallonischen Region zu erteilen für die durch Landwirte und Landwirtschaftsbetriebe eingegangenen Anleihen für Investitionen in Landwirtschaft und Gartenbau im Rahmen des landwirtschaftlichen Investitionsfonds, und zwar, in 1994, in Höhe eines Gesamtbetrags von 3,3 Milliarden Franken.

Art. 36.- Die wallonische Regierung wird ermächtigt, die Garantie der Region zu erteilen für die Anleihen für Betriebsinvestitionen, die in der Eigenschaft als Bus- und/oder Materialmieter getätigten Geschäfte einbezogen, der wallonischen Regionalen Transportgesellschaft, im vorgesehenen Rahmen der Basiszuwendung 61.01 des Programms 01 von Abschnitt 54.

### KAPITEL 4.

#### Gewährung von Vorschüssen.

Art. 37.- Der Minister-Vorsitzende und die Mitglieder der wallonischen Regierung dürfen Vorschüsse gewähren auf die finanziellen Beteiligungen der Region an den Ausgaben für:

1<sup>o</sup> die Arbeiten in Sachen Abwasserklärung und Flurbereinigung.

Diese Vorschüsse dürfen folgende Prozentsätze nicht übersteigen:

- 30 % des Betrags der vergebenen Aufträge mit einem Wert von weniger als 50 Millionen Franken;
- 25 % des Betrags der vergebenen Aufträge mit einem Wert von 50 bis 200 Millionen Franken;
- 20 % des Betrags der vergebenen Aufträge mit einem Wert von mehr als 200 Millionen Franken.

Die Höhe der Beteiligung der Region, die bei der Bezeichnung des Auftragnehmers festgelegt wird, dient als Anhaltspunkt für die Berechnung des Vorschusses.

Diese Summe wird der nutznießenden Einrichtung überwiesen, nachdem die Verwaltung die Anweisung erhalten hat, die Arbeiten zu beginnen.

2<sup>o</sup> die Arbeiten, ausgeführt im Rahmen eines Vorhabens zur Städte- sanierung oder Neugestaltung der ländlichen Gebiete.

a) Diese Vorschüsse dürfen 20 % des Zuschusses, berechnet auf Grundlage des Betrags des vergebenen Auftrags, nicht übersteigen. Diese Summe wird der nutznießenden Einrichtung überwiesen, nachdem die Region die Anweisung erhalten hat, die Arbeiten zu beginnen.

b) Ein erster Vorschuß, dessen Pauschalbetrag festgesetzt wird auf 5 % des Zuschusses, berechnet auf Grundlage des geschätzten Wertes des Auftrages, darf bewilligt werden für Vorentwurf- und Entwurfstudien. Diese Summe wird der nutznießenden Einrichtung überwiesen nach der Genehmigung, durch die Region, der Bewertung des Auftrages bei der Vorlage des Vorentwurfs.

Art. 38.- Der wallonischen Regierung ist es gestattet, im Rahmen der in der Basiszuwendung 63.05 des Programms 04 des Abschnitts 14 eingerahmten Haushaltsmittel, den durch Katastrophen heimgesuchten Gemeinden Beihilfe zu leisten, damit diese, in Erwartung der Beteiligung des Katastrophenfonds, den Geschädigten beizubehaltbare Vorschüsse gewähren können.

### KAPITEL 5.

#### Sonderabschnitt.

Art. 39.- In Abweichung von Artikel 16 des Gesetzes vom 28. Juni 1989 zur Abänderung des Gesetzes vom 28. Juni 1963 zur Abänderung und Ergänzung der Gesetze über die Rechnungsführung des Staates, sind, was betrifft die im Titel IV der diesem Dekret beiliegenden Tabelle dargestellten Fonds, die Bestimmungen der Artikel 1 und 5 des genannten Gesetzes ohne Anwendung während des Jahres 1994

Art. 40.- Die Anordnungsart der Guthaben, die unter den Fonds vermerkt sind, die im Titel IV der diesem beiliegenden Tabelle eingetragen sind, ist neben der Artikelnummer oder neben der Litera angegeben, die sich auf jedes von ihnen bezieht.

Die Fonds, deren Ausgaben dem vorherigen Sichtvermerk des Rechnungshofes unterliegen, sind mit dem Kennzeichen A gekennzeichnet.

Die Fonds und Rechnungen über denen unmittelbar verfügt wird durch die Rechnungsführer, die deren Einnahmen getätigt haben, sind mit dem Kennzeichen C gekennzeichnet.

Art. 41.- Zu Lasten der Fonds der Abschnitte 34, 38 und 40, aufgeführt im Titel IV der diesem Dekret beiliegenden Tabelle, dürfen in 1994 keine neuen Verbindlichkeiten eingegangen werden.

Art. 42.- Der Minister, der die Forschung und die Technologien unter seine Befugnisse hat, darf, über den Betrag der verfügbaren Einnahmen des Artikels 60.02.A, Abschnitt 10, Teil II, Titel IV, hinaus, Ausgaben festlegen in Höhe der im Rahmen des Fonds für die Sanierung der Industrie als Beteiligung festgesetzten Beträge (vierter Auftrag).

Art. 43.- Der Minister, der den Haushalt unter seine Befugnisse hat, darf, über den Betrag der verfügbaren Einnahmen des Artikels 60.02.A.01 (FEDER), 60.02.A.02 (FEOGA) und 60.02.A.03 (FSE), Abschnitt 10, Teil I, Titel IV, hinaus, Ausgaben festlegen in Höhe der durch die EWG als Beteiligung festgesetzten Beträge.

#### KAPITEL 6.

##### Regionale Unternehmen.

Art. 44.- Der Haushaltsplan des regionalen Unternehmens für die Herstellung und Zuleitung des Wassers des Jahres 1994, der diesem Dekret beiliegt, ist genehmigt.

Dieser Haushalt beläuft sich auf 1.049,7 Millionen Franken für die Einnahmen und auf 1.049,7 Millionen Franken für die Ausgaben.

Art. 45.- In Abweichung von Artikel 116 der koordinierten Gesetze über die Rechnungsführung des Staates, darf der Minister, der das Wasserwesen unter seine Befugnisse hat, jegliche neue Umverteilung der im Ausgabenhaushaltsplan des regionalen Unternehmens für die Herstellung und Zuleitung des Wassers eingetragenen Basiszuwendungen vornehmen.

Art. 46.- Der Haushaltsplan des wallonischen regionalen Amtes für Abfallstoffe des Jahres 1994, der diesem Dekret beiliegt, ist genehmigt.

Dieser Haushaltsplan beläuft sich auf 3.611,0 Millionen Franken für die Einnahmen und auf 3.611,0 Millionen Franken für die Ausgaben.

Der Minister-Vorsitzende der wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, dem Tourismus, den internationalen Beziehungen und dem Außenhandel,

G. SPITAEELS

Der Minister der technologischen Entwicklung, der wissenschaftlichen Forschung, der Beschäftigung und der Berufsbildung,

A. LIENARD

Der Minister der inneren Angelegenheiten, beauftragt mit der Verwaltung, den lokalen Behörden, den bezuschußten Arbeiten und der Sportinfrastruktur,

G. MATHOT

Der Minister der Raumordnung und des Transportwesens,

A. BAUDSON

Der Minister der öffentlichen Arbeiten,

J.-P. GRAFE

Der Minister der Haushalts, beauftragt mit sozialen Maßnahmen und dem Gesundheitswesen, den Wohnungswesen und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Art. 47.- In Abweichung von Artikel 116 der koordinierten Gesetze über die Rechnungsführung des Staates, darf der Minister, der die Umwelt unter seine Befugnisse hat, jegliche neue Umverteilung der im Ausgabenhaushaltsplan des wallonischen regionalen Amtes für Abfallstoffe eingetragenen Basiszuwendungen vornehmen.

#### KAPITEL 7.

##### Getrennt verwalteter regionaler Dienst.

##### Article 48.

Art. 48.- Der Haushaltsplan der wallonischen Geschäftsstelle für den Export des Jahres 1994, der diesem Dekret beiliegt, ist genehmigt.

Dieser Haushaltsplan beläuft sich auf 979,7 Millionen Franken für die Einnahmen und auf 829,7 Millionen Franken für die Ausgaben.

#### KAPITEL 8.

##### Einrichtungen öffentlichen Interesses.

Art. 49.- Der Haushaltsplan des wallonischen Fonds zur Gewährung von Vorschüssen zwecks Wiederherstellung der durch Entnahme und Hochpumpen des Grundwassers entstandenen Schäden des Jahres 1994, der diesem Dekret beiliegt, ist genehmigt.

Dieser Haushaltsplan beläuft sich auf 150,8 Millionen Franken für die Einnahmen und auf 150,8 Millionen Franken für die Ausgaben.

Art. 50.- Der Haushaltsplan des wallonischen Amtes für ländliche Entwicklung des Jahres 1994, der diesem Dekret beiliegt, ist genehmigt.

Dieser Haushaltsplan beläuft sich auf 770,3 Millionen Franken für die Einnahmen und auf 770,3 Millionen Franken für die Ausgaben.

Art. 51.- Der Minister, der die Flurbereinigung unter seine Befugnisse hat, darf jegliche neue Umverteilung der im Ausgabenhaushaltsplan des wallonischen Amtes für ländliche Entwicklung eingetragenen Basiszuwendungen vornehmen.

#### KAPITEL 9.

##### Schlußbestimmungen.

Art. 52.- Vorliegendes Dekret tritt am 1. Januar 1994 in Kraft.

Verkünden dieses Dekret, ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 23. Dezember 1993.

ALLGEMEINER AUSGABENHAUSHALTSPLAN DER WALLONISCHEN REGION  
 FÜR DAS HAUSHALTSJAHR 1994

(In Millionen Franken)

		Nicht auf- gegliederte Mittel	Aufgegliederte Mittel		
			Verpflich- tungsermäch- tigungen	Ausgabe- ermäch- tigungen	
<b>Abschnitt 01.</b>					
<i>Dotation an den wallonischen Regionalrat.</i>					
Programm	01.00	Dotation an den wallonischen Regionalrat .....	497,0	0	0
<i>Gesamtbeiträge für Abschnitt 01.</i>			497,0	0	0
<b>Abschnitt 02.</b>					
<i>Kabinettsausgaben des Minister-Vorsitzenden der wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, dem Tourismus, den inter- nationalen Beziehungen und dem Außenhandel.</i>					
Programm	02.00	Existenzmittel .....	191,5	0	0
<i>Gesamtbeiträge für Abschnitt 02.</i>			191,5	0	0
<b>Abschnitt 03.</b>					
<i>Kabinettsausgaben des Ministers der technologischen Entwicklung, der wissenschaftlichen Forschung, der Beschäftigung und der Berufsbildung.</i>					
Programm	03.00	Existenzmittel .....	168,4	0	0
<i>Gesamtbeiträge für Abschnitt 03.</i>			168,4	0	0
<b>Abschnitt 04.</b>					
<i>Kabinettsausgaben des Ministers der inneren Angelegenheiten, beauftragt mit der Verwaltung, den lokalen Behörden, den bezuschuften Arbeiten und der Sportinfrastruktur.</i>					
Programm	04.00	Existenzmittel .....	142,2	0	0
<i>Gesamtbeiträge für Abschnitt 04.</i>			142,2	0	0
<b>Abschnitt 05.</b>					
<i>Kabinettsausgaben des Ministers der Raumordnung und des Transportwesens.</i>					
Programm	05.00	Existenzmittel .....	154,1	0	0
<i>Gesamtbeiträge für Abschnitt 05.</i>			154,1	0	0
<b>Abschnitt 06.</b>					
<i>Kabinettsausgaben des Ministers der öffentlichen Arbeiten.</i>					
Programm	06.00	Existenzmittel .....	143,3	0	0
<i>Gesamtbeiträge für Abschnitt 06.</i>			143,3	0	0

		(In Millionen Franken)		
		Nicht auf- gegliederte Mittel	Aufgegliederte Mittel	
			Verpflich- tungsermäch- tigungen	Ausgabe- ermäch- tigungen
<b>Abschnitt 07.</b>				
<i>Kabinettsausgaben des Ministers des Haushalts, beauftragt mit sozialen Maßnahmen und dem Gesundheitswesen, dem Wohnungswesen und dem Erbe.</i>				
Programm 07.00	Existenzmittel .....	166,4	0	0
<i>Gesamtbeiträge für Abschnitt 07.</i>		166,4	0	0
<b>Abschnitt 08.</b>				
<i>Kabinettsausgaben des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft.</i>				
Programm 08.00	Existenzmittel .....	143,6	0	0
<i>Gesamtbeiträge für Abschnitt 08.</i>		143,6	0	0
<b>Abschnitt 09.</b>				
<i>Dienststellen der wallonischen Regierung und nicht einer Verwaltungsabteilung angegliederte Einrichtungen.</i>				
Programm 09.01	Sozialwirtschaftlicher Rat der wallonischen Region .....	93,4	50,0	100,0
Programm 09.02	Sozialdienst .....	59,0	0	0
<i>Gesamtbeiträge für Abschnitt 09.</i>		152,4	50,0	100,0
<b>Abschnitt 10.</b>				
<i>Generalsekretariat des Ministeriums der wallonischen Region.</i>				
Programm 10.01	Allgemeine Personalverwaltung des Ministeriums .....	4 251,7	0	0
Programm 10.02	Amt des Vorsitzenden, Sekretariat der wallonischen Regierung und Kanzlei .....	72,0	0	0
Programm 10.03	Verwaltungsbezogene Datenverarbeitung .....	284,8	0	0
Programm 10.04	Regionale Statistik .....	33,9	0	0
Programm 10.05	Juristische Direktion .....	5,2	0	0
Programm 10.06	Öffentliches Amt .....	24,6	0	0
Programm 10.07	Schatzamt, Haushalt und Finanzen .....	65,1	0	0
Programm 10.08	Allgemeine Schuldenlast .....	2 732,4	0	0
Programm 10.09	Schuldenlast Wohnungswesen .....	4 281,0	0	0
Programm 10.10	Schuldenlast der lokalen Behörden .....	3 959,7	0	0
Programm 10.11	Schuldenlast Wasserwesen .....	376,0	0	0
Programm 10.12	Kommunikation und Information .....	28,9	0	0
Programm 10.13	Schuldenlast der sozialen Maßnahmen und des Gesundheitswesens .....	1 057,7	0	0
<i>Gesamtbeiträge für Abschnitt 10.</i>		17 173,0	0	0

		(In Millionen Franken)			
		Nicht auf- gegliederte Mittel	Aufgegliederte Mittel		
			Verpflich- tungsermäch- tigungen	Ausgabe- ermäch- tigungen	
<i>Abschnitt 11.</i>					
<i>Wirtschaft, Beschäftigung und Berufsausbildung.</i>					
Programm	11.01	Wirtschaftsexpansion .....	680,2	3 120,0	3 800,7
Programm	11.02	Umstrukturierung und Entwicklung .....	42,0	2 500,0	2 500,0
Programm	11.03	Industrie- und Beschäftigungsgebiete .....	40,0	530,0	513,0
Programm	11.05	Förderung der Investitionen aus dem Ausland .....	69,7	7,5	7,5
Programm	11.06	KMB und Mittelstand .....	158,2	3 179,5	3 156,3
Programm	11.07	Landwirtschaft, Schlächtereien und landwirtschaftliche Nahrungsmittel .....	595,6	1 603,0	461,9
Programm	11.08	Förderung der Beschäftigung .....	98,8	0	0
Programm	11.09	Forem .....	2 196,5	0	0
<i>Errichtungsfonds : Haushaltsfonds in Sachen Beschäftigung</i>					
<i>Saldo am 1. Januar 1994</i>			0	0	0
<i>Einnahmen des laufenden Jahres</i>			0	100,0	100,0
<i>Verfügbar für das Jahr 1994</i>			0	100,0	100,0
<i>Ausgaben zu Lasten des Fonds</i>			0	100,0	100,0
<i>Saldo am 31. Dezember 1994</i>			0	0	0
Programm	11.10	Durch die Verwaltung geführter Plan zur Behebung der Arbeitslosigkeit, dessen Kostenübernahme jedoch durch Forem sichergestellt wird .....	7 218,2	0	0
Programm	11.11	Unmittelbar durch die Verwaltung geführter Plan zur Behebung der Arbeitslosigkeit .....	4 684,7	488,2	528,7
Programm	11.12	Durch die europäischen Fonds mitfinanzierte besondere Programme .....	395,5	2 244,6	1 466,5
Programm	11.13	Fortbildung der Angestellten und Beamten außerhalb Forem .....	142,0	0	0
Programm	11.14	Forem - Fortbildung .....	1 633,6	0	0
Programm	11.15	Landwirtschaftliche Fortbildung .....	37,1	0	0
Programm	11.16	Fortbildung der Selbständigen .....	686,3	0	0
<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 11.</i>			18 678,4	13 772,8	12 534,6
<i>Abschnitt 12.</i>					
<i>Technologien und Forschung.</i>					
Programm	12.01	Energie .....	35,0	292,0	321,5
Programm	12.02	Forschung .....	341,7	787,5	975,7
Programm	12.03	Beihilfen an Betriebe .....	0	1 284,8	1 315,7
Programm	12.04	Durch die europäischen Strukturfonds mitfinanzierte besondere Programme .....	0	450,0	373,0
<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 12.</i>			376,7	2 814,3	2 985,9
<i>Abschnitt 13.</i>					
<i>Naturschätze und Umwelt.</i>					
Programm	13.01	Forstwesen .....	106,1	176,7	168,1
Programm	13.02	Erhaltung der Natur .....	93,1	133,0	158,8

		(In Millionen Franken)			
		Nicht auf- gegliederte Mittel	Aufgegliederte Mittel		
			Verpflich- tungsermäch- tigungen	Ausgabe- ermäch- tigungen	
Programm	13.03	Umwelt .....	617,3	0	1,0
		<i>Errichtungsfonds : Fonds für die Verwaltung der Abfälle</i> <i>(Dekret vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle)</i>			
		<i>Saldo am 1. Januar 1994</i>	0	1 690,0	1 690,0
		<i>Einnahmen des laufenden Jahres</i>	0	1 675,0	1 675,0
		<i>Verfügbar für das Jahr 1994</i>	0	3 365,0	3 365,0
		<i>Ausgaben zu Lasten des Fonds</i>	0	3 365,0	3 365,0
		<i>Saldo am 31. Dezember 1994</i>	0	0	0
Programm	13.04	Bodenschätze .....	44,5	4,0	33,3
Programm	13.05	Wasserwesen (Kontrolle, -Verwaltung und Herstellung) .....	544,2	962,7	1 102,4
		<i>Errichtungsfonds : Fonds zum Schutz des zum Trinkwasser</i> <i>geeigneten Wassers (Dekret vom 30. April 1990 bezüglich des Schutzes</i> <i>und der Gewinnung des zum Trinkwasser geeigneten Wassers)</i>			
		<i>Saldo am 1. Januar 1994</i>	0	0	0
		<i>Einnahmen des laufenden Jahres</i>	0	500,0	500,0
		<i>Verfügbar für das Jahr 1994</i>	0	500,0	500,0
		<i>Ausgaben zu Lasten des Fonds</i>	0	500,0	200,0
		<i>Saldo am 31. Dezember 1994</i>	0	0	300,0
		<i>Errichtungsfonds : Fonds zum Schutz des Grundwassers</i> <i>(Dekret vom 30. April 1990 bezüglich des Schutzes und</i> <i>der Gewinnung des zum Trinkwasser geeigneten Wassers)</i>			
		<i>Saldo am 1. Januar 1994</i>	0	0	0
		<i>Einnahmen des laufenden Jahres</i>	0	0	0
		<i>Verfügbar für das Jahr 1994</i>	0	0	0
		<i>Ausgaben zu Lasten des Fonds</i>	0	0	0
		<i>Saldo am 31. Dezember 1994</i>	0	0	0
Programm	13.06	Schutz vor Wasserverschmutzung .....	755,8	0	384,9
		<i>Errichtungsfonds : Fonds zum Schutz der Oberflächen-</i> <i>gewässer (Dekret vom 30. April 1990 bezüglich der</i> <i>Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern)</i>			
		<i>Saldo am 1. Januar 1994</i>	0	- 1 244,5	1 765,1
		<i>Netto Einnahmen des laufenden Jahres</i>	0	1 406,0	1 406,0
		<i>Verfügbar für das Jahr 1994</i>	0	161,5	3 171,1
		<i>Ausgaben zu Lasten des Fonds</i>	0	2 300,0	1 276,4
		<i>Saldo am 31. Dezember 1994</i>	0	- 2 138,5	1 894,7
Programm	13.07	Durch die europäischen Strukturfonds mitfinanzierte besondere Programme ....	0	101,2	121,7
Programm	13.08	Kontrolle der Umweltverschmutzung .....	60,6	35,6	34,6
Programm	13.09	Verhütung der Umweltverschmutzung .....	35,9	0	0
Programm	13.10	Jagd, Fischfang und Fischzucht .....	21,9	39,0	41,0
		<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 13.</i>	2 279,4	7 617,2	6 887,2
		<i>Abschnitt 14.</i>			
		<i>Lokale Behörden.</i>			
Programm	14.01	Aufsicht .....	34,4	0	0
Programm	14.02	Allgemeine Finanzierung der Gemeinden .....	32 455,4	100,0	50,0
Programm	14.03	Allgemeine Finanzierung der Provinzen .....	3 519,3	0	0
Programm	14.04	Bezuschusste Arbeiten und Sportinfrastruktur .....	75,6	2 123,4	1 752,1
		<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 14.</i>	36 084,7	2 223,4	1 802,1

		(In Millionen Franken)		
		Nicht auf- gegliederte Mittel	Aufgegliederte Mittel	
			Verpflich- tungsmäch- tigungen	Ausgabe- ermäch- tigungen
<b>Abschnitt 15.</b>				
<i>Raumordnung und Wohnungswesen.</i>				
Programm 15.01	Raumordnung und Städtebau .....	71,1	32,5	146,0
Programm 15.02	Städtesanierung und Sanierung der verlassenen Industriegebiete .....	42,6	683,5	582,1
<i>Errichtungsfonds : Fonds Erneuerung der wallonischen Gebiete (Gesetz vom 27. Juni 1978)</i>				
	<i>Saldo am 1. Januar 1994</i>	0	0	0
	<i>Einnahmen des laufenden Jahres</i>	0	0	0
	<i>Verfügbar für das Jahr 1994</i>	0	0	0
	<i>Ausgaben zu Lasten des Fonds</i>	0	0	0
	<i>Saldo am 31. Dezember 1994</i>	0	0	0
Programm 15.03	Ländliche Erneuerung und Flurbereinigung .....	698,0	172,0	172,0
Programm 15.04	Wohnungswesen : Privatbereich .....	2 315,6	560,0	701,0
Programm 15.05	Wohnungswesen : öffentlicher Bereich .....	1 624,0	650,7	965,4
Programm 15.06	Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen .....	189,6	493,2	547,5
Programm 15.07	Durch die europäischen Strukturfonds mitfinanzierte besondere Programme ....	0	250,0	275,0
<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 15.</i>		4 940,9	2 841,9	3 389,0
<b>Abschnitt 16.</b>				
<i>Auswärtige Beziehungen.</i>				
Programm 16.01	Außenhandel .....	517,0	0	0
Programm 16.02	Förderung der Region auf internationaler Ebene .....	195,0	0	0
Programm 16.03	Durch die europäischen Strukturfonds mitfinanzierte besondere Programme ....	0	85,0	52,0
<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 16.</i>		712,0	85,0	52,0
<b>Abschnitt 17.</b>				
<i>Soziale Maßnahmen und Gesundheitswesen.</i>				
Programm 17.01	Gesundheitswesen .....	257,0	720,0	720,0
Programm 17.02	Geistesgesundheit .....	577,5	0	0
Programm 17.03	Soziale Maßnahmen .....	198,0	0	0
Programm 17.04	Familie .....	2 334,8	15,0	15,0
Programm 17.05	Senioren .....	14,1	200,0	200,0
Programm 17.06	Behinderte .....	8 811,7	111,3	111,3
Programm 17.07	Soziale Eingliederung der Einwanderer .....	31,3	0	0
<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 17.</i>		12 224,4	1 046,3	1 046,3

		(In Millionen Franken)			
		Nicht auf- gegliederte Mittel	Aufgegliederte Mittel		
			Verpflich- tungsermäch- tigungen	Ausgabe- ermäch- tigungen	
<b>Abschnitt 18.</b>					
<b>Tourismus.</b>					
Programm	18.01	Tourismus .....	346,7	315,7	328,8
Programm	18.02	Durch die europäischen Fonds mitfinanzierte besondere Programme .....	0	150,0	75,0
<b>Gesamtbeträge für Abschnitt 18.</b>			346,7	465,7	403,8
<b>Abschnitt 50.</b>					
<b>Generalsekretariat des wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen.</b>					
Programm	50.01	Allgemeine Personalverwaltung des Ministeriums .....	4 553,4	0	0
Programm	50.02	Funktionskosten und Leistungen durch Drittpersonen .....	171,9	0	4,0
Programm	50.03	Immobilienverwaltung und Gebäude .....	801,9	0	0
Programm	50.04	Niederlassung der Immobilien .....	1,1	435,9	680,4
Programm	50.05	Ausrüstung und Lieferungen .....	291,6	0	0
Programm	50.06	Verwaltung der Datenverarbeitung des wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen .....	301,8	0	0
<b>Gesamtbeträge für Abschnitt 50.</b>			6 121,7	435,9	684,4
<b>Abschnitt 51.</b>					
<b>Wegenetz der Region.</b>					
Programm	51.01	Konstruktion des Wegenetzes .....	46,6	3 848,5	4 842,1
Programm	51.02	Pflege und Instandhaltung des Wegenetzes .....	73,0	3 405,1	2 407,8
<i>Errichtungsfonds : Verkehrs- und Havariefonds (Dekret vom 17. Dezember 1992 zur Errichtung von Haushaltsfonds in Sachen öffentliche Arbeiten)</i>					
<i>Saldo am 1. Januar 1994</i>			0	0	0
<i>Einnahmen des laufenden Jahres</i>			0	160,0	160,0
<i>Verfügbar für das Jahr 1994</i>			0	160,0	160,0
<i>Ausgaben zu Lasten des Fonds</i>			0	66,8	66,8
<i>Saldo am 31. Dezember 1994</i>			0	93,2	93,2
Programm	51.03	Durch die europäischen Strukturfonds mitfinanzierte besondere Programme ....	0	260,0	130,0
<b>Gesamtbeträge für Abschnitt 51.</b>			119,6	7 580,4	7 446,7
<b>Abschnitt 52.</b>					
<b>Wasserwege der Region.</b>					
Programm	52.01	Investitionen für Wasserwege, Häfen und Zufahrtswege, sowie für Staudämme und Sparbecken .....	10,3	1 599,5	1 612,2

		(In Millionen Franken)			
		Nicht auf- gegliederte Mittel	Aufgegliederte Mittel		
			Verpflich- tungsermäch- tigungen	Ausgabe- ermäch- tigungen	
Programm	52.02	Pflege und Instandhaltung der Wasserwege .....	489,1	809,7	598,7
		<i>Errichtungsfonds : Verkehrs- und Havariefonds</i> <i>(Dekret vom 17. Dezember 1992 zur Errichtung</i> <i>von Haushaltsfonds in Sachen öffentliche Arbeiten)</i>			
		<i>Saldo am 1. Januar 1994</i>	0	0	0
		<i>Einnahmen des laufenden Jahres</i>	0	74,0	74,0
		<i>Verfügbar für das Jahr 1994</i>	0	74,0	74,0
		<i>Ausgaben zu Lasten des Fonds</i>	0	30,8	30,8
		<i>Saldo am 31. Dezember 1994</i>	0	43,2	43,2
Programm	52.03	Förderung der Binnenschifffahrt .....	5,3	0	0
		<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 52.</i>	504,7	2 440,0	2 241,7
		<i>Abschnitt 53.</i>			
		<i>Technische Dienststellen.</i>			
Programm	53.01	Elektrizität - Wegenetz - Konstruktion .....	0	431,6	518,8
Programm	53.02	Elektrizität - Wegenetz - Instandhaltung .....	0	1 327,2	1 263,3
Programm	53.03	Elektrizität - Wasserwege - Konstruktion .....	0	16,8	25,0
Programm	53.04	Elektrizität - Wasserwege - Instandhaltung .....	0	358,5	272,2
Programm	53.05	Femmeldenetz - Konstruktion .....	0	83,6	84,0
Programm	53.06	Femmeldenetz - Instandhaltung .....	0	217,7	173,5
Programm	53.07	Landschaftliche Integration .....	0	32,0	25,0
Programm	53.08	Kartographie .....	115,3	0	0
Programm	53.09	Ausrüstung des wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transport .....	365,5	0	0
		<i>Errichtungsfonds : Fonds für technische Studien</i> <i>(Dekret vom 17. Dezember 1992 zur Errichtung</i> <i>von Haushaltsfonds in Sachen öffentliche Arbeiten)</i>			
		<i>Saldo am 1. Januar 1994</i>	0	0	0
		<i>Einnahmen des laufenden Jahres</i>	0	15,0	15,0
		<i>Verfügbar für das Jahr 1994</i>	0	15,0	15,0
		<i>Ausgaben zu Lasten des Fonds</i>	0	10,3	10,3
		<i>Saldo am 31. Dezember 1994</i>	0	4,7	4,7
		<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 53.</i>	480,8	2 477,7	2 372,1
		<i>Abschnitt 54.</i>			
		<i>Transportwesen.</i>			
Programm	54.01	Öffentliche Stadt- und Nahverkehrsmittel .....	8 026,4	621,9	670,1
Programm	54.02	Regionale Flughäfen und Flugplätze .....	128,8	435,5	673,6
Programm	54.03	Binnenschifffahrt .....	5,2	0	0
Programm	54.04	Förderung und Koordination des Transports .....	11,3	15,7	8,9
Programm	54.05	Schülertransport .....	660,1	0	0
Programm	54.06	Durch die europäischen Strukturfonds mitfinanzierte besondere Programme ....	0	194,0	87,0
		<i>Gesamtbeträge für Abschnitt 54.</i>	8 831,8	1 267,1	1 439,6
		<b>ALLGEMEINE GESAMTBETRÄGE.</b>	110 633,7	45 117,7	43 385,4

## TITEL IV.- SONDERABSCHNITT.

(In Millionen Franken)

Anwei- sender Mi- nister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	Saldo am 1. Januar 1994	Einnahmen des Jahres	Ausgaben des Jahres	Saldo am 31. Dezember 1994
		<b>TEIL I.</b>				
		Geschäfte, die durch laufende Einnahmen finanziert werden.				
		<i>Abschnitt 10.</i>				
CO	60 02 A	01. Fonds zur Verwirklichung der vom "FEDER" finanzierten besonderen Programme .....	0	784,6	750,0	34,6
CO		02. Fonds zur Verwirklichung der vom "FEOGA" finanzierten besonderen Programme .....	12,2	95,0	104,0	3,2
CO		03. Fonds zur Verwirklichung der vom "FSE" finanzierten besonderen Programme .....	0	12,0	12,0	0
CO		04. Fonds zur Verwirklichung der von den europäischen Gemeinschaften im Rahmen des "P.D.I." finanzierten besonderen Programme .....	11,4	0	4,0	7,4
CO	60 03 C	Fonds zur Verwaltung des regionalen Immobilienvermögens, das nicht für die Verwaltung bestimmt ist .....	61,0	15,0	8,7	67,3
LU	60 04 C	Fischereifonds (Gesetz vom 1. Juli 1954) .....	9,5	34,2	42,4	1,3
LU	60 05 A	01. Gesetzliche Einbehaltung auf den Ertrag der Fällungen in den Wäldern der ehemaligen "Gruerie d'Arlon" (Anlier-Rulles, usw.)- Funktions- und Instandsetzungsausgaben .....	22,8	10,0	10,0	22,8
LU		02. Gesetzliche Einbehaltung auf den Ertrag der Fällungen im Wald von Mariemont.- Funktions- und Instandsetzungsausgaben .....	6,2	0	0	6,2
LU		03. Gesetzliche Einbehaltung auf den Ertrag der Fällungen im Wald von Herbecumont.- Funktions- und Instandsetzungsausgaben .....	12,0	3,0	3,0	12,0
LU		04. Gesetzliche Einbehaltung auf den Ertrag der Fällungen im Wald von Stambruges.- Funktions- und Instandsetzungsausgaben .....	2,0	0	0	2,0
		<i>Gesamtbeiträge für Abschnitt 10.</i>	137,1	953,8	934,1	156,8
		<i>Abschnitt 31.</i>				
CO	66 08 A	Fonds zur Sicherstellung der Festlegung und Zahlungsanweisung der Ausgaben in Sachen Parallelkredite .....	5,7	0	0	5,7
		<i>Gesamtbeiträge für Abschnitt 31.</i>	5,7	0	0	5,7
		<i>Abschnitt 34.</i>				
SP	60 01 A	01. Fonds für Wirtschaftsexpansion und regionale wirtschaftliche Anpassung (königlicher Erlaß Nr. 1 vom 18. April 1967).- Bereich Wirtschaft ....	52,7	0	52,7	0
		<i>Gesamtbeiträge für Abschnitt 34.</i>	52,7	0	52,7	0
		<b>Gesamtbeiträge für Titel IV, Teil I.</b>	195,5	953,8	986,8	162,5
		<b>TEIL II.</b>				
		Geschäfte, die durch Kapitaleinnahmen finanziert werden.				
		<i>Abschnitt 10.</i>				
SP	60 01 A	Fonds für die Sanierung der Industrie (erster, zweiter und dritter Auftrag) .....	4,1	0	4,1	0
LI	60 02 A	Fonds für die Sanierung der Industrie (vierter Auftrag) .....	112,2	0	0	112,2
BA	60 03 A	Beteiligung im Hinblick auf die Schaffung von Bauerwartungsländ, entweder durch Erwerb, oder durch Zuschüsse an öffentliche Organismen oder untergeordnete Behörden, oder durch beitreibbare Vorschüsse an die nämlichen Organismen oder Behörden .....	3,5	20,0	0	23,5
LU	60 04 A	Fonds für den Wiederaufbau und die Rationalisierung des regionalen Forstvermögens .....	5,9	0	5,9	0

## TITEL IV.- SONDERABSCHNITT.

(In Millionen Franken)

Anwei- sender Mi- nister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	Saldo am 1. Januar 1994	Einnahmen des Jahres	Ausgaben des Jahres	Saldo am 31. Dezember 1994
SP	60 05 A	Fonds für die Entschädigung der im Rahmen der Wirtschaftsexpansionsge- setze durchgeführten Enteignungen .....	74,8	4,0	0,1	78,7
LI	60 07 A	Fonds zur Finanzierung der Beihilfen und Beteiligungen der wallonischen Region für Forschung und Technologie .....	0	80,0	80,0	0
LI	60 09 A	Fonds für die Sanierung der Industrie (dritter Auftrag) .....	163,8	0	0	163,8
		<b>Gesamtbeträge für Abschnitt 10.</b>	<b>364,3</b>	<b>104,0</b>	<b>90,1</b>	<b>378,2</b>
		<b>Abschnitt 33.</b>				
LU	63 01 A	Fonds zur Gewährung betreibbarer Vorschüsse am "Office wallon de Déve- loppement rural" in Ausführung der Art. 56 und 57 des Gesetzes vom 22. Juli 1970 betreffend die gesetzliche Flurbereinigung der ländlichen Güter und des Art. 76 des Gesetzes vom 12. Juli 1976 betreffend die ge- setzliche Flurbereinigung der ländlichen Güter bei der Ausführung von großen Infrastrukturarbeiten .....	33,9	0	0	33,9
		<b>Gesamtbeträge für Abschnitt 33.</b>	<b>33,9</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>33,9</b>
		<b>Abschnitt 34.</b>				
SP	60 01 A	01. Fonds für Wirtschaftsexpansion und regionale wirtschaftliche Anpassung- Bereich Wirtschaft (Expansionsgesetze) .....	90,8	0	90,8	0
SP		03. Fonds für Wirtschaftsexpansion und regionale wirtschaftliche Anpassung- Bereich öffentliche Arbeiten .....	100,3	0	100,3	0
SP		06. Fonds für Wirtschaftsexpansion und regionale wirtschaftliche Anpassung- Bereich Wirtschaft, Umstrukturierungen.- Ausführung durch die Exeku- tive von Artikel 2, § 3, des Gesetzes vom 2. April 1962 .....	103,4	0	103,4	0
		(Die Ausgaben zu Lasten dieses Artikels dürfen gezahlt wer- den durch Krediteröffnung, in Anwendung des Art. 15 des Gesetzes vom 29. Oktober 1846 zur Einrichtung des Rechnungshofes.)				
		<b>Gesamtbeträge für Abschnitt 34.</b>	<b>294,5</b>	<b>0</b>	<b>294,5</b>	<b>0</b>
		<b>Abschnitt 38.</b>				
LU	60 08 A	Fonds zur Bekämpfung der Umweltbelästigung in der wallonischen Region .	56,2	0	0	56,2
		<b>Gesamtbeträge für Abschnitt 38.</b>	<b>56,2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>56,2</b>
		<b>Abschnitt 40.</b>				
LU	60 01 A	Fonds für Wirtschaftsexpansion und regionale wirtschaftliche Anpassung (königlicher Erlass Nr. 1 vom 18. April 1967) .....	62,4	0	0	62,4
LU	60 04 A	Fonds zur Bekämpfung der Umweltbelästigung in der wallonischen Region .	157,1	0	60,0	97,1
		<b>Gesamtbeträge für Abschnitt 40.</b>	<b>219,5</b>	<b>0</b>	<b>60,0</b>	<b>159,5</b>
		<b>Gesamtbeträge für Titel IV, Teil II.</b>	<b>968,4</b>	<b>104,0</b>	<b>444,6</b>	<b>627,8</b>
		<b>Gesamtbeträge für Titel IV, Teil I und II.</b>	<b>1 163,9</b>	<b>1 057,8</b>	<b>1 431,4</b>	<b>790,3</b>

## TITEL V.- REGIONALES UNTERNEHMEN.

(In Millionen Franken)

Anwe- sender Mi- nister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	Nicht auf- gegliederte Mittel	Ausgegliederte Mittel	
				Verpflich- tungsermäch- tigungen	Ausgabe- ermäch- tigungen
		<b>REGIONALES UNTERNEHMEN FÜR DIE HERSTELLUNG UND ZULEITUNG DES WASSERS. AUSGABEN.</b>			
		<i>Abschnitt I.- Laufende Geschäfte.</i>			
LU	11.03	Besoldungen und Zulagen des aktiven und zur Verfügung gestellten Personals des regionalen Unternehmens .....	132,5	—	—
LU	11.04	Zulagen gleich welcher Art des aktiven und zur Verfügung gestellten Personals des regionalen Unternehmens .....	4,0	—	—
LU	12.01	Lieferung von Gütern und Erbringung von Dienstleistungen und intellektuelle Dienstleistungen zur Verwirklichung der Aufgaben des regionalen Unternehmens, einschließlich der Abgabe und Gebühr hinsichtlich der Anwendung der Dekrete vom 30. April 1990 .....	260,0	—	—
LU	12.02	Entschädigungen gleich welcher Art an das Personal für wirkliche Lasten und materielle Schäden, sowie die Fahrtkosten bezüglich der Dienstreisen (einschließlich der Beteiligung des Arbeitgebers am Preis der Sozialabonnements) .....	1,7	—	—
LU	21.01	Geschuldete Zinsen .....	0	—	—
LU	33.01	Verschiedene Vergütungen an Drittpersonen infolge der Haftung des Unternehmens .....	1,0	—	—
LU	41.01	Übertragung an das regionale Schatzamt .....	0	—	—
LU	03.01	Speisung des Fonds für Risiken und Lasten Drittpersonen gegenüber .....	0	—	—
LU	03.02	Speisung des Reservefonds .....	0,5	—	—
LU	03.03	Speisung des Erneuerungsfonds .....	16,5	—	—
LU	03.04	Speisung des Tilgungsfonds .....	33,0	—	—
		<i>Gesamtbeträge für Abschnitt I.</i>	449,2	—	—
		<i>Abschnitt II.- Kapitalgeschäfte.</i>			
LU	71.01	Erwerb von Grundstücken und Gebäuden in Zusammenhang mit der Tätigkeit des Unternehmens .....	—	0	0
LU	73.01	Ausgaben bezüglich der durch das Unternehmen ausgeführten Arbeiten und Erwerbungen, Kosten und Studien mit einbegriffen .....	—	529,0	349,0
LU	73.02	01. Arbeiten und Studien in Sachen Bereitung und Zuleitung des Wassers, mit Inbegriff der großen hydraulischen Arbeiten .....	—	50,0	95,4
LU		02. Arbeiten und Studien in Sachen Bereitung und Zuleitung des Wassers.- An- des Dekrets vom 30. April 1990 bezüglich des kohlehaltigen Kalk- steins .....	—	100,0	25,0
LU	73.20	Verbesserungsarbeiten und außergewöhnliche Instandhaltungsarbeiten, mit Inbegriff der Anwendung der Dekrete vom 30. April 1990 .....	—	135,0	116,1
LU	74.01	Ankauf von Maschinen, Mobiliar, Material, einschließlich Transportmittel .....	—	18,0	15,0
		<i>Gesamtbeträge für Abschnitt II.</i>	0	832,0	600,5
		<i>Gesamtbeträge für die Ausgaben.</i>	449,2	832,0	600,5

## TITEL V.- REGIONALES UNTERNEHMEN.

(In Millionen Franken)

Anwei- sender Mi- nister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	Erwiesene Ansprüche
		<b>EINNAHMEN.</b>	
		<i>Abschnitt I.- Laufende Geschäfte.</i>	
LU	16.01	Verkauf von Wasser und Strom .....	436,7
LU	16.02	Erträge in Zusammenhang mit den besonderen Aufträgen des Unternehmens .....	0,6
LU	16.04	Verschiedene Erträge .....	0,9
LU	08.01	01. Finanzielle Beteiligung der wallonischen Region : Funktion .....	0
LU		02. Finanzielle Beteiligung der wallonischen Region in Anwendung der Dekrete vom 30. April 1990 .....	0
LU	08.02	Zuschuß der wallonischen Region für Risiken und Lasten Drittpersonen gegenüber .....	0
LU	08.03	01. Zinsen der angelegten Fonds .....	9,5
LU		02. Abbuchung aus dem Tilgungsfonds .....	0,5
LU		03. Abbuchung aus dem Fonds für Risiken und Lasten Drittpersonen gegenüber .....	1,0
		<i>Gesamtbetrag für Abschnitt I.</i>	449,2
		<i>Abschnitt II.- Kapitalgeschäfte.</i>	
LU	08.04	01. Finanzielle Beteiligung der wallonischen Region .....	400,0
LU		02. Finanzielle Beteiligung der wallonischen Region in Anwendung der Dekrete vom 30. April 1990 .....	25,0
LU	08.05	Verschiedene Vermögenseinnahmen .....	0
LU	08.06	Abbuchung aus dem Erneuerungsfonds .....	0,5
LU	08.07	Abbuchung aus dem Reservefonds .....	175,0
		<i>Gesamtbetrag für Abschnitt II.</i>	600,5
		<i>Gesamtbetrag für die Einnahmen.</i>	1 049,7

## TITEL V.- REGIONALES UNTERNEHMEN.

(In Millionen Franken)

Anwei- sender Mi- nister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	Nicht auf- gegliederte Mittel	Ausgegliederte Mittel	
				Verpflich- tungsermäch- tigungen	Ausgabe- ermäch- tigungen
		<b>WALLONISCHES REGIONALAMT FÜR ABFALLSTOFFE.</b>			
		<b>AUSGABEN.</b>			
		<i>Abschnitt I.- Laufende Geschäfte.</i>			
LU	11.03	Besoldungen und Zulagen des aktiven und zur Verfügung gestellten Personals des regionalen Unternehmens und der Dienststellen "saubere Technologien" und "saubere Produkte" .....	p.m.	—	—
LU	11.04	Zulagen gleich welcher Art des aktiven und zur Verfügung gestellten Personals des regionalen Unternehmens .....	p.m.	—	—
LU	12.01	Studien, Lieferung von Gütern und Erbringung von Dienstleistungen und intellektuelle Dienstleistungen zur Verwirklichung der Aufgaben des regionalen Unternehmens .....	—	12,0	12,0

## TITEL V.- REGIONALES UNTERNEHMEN.

Anwei- sender Mi- nister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	Nicht auf- gegliederte Mittel	(In Millionen Franken)	
				Ausgegliederte Mittel Verpflich- tungsermäch- tigungen	Ausgabe- ermäch- tigungen
LU	12.02	Entschädigungen gleich welcher Art an das Personal für wirkliche Lasten und materielle Schäden, sowie die Fahrtkosten bezüglich der Dienstreisen (einschließlich der Beteiligung des Arbeitgebers am Preis der Sozialabonnements) .....	p.m.	—	—
LU	12.03	Studien, Lieferung von Gütern und Erbringung von Dienstleistungen und intellektuelle Dienstleistungen sowie Öffentlichkeitsarbeit, Dokumentation, Teilnahme an Seminare und Kolloquien, Versammlungskosten ...	30,0	—	—
LU	12.04	Einsammlung besonderer Abfälle und wiederverwertbaren Materials .....	—	133,0	120,0
LU	12.05	Lieferung von Gütern und Erbringung von Dienstleistungen und intellektuelle Dienstleistungen zur Verwirklichung der Aufgaben der Dienststellen "saubere Technologien" und "saubere Produkte" .....	—	0	0
LU	12.07	Lieferung von Gütern und Erbringung von Dienstleistungen in Zusammenhang mit der elektronischen Verarbeitung der Daten über die Überführung und die Vernichtung der Abfälle (nicht beschränkte Haushaltsmittel) .....	—	10,0	40,0
LU	12.08	Kosten der Einziehung der Gebühr für Haushaltsabfälle (nicht beschränkte Haushaltsmittel) .....	30,0	—	—
LU	14.01	Sonderkosten der Verarbeitung, Überführung oder Vernichtung der Abfälle, durch die Region verauslagt aufgrund der Artikel 16, 21 oder 28 des Dekrets vom 5. Juli 1985 bezüglich der Abfälle .....	—	0	0
LU	21.01	Zinsen der Schulden .....	0	—	—
LU	30.01	Zuschüsse im nicht öffentlichen Bereich in Sachen Verwaltung der Abfälle ..	—	12,0	10,0
LU	32.01	Funktionskosten der SPAQUE (nicht beschränkte Haushaltsmittel) .....	60,0	—	—
LU	33.01	Verschiedene Vergütungen an Drittpersonen infolge der Haftung des Unternehmens .....	0	—	—
LU	43.01	Zuschüsse an untergeordnete Behörden für die Verbesserung in Sachen Verwaltung der Abfälle .....	132,0	—	—
LU	43.03	Zuschüsse zugunsten der Gemeinden und Interkommunalen, die eine Politik zur Verarbeitung der Abfälle betreiben (nicht beschränkte Haushaltsmittel) .....	—	500,0	850,0
LU	03.01	Speisung des Fonds für Risiken und Lasten Drittpersonen gegenüber .....	0	—	—
LU	03.02	Speisung des Erneuerungsfonds .....	0	—	—
LU	03.03	Speisung des Tilgungsfonds .....	0	—	—
LU	03.04	Speisung des Reservefonds .....	0	—	—
		<i>Gesamtbeiträge für Abschnitt I.</i>	252,0	667,0	1 032,0
		<i>Abschnitt II.- Kapitalgeschäfte.</i>			
LU	50.02	Zuschüsse im nicht öffentlichen Bereich zugunsten des Umweltschutzes .....	—	0	0
LU	51.01	* Vorschüsse an Drittpersonen in Sachen regionale Beteiligung in Sachen Sanierungsmaßnahmen .....	—	400,0	400,0
LU	60.01	Zuschüsse im öffentlichen Bereich zugunsten des Umweltschutzes und der Verarbeitung der Abfälle .....	—	2 517,0	1 920,0
LU	71.01	Erwerb von Grundstücken und Gebäuden in Zusammenhang mit der Tätigkeit des Unternehmens .....	—	0	0
LU	73.01	Ausgaben bezüglich der durch das Unternehmen ausgeführten Arbeiten und Erwerbungen, Kosten und Studien mit einbegriffen .....	—	0	0

## TITEL V.- REGIONALES UNTERNEHMEN.

Anwei- sender Mi- nister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	Nicht auf- gegliederte Mittel	(In Millionen Franken)	
				Verpflich- tungsarmäch- tigungen	Ausgabe- ermäch- tigungen
LU	74.06	Ankauf von Maschinen, Mobiliar, Material, einschließlich Transportmittel	7,0	—	—
LU	81.01	Kapitalzuwendungen und beizulebende Vorschüsse in Sachen Umwelt und Verarbeitung der Abfälle .....	—	0	0
LU	81.02	Kapitalzuwendungen und beizulebende Vorschüsse in Sachen Umwelt und Verarbeitung der Abfälle .....	0	—	—
LU	91.01	Schuldtilgung .....	0	—	—
		<i>Gesamtbeträge für Abschnitt II.</i>	7,0	2 917,0	2 320,0
		<i>Gesamtbeträge für die Ausgaben.</i>	259,0	3 584,0	3 352,0

## TITEL V.- REGIONALES UNTERNEHMEN.

Anwei- sender Mi- nister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	Erwiesene Ansprüche	(In Millionen Franken)	
		<b>EINNAHMEN.</b>			
		<i>Abschnitt I.- Laufende Geschäfte.</i>			
LU	16.01	Verkauf von Dienstleistungen .....	0		
LU	16.02	Verschiedene Erträge .....	0		
LU	06.01	Dotation der wallonischen Region (Steuererträge) .....	3 185,0		
LU	06.02	Dotation der wallonischen Region für Risiken und Lasten Drittpersonen ge- genüber .....	0		
LU	06.03	01. Zinsen der angelegten Fonds .....	0		
LU		02. Abbuchung aus dem Tilgungsfonds .....	0		
LU		03. Abbuchung aus dem Fonds für Risiken und Lasten Drittpersonen gegenüber	0		
		<i>Gesamtbetrag für Abschnitt I.</i>	3 185,0		
		<i>Abschnitt II.- Kapitalgeschäfte.</i>			
LU	96.01	Ertrag der Anleihen .....	0		
LU	08.04	Dotation der wallonischen Region .....	426,0		
LU	08.05	Verschiedene Vermögenseinnahmen .....	0		
LU	08.06	Abbuchung aus dem Erneuerungsfonds .....	0		
LU	08.07	Abbuchung aus dem Reservefonds .....	0		
		<i>Gesamtbetrag für Abschnitt II.</i>	426,0		
		<i>Gesamtbetrag für die Einnahmen.</i>	3 611,0		

## TITEL VI.- GETRENNT VERWALTETER REGIONALER DIENST.

(In Millionen Franken)

Anwei- sender Mi- nister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	
		<b>WALLONISCHE EXPORTGESCHÄFTSSTELLE — AWEX</b>	
		<b>ABSCHNITT I.- LAUFENDE GESCHÄFTE.</b>	
		<b>A. Einnahmen.</b>	
SP	16.01	Rückzahlung von Dienstleistungen .....	7,0
SP	16.02	Verschiedene Erträge .....	203,5
SP	06.01	Beteiligung der wallonischen Region .....	334,5
SP	08.01	Am 31. Dezember 1993 verfügbarer Saldo, Kassenbestand einbegriffen .....	159,2
		<b>Gesamtbetrag für die Einnahmen.</b>	<b>704,2</b>
		<b>B. Ausgaben.</b>	
SP	11.03	Besoldungen und Zulagen des vertraglichen Personals der regionalen Ge- schäftsstelle .....	0
SP	11.04	Zulagen gleich welcher Art des vertraglichen Personals der regionalen Ge- schäftsstelle .....	0
SP	12.02	Lieferung von Gütern und Erbringung von Dienstleistungen zur Verwirkli- chung der Aufträge des AWEX, insbesondere Kosten der Dienstaufträ- ge, Teilnahme an Messen, Seminare, Kolloquien, Sitzungen, Öffent- lichkeitsarbeit, Dokumentation, Gutachten, Studien, usw. ....	184,8
SP	12.03	Funktionskosten der Vertretungen im Ausland .....	202,4
SP	30.01	Zuschuß zur Förderung des Außenhandels sowie der Investitionsbereitschaft im Ausland .....	167,0
		<b>Gesamtbetrag für die Ausgaben.</b>	<b>554,2</b>
		<b>C. Übertragungen.</b>	
		<b>D. Einstweilige Mittel.</b>	
SP	11.05	Einstweilige Mittel für die Indexierung der Besoldungen, Kosten der sozia- len Programmierung .....	0
		<b>Gesamtbetrag für die einstweiligen Mittel.</b>	<b>0</b>
		<b>E. Saldo.</b>	
		Einnahmen .....	704,2
		Ausgaben .....	554,2
		Einstweilige Mittel .....	0
		<b>Gesamtbetrag des Saldos.</b>	<b>150,0</b>

## TITEL VI.- GETRENNT VERWALTETER REGIONALER DIENST.

(In Millionen Franken)

Anwei- sender Mi- nister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	
		<b>ABSCHNITT II.- KAPITALGESCHÄFTE.</b>	
		<i>A. Einnahmen.</i>	
SP	81.01	Rückzahlung von Darlehen, Kapitalzuwendungen, Vorschüssen .....	91,0
SP	06.01	Beteiligung der wallonischen Region .....	182,5
SP	08.01	Am 31. Dezember 1993 verfügbarer Saldo, Kassenbestand einbegriffen .....	2,0
SP	08.05	Verschiedene Vermögenseinnahmen .....	0
		<i>Gesamtbetrag für die Einnahmen.</i>	275,5
		<i>B. Ausgaben.</i>	
SP	71.01	Erwerb oder Ausstattung von Grundstücken und Gebäuden in Zusammenhang mit den Aufträgen der Geschäftsstelle .....	0
SP	74.06	Ankauf von Maschinen, Mobiliar, Material, einschließlich Transportmittel	1,5
SP	81.01	Rückzahlbare Darlehen, beizuhaltende Vorschüsse, Kapitalzuwendungen zur Förderung des Außenhandels und der Investitionen aus dem Ausland ...	274,0
		<i>Gesamtbetrag für die Ausgaben.</i>	275,5
		<i>C. Übertragungen.</i>	
		<i>D. Saldo.</i>	
		Einnahmen .....	275,5
		Ausgaben .....	275,5
		Saldo .....	0
		<i>Gesamtbetrag des Saldos.</i>	0
		<b>ABSCHNITT III.- GESCHÄFTE FÜR ORDER.</b>	
		<i>A. Einnahmen.</i>	
		1. Fonds für Drittzahlungen .....	0
		2. Finanzverwaltungsfonds .....	0
		<i>Gesamtbetrag für die Einnahmen.</i>	0
		<i>B. Ausgaben.</i>	
		1. Fonds für Drittzahlungen .....	0
		2. Finanzverwaltungsfonds .....	0
		<i>Gesamtbetrag für die Ausgaben.</i>	0
		<i>C. Saldo.</i>	

## TITEL VII.- EINRICHTUNGEN ÖFFENTLICHEN INTERESSES.

(In Millionen Franken)

Anzei- sender Mi- nister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	1994	1993	1992
			pro Artikel	vermutliche	ausgeführte
		<b>WALLONISCHER VORSCHUSSFONDS FÜR DIE WIEDERHER- STELLUNG DER INFOLGE DER ENTNAHME UND DES HOCH- PUMPENS DES GRUNDWASSERS ENTSTANDENEN SCHÄDEN.</b>			
		<b>4. EINNAHMEN.</b>			
LU	411.05	Rückerstattung von Vorschüssen .....	22,0	—	—
LU	411.07	Steuererträge .....	120,0	—	—
LU	412.01	Verkauf von Dokumenten .....	2,8	—	—
LU	413.01	Zinsen der Kapitalanlagen .....	6,0	—	—
LU	442.01	Anleihen .....	—	—	—
		<b>GESAMTBETRÄGE FÜR DIE EINNAHMEN.</b>	<b>150,8</b>	<b>—</b>	<b>—</b>
		<b>5. AUSGABEN.</b>			
LU	511.08	Verwaltungsentschädigungen .....	0,1	—	—
LU	513.02	Reisekosten .....	—	—	—
LU	522.01	Bürokosten .....	p.m.	—	—
LU	523.01	Druckkosten der Dokumente .....	2,8	—	—
LU	524.01	Kosten der Gutachten .....	—	—	—
LU	524.02	Hypothekkosten .....	1,0	—	—
LU	524.03	Gerichtskosten .....	2,0	—	—
LU	525.01	Zinsen der Anleihen .....	—	—	—
LU	540.01	Kosten für Studien und geotechnische Versuche .....	5,0	—	—
LU	540.02	Einzahlung der Vorschüsse .....	135,0	—	—
LU	560.01	Rückzahlung der Anleihen .....	—	—	—
LU	560.02	Abgabenrückzahlungen .....	4,9	—	—
LU	560.05	Konsolidierung der Rücklagefonds .....	—	—	—
		<b>GESAMTBETRÄGE FÜR DIE AUSGABEN.</b>	<b>150,8</b>	<b>—</b>	<b>—</b>

## TITEL VII. EINRICHTUNGEN ÖFFENTLICHEN INTERESSES.

(In Millionen Franken)

Anwei- sender Mi- nister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	1994	1993	1992
			pro Artikel	vermutliche	ausgeführte
		<b>WALLONISCHES AMT FÜR LÄNDLICHE ENTWICKLUNG.</b>			
		<b>4. EINNAHMEN.</b>			
		<b>Kapitel 41.</b>			
		<i>Erträge infolge der Wahrnehmung der Aufgaben des Amtes.</i>			
LU	411.01	Erträge infolge des Eigentums der im Rahmen der Ausübung des in Sachen Flurbereinigung vorgesehenen Vorkaufsrechts erworbenen Im	2,2	2,2	0,1
LU	411.02	Erträge infolge des Eigentums der im Rahmen der Liegenschaftspolitik er- worbenen Güter .....	—	—	—
LU	411.03	Beitreibung der Kosten für Überwachung, Kontrolle und Studien .....	12,0	7,0	5,2
LU	411.04	Im Rahmen der ländlichen Entwicklung abgeschlossene Verträge .....	6,0	5,0	5,5
LU	411.05	Beitreibung nicht geschuldeter Zahlungen .....	—	—	—
LU	411.06	Mieten der Gebäude .....	4,4	4,3	8,1
LU	411.07	Verkauf von Plänen und Lastenheften .....	0,1	0,1	—
LU	411.09	Beteiligung der Personalmitglieder an den Kosten der Mahlzeitschecks ....	3,5	3,1	3,0
LU	412.01	Verkauf von Veröffentlichungen .....	—	—	—
LU	413.01	Zinsen der Kapitalanlagen .....	3,0	2,0	4,1
LU	414.01	Verschiedene Erträge .....	—	—	1,3
		<b>Gesamtbeträge für Kapitel 41.</b>	<b>31,2</b>	<b>23,7</b>	<b>27,3</b>
		<b>Kapitel 42.</b>			
		<i>Einnahmen mit besonderer Zweckbestimmung.</i>			
LU	420.01	Beteiligung der wallonischen Region an den technischen Ausgaben bezüg- lich der Anwendung der Gesetzgebung in Sachen Flurbereinigung.- Be- zuschußbarer Teil .....	100,0	215,1	178,8
LU	420.02	Beteiligung der wallonischen Region an den technischen Ausgaben bezüg- lich der Anwendung der Gesetzgebung in Sachen Flurbereinigung.- Verauslagter nicht bezuschußbarer Teil .....	75,9	125,4	—
LU	420.03	Beteiligung der wallonischen Region am Erwerb von unbeweglichen Gütern anschließend an der Ausübung des in Sachen Flurbereinigung vorge- sehenen Vorkaufsrechts.- Vorschüsse .....	20,0	16,0	—
		<b>Gesamtbeträge für Kapitel 42.</b>	<b>195,9</b>	<b>356,5</b>	<b>178,8</b>
		<b>Kapitel 43.</b>			
		<i>Erträge des Verkaufs von Vermögensgütern.</i>			
LU	430.01	Gebäude .....	0,4	—	—
LU	430.02	Mobiliar .....	—	—	—
LU	430.03	Maschinen und Material .....	—	—	—
LU	430.04	Kraftfahrzeuge .....	—	—	—
LU	430.05	Beitreibung der Bürgschaften .....	—	—	—
		<b>Gesamtbeträge für Kapitel 43.</b>	<b>0,4</b>	<b>—</b>	<b>—</b>

## TITEL VII.- EINRICHTUNGEN ÖFFENTLICHEN INTERESSES.

(In Millionen Franken)

Anwei- sender Mi- nister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	1994	1993	1992
			pro Artikel	vermutliche	ausgeführte
		<b>Kapitel 44.</b>			
		<b>Vermögenseinnahmen.</b>			
LU	444.01	Rückzahlung der dem Personal bewilligten beizureichenden Vorschüsse .....	—	—	—
		<b>Gesamtbeträge für Kapitel 44.</b>	—	—	—
		<b>Kapitel 45.</b>			
		<b>Beteiligung der wallonischen Region.</b>			
LU	450.01	Funktionsdotations für die laufenden Ausgaben .....	467,7	388,5	266,3
LU	450.02	Funktionsdotations für die Kapitalausgaben .....	12,2	12,2	—
LU	450.03	Liegenschaftspolitik .....	—	3,0	—
		<b>Gesamtbeträge für Kapitel 45.</b>	479,9	403,7	266,3
		<b>Kapitel 49.</b>			
		<b>Einnahmen für Order.</b>			
LU	490.01	Der wallonischen Region zurückzuerstattende Erträge infolge der Beizureichung der für die technischen Ausgaben in Sachen der Anwendung der Gesetze über die Flurbereinigung genehmigten Vorschüsse .....	60,0	45,0	110,4
LU	490.02	Der wallonischen Region zurückzuerstattende Erträge infolge des Weiterverkaufs oder der Neuzuweisung der im Rahmen der Ausübung des in Sachen Flurbereinigung vorgesehenen Vorkaufsrechts erworbenen Immobilien .....	2,9	5,8	—
LU	490.03	Europäische Fonds .....	—	—	22,5
		<b>Gesamtbeträge für Kapitel 49.</b>	62,9	50,8	132,9
		<b>GESAMTBETRÄGE FÜR DIE EINNAHMEN.</b>	770,3	834,7	605,3
		<b>5. AUSGABEN.</b>			
		<b>Kapitel 51.</b>			
		<b>Personalausgaben.</b>			
LU	511.01	Besoldung des festen Personals .....	289,2	259,6	379,3
LU	511.02	Besoldung des Personals mit Dienstvertrag .....	18,7	20,9	—
LU	511.03	Kosten der Renten .....	63,7	18,2	—
LU	511.04	Soziallasten infolge der sozialen Gesetze - Arbeitgeberanteil .....	46,1	41,4	—
LU	511.05	Soziallasten außerhalb der sozialen Gesetze - Arbeitgeberanteil .....	0,2	0,1	—
LU	511.06	Sozialdienst .....	2,1	2,1	1,0
LU	511.07	Berufsausbildung .....	3,1	2,4	0,5
LU	511.09	Lasten der Vergünstigungen für Mahlzeitschecks .....	15,3	13,1	14,3
LU	511.10	Pauschalhonorare .....	0,9	0,7	—
LU	512.01	Entschädigungen an die Mitglieder des Koordinationsausschusses .....	0,3	0,3	—
LU	513.02	Vertretungen und Dienstreisen .....	11,4	7,3	10,3
		<b>Gesamtbeträge für Kapitel 51.</b>	451,0	366,1	405,4

TITEL VII. EINRICHTUNGEN ÖFFENTLICHEN INTERESSES.

(In Millionen Franken)

Anwei- sender Mi- nister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	1994	1993	1992
			pro Artikel	vermutliche	ausgeführte
		<i>Kapitel 52.</i>			
		<i>Zahlungen an Drittpersonen für Dienstleistungen, Lieferungen, usw.</i>			
LU	521.01	Miete der Räumlichkeiten und Nebenkosten .....	2,8	3,8	—
LU	521.02	Mietkosten von Material und Mobiliar .....	1,1	1,2	—
LU	521.03	Instandhaltung und Reparatur der Räumlichkeiten .....	3,8	3,7	7,2
LU	521.04	Instandhaltung und Reparatur des Materials, des Mobiliars und der Kraftfahr- zeuge .....	—	4,3	—
		a) Material und Mobiliar .....	5,1	—	—
		b) Kraftfahrzeuge .....	-0,3	—	—
LU	521.05	Versicherungen .....	0,4	0,6	—
LU	521.06	Steuern und Gebühren .....	3,1	3,6	—
LU	521.07	Sonstiger Verbrauch (Brennstoffe, Strom, usw.) .....	3,0	3,0	—
LU	521.09	Verschiedenes .....	—	—	—
LU	522.01	Bürokosten jeglicher Art .....	—	7,5	19,4
		a) Bürobedarf .....	5,2	—	—
		b) Telephon, Fax und Mobilphon .....	1,0	—	—
		c) Frankierung des Briefwechsels .....	0,8	—	—
		d) Zeitschriften .....	0,4	—	—
		e) Verschiedenes .....	0,1	—	—
LU	523.01	Kosten für Veröffentlichungen und Werbung .....	1,5	1,2	1,4
LU	524.01	Kosten der Streitsachen .....	0,2	0,2	—
LU	525.01	Finanzkosten .....	0,1	0,1	—
LU	526.01	Transportkosten .....	—	0,1	—
LU	526.09	Verschiedenes .....	—	—	—
		<i>Gesamtbeträge für Kapitel 52.</i>	28,9	29,3	28,0
		<i>Kapitel 53.</i>			
		<i>Zahlungen an Drittpersonen infolge der Durchführung, durch die Einrichtung, ihrer Aufträge.</i>			
LU	533.05	Ausgaben im Rahmen der Liegenschaftspolitik .....	—	3,0	—
LU	533.06	Kosten im Zusammenhang mit der Flurbereinigung und der ländlichen Ent- wicklung .....	11,0	10,3	6,8
LU	533.07	Zulieferungskosten im Zusammenhang mit den Aufträgen der Einrichtung ...	8,0	6,5	3,3
		<i>Gesamtbeträge für Kapitel 53.</i>	19,0	19,8	10,1
		<i>Kapitel 54.</i>			
		<i>Ausgaben zu Lasten der Einnahmen mit besonderer Zweckbestimmung.</i>			
LU	540.01	Beteiligungen an den technischen Ausgaben bezüglich der Anwendung der Gesetzgebung in Sachen Flurbereinigung .....	125,0	120,0	198,0
LU	540.02	Ausgaben infolge der Ausübung des in Sachen Flurbereinigung vorgesehe- nen Vorkaufsrechts .....	19,5	16,0	21,0

## TITEL VII.- EINRICHTUNGEN ÖFFENTLICHEN INTERESSES.

(In Millionen Franken)

Anwei- sender Mi- nister	Artikel	BEZEICHNUNGEN	1994	1993	1992
			pro Artikel	vermutliche	ausgeführte
LU	540.03	Grundsteuer der infolge der Ausübung des in Sachen Flurbereinigung vorge- sehenen Vorkaufsrechts erworbenen Güter .....	0,5	—	—
LU	540.09	Vor dem 1. Januar 1993 genehmigte Beteiligungen an den technischen Aus- gaben bezüglich der Anwendung der Gesetzgebung in Sachen Flurbere- inigung .....	50,9	220,5	—
		<i>Gesamtbeiträge für Kapitel 54.</i>	195,9	356,5	219,0
		<i>Kapitel 55.</i>			
		<i>Erwerb von Vermögensgütern.</i>			
LU	550.01	Gebäude, Grundstücke, Immobilien .....	4,3	5,5	8,0
LU	550.02	Mobiliar .....	2,2	1,9	14,5
LU	550.03	Maschinen und Material .....	6,1	4,8	—
LU	550.04	Kraftfahrzeuge .....	—	—	—
LU	550.05	Gewährleistungen .....	—	—	—
		<i>Gesamtbeiträge für Kapitel 55.</i>	12,6	12,2	22,5
		<i>Kapitel 56.</i>			
		<i>Kapitalfinanzgeschäfte.</i>			
		<i>(Uneinschränkende Mittel.)</i>			
LU	560.01	xxxx	—	—	—
		<i>Gesamtbeiträge für Kapitel 56.</i>	—	—	—
		<i>Kapitel 57.</i>			
		<i>Zweckbestimmung der Mehrbeiträge.</i>			
		<i>(Uneinschränkende Mittel.)</i>			
LU	570.01	Entrichtung an die wallonische Region .....	—	—	—
		<i>Gesamtbeiträge für Kapitel 57.</i>	—	—	—
		<i>Kapitel 59.</i>			
		<i>Ausgaben für Order.</i>			
		<i>(Uneinschränkende Mittel.)</i>			
LU	590.01	Rückerstattung an die wallonische Region der für technische Ausgaben be- züglich der Anwendung der Gesetzgebung in Sachen Flurbereinigung bewilligten Vorschüsse .....	60,0	45,0	—
LU	590.02	Rückerstattung an die wallonische Region der für technische Ausgaben be- züglich der Anwendung der Gesetzgebung in Sachen Flurbereinigung bewilligten Vorschüsse .....	2,9	5,8	—
LUI	590.03	Entrichtung für Rechnung Dritter .....	—	22,5	—
		<i>Gesamtbeiträge für Kapitel 59.</i>	62,9	73,3	—
		<b>GESAMTBETRÄGE FÜR DIE AUSGABEN.</b>	<b>770,3</b>	<b>857,2</b>	<b>685,0</b>
Gesehen, um dem Dekret vom 23. Dezember 1993 beigelegt zu werden.					

## VERTALING

N. 94 — 487

## 23 DECEMBER 1993. — Decreet houdende de algemene begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1994 (\*)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

## HOOFDSTUK 1.

## Algemene bepalingen.

Artikel 1.- Voor het begrotingsjaar 1994 worden niet-gesplitste kredieten en gesplitste kredieten geopend tot dekking van de uitgaven van het Waalse Gewest, overeenkomstig de in de bij dit decreet gevoegde tabel opgesomde programma's en waarvan de samenvatting hieronder wordt vermeld.

Navolgende tabel bevat de raming van de in 1994 aan te rekenen uitgaven ten laste van de variabele kredieten.

(In miljoen frank)

	Aard van de kredieten	Vastleggingskredieten	Ordonnanceringkredieten
Ministerie van het Waalse Gewest	Niet-gesplitste kredieten	94 575,1	94 575,1
	Gesplitste kredieten	24 651,6	24 259,5
	Variabele kredieten	6 265,0	4 941,4
Waals Ministerievoor Uitrusting en Vervoer	Niet-gesplitste kredieten	16 058,6	16 058,6
	Gesplitste kredieten	14 093,2	14 076,6
	Variabele kredieten	107,9	107,9
Algemeen totaal	Niet-gesplitste kredieten	110 633,7	110 633,7
	Gesplitste kredieten	38 744,8	38 336,1
	Variabele kredieten	6 372,9	5 049,3

Deze kredieten worden opgesomd in de bij dit decreet gevoegde tabel.

Art. 2.- Elk Lid van de Waalse Regering wordt gemachtigd, binnen de perken van zijn bevoegdheden, provisie toe te kennen aan de advocaten en gerechtsdeurwaarders die optreden voor rekening van het Waalse Gewest.

Art. 3.- In afwijking van artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof mogen geldvoorschotten tot een maximum bedrag van 15 miljoen frank worden verleend aan de buitengewone rekenplichtigen van het Ministerie van het Waalse Gewest en het Waals Ministerie voor Uitrusting en Vervoer met het oog op de uitbetaling van de schuldvorderingen die 200.000 frank niet overschrijden.

Dit maximum bedrag wordt gebracht op 30 miljoen frank voor de buitengewone rekenplichtigen van de centrale diensten van de afdeling Begroting en Comptabiliteit van het Ministerie van het Waalse Gewest en voor de buitengewone rekenplichtigen van de afdeling Comptabiliteit van het Ministerie voor Uitrusting en Vervoer, met uitzondering van de met de vereffening van de ten laste van de basistoelagen 12.04 van programma 01 van afdeling 10 van de administratieve begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest aangerekende vergoedingen belaste buitengewone rekenplichtige, die kan beschikken over geldvoorschotten ten bedrage van 50 miljoen frank. Voor de rekenplichtigen voor buitenlandse betrekkingen en buitenlandse investeringen wordt dit bedrag gebracht op 15 miljoen frank per programma.

In geval van dringende noodzaak mogen de uitgaven boven de 200.000 frank in verband met de buitenlandse betrekkingen van het Gewest en aangerekend ten laste van de basistoelagen van afdeling 16 en afdeling 11, programma 05, eveneens bij middel van geldvoorschotten worden betaald voor zover zij minder dan 500.000 frank bedragen.

\* Zitting 1993-1994:

Bescheiden van de Raad 4-IIIb (1993-1994), nr. 1 tot 5.

Integraal verslag.- Openbare vergadering van 16 december 1993.- Bespreking.

Integraal verslag.- Openbare vergadering van 17 december 1993.- Bespreking.- Aanneming.

De buitengewone rekenplichtigen van het Ministerie, belast met de betaling van de voorschotten voor de kosten van opdrachten, zijn evenwel gemachtigd aan de ambtenaren, kabinetsleden en deskundigen, belast met een opdracht in het buitenland, de nodige voorschotten te verlenen, ongeacht het bedrag.

Bovendien zijn de buitengewone rekenplichtigen van het Ministerie gemachtigd, zonder beperking, de door het Gewest ten gevolge van vonnissen en arresten verschuldigde bedragen te vereffenen.

Art. 4.- De bij het afsluiten van het jaar 1994 beschikbare gesplitste vastleggings- en ordonnanceringkredieten worden niet overgedragen naar het jaar 1995 noch toegevoegd aan de voor dit jaar toegekende kredieten.

Art. 5.- In afwijking van artikel 5 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de comptabiliteit van de Staat, mogen de basistoelagen van de programma's 08 tot 11 van afdeling 10 worden herverdeeld door de Minister van Begroting, ongeacht het bedrag, ter aanvulling van het ter betaling van de interesten van de door het Gewest aangegane leningen noodzakelijk bedrag.

Art. 6.- De Minister van Begroting mag de Thesaurie machtigen, de uitgaven betreffende de schuldenlast ten laste van de basistoelagen van afdeling 10, programma's 08 tot 11, te vereffenen door voorschotten, binnen de perken van de begrotingskredieten en mits latere regularisatie.

Art. 7.- De Waalse Regering is gemachtigd aan de sociale fondsen, ten laste van de op de basistoelagen 30.01 van programma 01 van afdeling 11 van de begroting ingeschreven kredieten, de nodige bedragen te storten tot dekking van de bij overeenkomst aangegane verplichtingen betreffende de uitgevoerde restructuraties.

Art. 8.- De Waalse Regering wordt gemachtigd tot aankoop van de specifieke uitrustingen die eigendom van het Gewest blijven - bestemd voor gebruik in de luchtvaartindustrie en die ter beschikking zullen worden gesteld van de bedrijven van bedoelde sector.

Art. 9.- In afwijking van artikel 15 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de comptabiliteit van de Staat, mogen de basistoelagen van de programma's 01, 06 en 12 van afdeling 11 worden herverdeeld door de met Economie, KMO's en Begroting belaste Ministers, ongeacht het bedrag, in het kader van de uitvoering van de decreten van 25 juni 1992 tot wijziging van de wetten van 30 december 1970 inzake economische expansie en van 4 augustus 1978 inzake economische heroriëntering.

Art. 10.- Artikel 8 van het decreet van 25 juni 1992 tot wijziging van de wet van 30 december 1970 inzake economische expansie en artikel 32.6, opgenomen in de «Bijzondere bepalingen voor het Waalse Gewest» die zijn toegevoegd aan de wet van 4 augustus 1978 inzake economische heroriëntatie bij decreet van 25 juni 1992 tot wijziging van dezelfde wet, worden afgeschaft.

Art. 11.- De Waalse Regering is gemachtigd tot voortzetting, in 1994 en, in gans Wallonië, van het programma voor technologische vernieuwing zoals dit op 23 september 1986 door de EEG werd aangenomen, overeenkomstig reglement nr. 216/84 tot wijziging van reglement nr. 2616/80.

Art. 12.- De Waalse Regering wordt gemachtigd volgende bedragen te storten op de bij het Gemeentekrediet van België geopende gewestelijke rekening voor de sanering van de gemeenten met hoge schulden:

— op 1 april 1994: 387.551.043 F zijnde het bedrag van de annuïteit van het jaar 1993 voor de respectievelijk voor Charleroi en, elk voor de helft, voor Charleroi en Luik aangegane leningen van 2 miljard en 750 miljoen;

— op 1 juli 1994 : 208.147.858 F zijnde het bedrag, voor 1992, van het verschil tussende door het Gemeentekrediet van België aan de uitlenende gemeenten gevorderde annuïteit en de dezelfde, om twee ten honderd verminderde, interestvoet berekende annuïteit voor de leningen voor buitengewone hulp, en als dusdanig aangerekend, evenals voor de door het Waalse Gewest tussen 1981 en 1984 gewaarborgde leningen ter consolidatie op lange termijn van de lasten van de leningen voor buitengewone hulp;

— op 1 augustus 1994 : 1.550.000.000 F zijnde de aanvullende gewestelijke tussenkomst;

— op 1 oktober 1994 : de schijf voorzien in artikel 20, § 4, van het decreet van 20 juli 1989 tot vaststelling van de algemene financieringsmodaliteiten van de gemeenten. Worden beschouwd als zijnde gemeenten in financiële moeilijkheden, in de zin van artikel 20, § 4, de gemeenten die schatkistleningen hebben aangegaan met toegang tot de gewestelijke rekening voor de sanering van de gemeenten met hoge schulden.

Art. 13.- De Waalse Regering wordt gemachtigd tot verdeling, op 1 oktober 1994, van de op de basistoelagen 43.05, 43.09 en 43.10 van programma 02 van afdeling 14 ingeschreven kredieten.

Art. 14.- De Waalse Regering wordt gemachtigd tot verdeling van de op de basistoelagen 43.06 en 43.07 van programma 03 van afdeling 14 ingeschreven kredieten.

Art. 15.- Onverminderd de bepalingen van het decreet van 23 november 1988 betreffende de door het Waalse Gewest toegekende toelagen voor bepaalde investeringen van openbaar nut kan de Waalse Regering toelagen ten belope van 100 % toekennen voor de actieve inrichting van openbare ruimten.

Art. 16.- De Minister van Openbare Werken is gemachtigd volmacht te verlenen aan de Directeur-generaal van het «Office de la Navigation», overeenkomstig de door de Minister vastgestelde modaliteiten, voor de uitvoering, ten laste van de basistoelage 73.21 van afdeling 52, programma 02 van de begroting, van het programma voor buitengewone onderhoudswerken aan de door het «Office de la Navigation» beheerde waterwegen.

Art. 17.- In afwijking van artikel 15 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Staatscomptabiliteit, kunnen de Minister van Openbare Werken en de Minister van Begroting, bij middel van besluit, 1,5 miljard frank van de basistoelage 73.01 van programma 01 van afdeling 51 overdragen naar de basistoelage 81.01 van programma 01 van afdeling 51.

Art. 18.- Voor het begrotingsjaar 1994 wordt de Waalse Regering gemachtigd tot overdracht, overeenkomstig de door haar bepaalde modaliteiten, aan de concessie maatschappijen van de luchthavens van Charleroi-Brussel Zuid en Luik-Bierset van het recht tot inning van de voor het gebruik van de havenfaciliteiten verschuldigde taksen.

Art. 19.- Aanvullend aan artikel 20 van het decreet van 7 oktober 1985 op de bescherming tegen vervuiling van de oppervlaktewateren kunnen de studies en werken in verband met een infrastructuur die eigendom is van een rechtspersoon en waarvan het zuiveringsorganisme de eigendom, gezien de bestemming, niet kan verwerven, door het Gewest worden betaald, in de mate dat deze werken noodzakelijk zijn voor de oprichting van in artikel 18, 1° en 4°, van ditzelfde decreet bedoelde zuiveringsinstallaties.

Een overeenkomst, aangegaan tussen de rechtspersoon die eigenaar is van de infrastructuur en het zuiveringsorganisme en goedgekeurd door de Waalse Regering, bepaalt de rechten en plichten van de partijen evenals de praktische modaliteiten voor de verwezenlijking van de studies en de werken.

Art. 20.- Bepalen de perken van de betreffende basistoelagen mogen navolgende toelagen worden toegekend.

#### *Programma 09.02 : Sociale Dienst :*

Toelagen ten einde de Sociale Dienst van de Diensten van de Waalse Regering toe te laten sociale acties te voeren ten gunste van de ambtenaren van het Waalse Gewest en de technische werking van de dienst te verzekeren.

*Programma 10.02 : Diensten van de Voorzitter, Secretariaat van de Waalse Regering en Kanselarij :*

Toelagen voor acties of studies die bijdragen tot de ontwikkeling van de gewestelijke instelling.

#### *Programma 10.06 : Openbaar Ambt :*

Toelagen aan openbare of privé instellingen voor beroepsopleiding voor de uitvoering van de opleidingsplannen bestemd voor de ambtenaren van het Waalse Gewest en van de ondergeschikte besturen.

#### *Programma 11.01 : Economische Expansie :*

Toelagen voor acties, activiteiten of studies die bijdragen tot de gewestelijke economische ontwikkeling.

#### *Programma 11.06 : KMO's en Middenstand :*

Toelagen voor acties, activiteiten of studies die bijdragen tot de gewestelijke economische ontwikkeling.

#### *Programma 11.07 : Landbouw, slachthuizen en agro-alimentatie :*

Aanvullende en vervangende toelagen aan verenigingen voor teelt, productie en selectie van dieren en gewassen, voor toegepast wetenschappelijk onderzoek, begeleiding, vulgarisatie en promotie van de landbouw.

Toelagen voor de labellisatie en de kwaliteitscontrole van de producten.

Bijkomende en vervangende toelagen aan universitaire Faculteiten, centra voor vorsching en studie, en instellingen voor hoger landbouwonderwijs, voor toegepast wetenschappelijk onderzoek inzake de uitwerking van technieken en systemen voor productie en diversificatie in de landbouw.

Aanvullende en vervangende toelagen aan verenigingen en groeperingen die informatie, sensibilisering en begeleiding inzake landbouw verstrekken.

Toelagen aan verscheidene verenigingen voor de promotie van de Waalse landbouwproducties.

Aanvullende en vervangende toelagen aan de Diensten voor plaatsvervangende in de landbouw.

Toelagen aan in de Bodemcommissie van Wallonië en in het netwerk REQUASUD geïntegreerde laboratoria voor analyse.

#### *Programma 11.08 : Bevordering van de tewerkstelling :*

Toelagen voor proefacties die zich vooral richten tot groepen van bijzonder kwetsbare werklozen.

Toelagen voor initiatieven inzake specifieke vernieuwende programma's inzake beroepsreïntegratie.

*Programma 11.12 : Door de Europese fondsen gefinancierde bijzondere programma's :*

Toelagen voor door de Europese fondsen gefinancierde acties of studies.

#### *Programma 12.01 : Energie :*

Toelagen aan gezinnen met bescheiden inkomen voor de aanmoediging tot investeringen, aankoop en uitvoering van werken die leiden tot energiebesparing of rationeel energieverbruik.

Toelagen aan particulieren die in eigen woning werken uitvoeren met als doel energiebesparing of gebruik van alternatieve energie.

Toelagen aan openbare rechtspersonen en niet-commerciële instellingen voor de aanmoediging van rationeel energieverbruik.

Toelagen aan industriële of commerciële ondernemingen die investeringen doen inzake alternatieve energie of energiebesparende systemen.

Toelagen ter bevordering of ondersteuning van acties inzake promotie van rationeel energieverbruik.

#### *Programma 12.02 : Vorsching :*

Toelagen voor de ten laste neming van de uitgaven voor projecten inzake fundamenteel industrieel wetenschappelijk onderzoek.

Toelagen voor de ten laste neming van de uitgaven bestemd voor de financiering van de voorbereiding of de begeleiding van projecten inzake vorsching of ontwikkeling.

Toelagen voor de verspreiding en de ontwikkeling van nieuwe technologieën, de industriële vernieuwing en vorsching inzake spits technologie.

Toelagen voor activiteiten inzake bevordering van de vorsching, de vernieuwing en de technologische ontwikkeling.

*Programma 12.04 : Door de Europese structurele fondsen gefinancierde bijzondere programma's :*

Toelagen voor door de Europese fondsen gefinancierde acties of studies.

*Programma 13.01 : Bossen :*

Toelagen voor de opslag van sprokkelhout.

Toelagen aan verenigingen die actief zijn op het gebied van bescherming en herwaardering van de bossen.

Toelagen aan ondergeschikte besturen inzake de uitvoering van werken in bossen.

Toelagen aan privé eigenaars voor de regeneratie van de bladdragende soorten, het uitdunnen en snoeien op grote hoogte.

*Programme 13.02 : Natuurbehoud :*

Toelagen aan diverse verenigingen en privé personen voor het natuurbehoud.

Toelagen voor het behoud van opmerkelijke bomen en hagen op privé eigendom en openbare groene ruimten.

Ondersteuning van proefacties op gemeentelijk niveau inzake behoud van de natuur en openbare groene ruimten.

Sensibilisering van het publiek voor de aanplantingen «Journée de l'Arbre».

*Programma 13.03 : Milieu :*

Toelagen aan verenigingen inzake bescherming en behoud van het milieu.

Toelagen voor de bevordering van propere technologieën.

Toelagen aan verenigingen en openbare ondergeschikte besturen in het kader van de «groene week» (semaine verte).

Toelagen voor de aanwerving van milieu adviseurs.

*Programma 13.04 : Beheer van de ondergrond :*

Toelagen aan natuurlijke personen of privé instellingen inzake de ontsluiting van de rijkdommen van de ondergrond.

*Programma 13.05 : Water (controle, beheer en productie) :*

Toelagen voor de conceptie en de uitgave van «La Tribune de l'Eau».

Toelagen in het kader van de rivierverdragen.

Toelagen aan privé instellingen voor sensibilisering, voorlichting en opleiding in materies die het water betreffen.

*Programma 13.07 : Door de Europese fondsen gefinancierde bijzondere programma's :*

Toelagen voor de Europese fondsen gefinancierde acties of studies.

*Programma 13.09 : Preventie inzake milieuvuiling :*

Toelagen aan verenigingen en federaties die zich inzetten voor de milieubescherming.

Ondersteuning van programma's voor opleiding en omscholing van het personeel van de ondergeschikte besturen.

*Programma 13.10 : Jacht, visvangst en visteelt :*

Toelagen aan verenigingen van jagers en vissers.

Toelagen bestemd voor de ontwikkeling van de visteelt.

*Programma 14.01 : Toezicht :*

Werkingsstoelagen aan de Hoge Raad voor Steden, Gemeenten en Provincies.

Toelagen en vergoedingen aan privé verenigingen die acties inzake het gemeentelijk leven organiseren.

Toelagen aan gemeenten en openbare instellingen voor het losmaken van bodenklinken inzake de ontwikkeling van de lokale besturen.

*Programma 14.02 : Algemene financiering van de gemeenten :*

Toelagen ten gunste van de hoofdstad Namen.

Toelagen ten gunste van gemeenten in het kader van hulpverlening in het beheer, specifieke acties voor sociale integratie en veiligheid en acties ter leniging van akuele noden.

*Programma 14.03 : Algemene financiering van de provincies :*

Tussenkost voor de ten laste neming van de werkingskosten van de externe centra voor Toezicht.

Aanvullende toelage voor de leniging van specifieke noden en als bijdrage ter compensatie van de taks op de waterontname.

*Programma 14.04 : Gesubsidieerde werken :*

Toelagen voor het plaatsen van signalisatie langs de in de driejarenplannen opgenomen bouwwerven.

Toelagen aan privé of openbare instellingen voor sensibilisering, voorlichting en opleiding inzake materies die de gesubsidieerde werken betreffen.

Toelagen aan de openbare en privé sector voor acties voor sensibilisering, informatie, bevordering en opleiding inzake sport.

*Programma 15.01 : Ruimtelijke ordening en stedenbouw :*

Toelagen voor acties die een goede ruimtelijke ordening bevorderen zowel op plaatselijk als op regionaal vlak.

*Programma 15.02 : Stadsvernieuwing en gedesaffekteerde gebieden inzake economische activiteit :*

Toelagen inzake acties met het oog op de bevordering en de begunstiging van de reffectatie, de renovatie en de aanpassing van het bestaand patrimonium met als doel een meer verantwoord bodemgebruik.

*Programma 15.03 : Landelijke vernieuwing en ruilverkaveling :*

Toelage aan de «Fondation rurale de Wallonie» overeenkomstig de kaderovereenkomst.

Toelagen aan natuurlijke personen of privé instellingen voor de bevordering, de ontsluiting, de sensibilisering of de voorlichting inzake landelijke ontwikkeling of ruilverkaveling.

Toelagen aan natuurlijke personen of privé instellingen voor acties, initiatieven of verrichtingen inzake landelijke vernieuwing.

*Programma 15.04 : Huisvesting - privé sector :*

Toelagen inzake acties met het oog op de bevordering van een betere aanpassing van het woningbestand in de privé sector aan de noden van de gemeenschap.

*Programma 15.05 : Huisvesting - openbare sector :*

Toelagen inzake door openbare besturen gevoerde acties inzake bouw, renovatie en bevordering van huisvesting.

Toelagen inzake acties gevoerd ten gunste van wijkbesturen in sociale woonwijken.

*Programma 15.06 : Monumenten, landschappen en opgravingen :*

Toelagen inzake wetenschappelijke studies, ter bescherming, reffectatie en bevordering van het monumentenpatrimonium, het natuurlijk en archeologisch patrimonium van het Waalse Gewest.

*Programma 15.07 : Door de Europese fondsen gefinancierde bijzondere programma's :*

Toelagen voor de Europese fondsen gefinancierde acties of studies.

*Programma 16.02 : Internationale betrekkingen :*

Toelagen inzake acties of studies die bijdragen tot de ontwikkeling van de buitenlandse betrekkingen van het Gewest.

*Programma 16.03 : Door de Europese fondsen gefinancierde bijzondere programma's :*

Toelagen voor de Europese fondsen gefinancierde acties of studies.

*Programma 17.01 : Gezondheid :*

Toelagen voor onderzoek op het gebied van de gezondheid.

Toelagen aan geïntegreerde gezondheidscentra.

Toelagen voor acties op het gebied van drugsverslaving.

*Programma 17.02 : Geestelijke gezondheid :*

Toelagen aan centra voor tele-onthaal.

Toelagen aan instellingen voor studies en experimenten inzake geestelijke gezondheid.

*Programma 17.03 : Sociale actie :*

Toelagen aan instellingen voor sociale actie en acties inzake gezin en derde leeftijd.

Toelagen voor de financiering van onderzoek op sociaal gebied.

Toelagen aan instellingen voor coördinatie en documentatie op sociaal gebied.

Toelagen aan centra voor sociale dienst.

Ondersteuning van bijzondere initiatieven van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

*Programma 17.05 : Bejaarden :*

Toelagen aan dagverblijven voor bejaarden in de privé sector.

Toelagen aan dagverblijven voor bejaarden in de openbare sector.

*Programma 17.06 : Gehandicapten*

Toelagen voor acties inzake sociale bevordering en integratie van gehandicapten.

Subsidies aan diensten die hulp verstrekken ter bevordering van activiteiten in het dagelijks leven voor volwassen gehandicapten.

*Programma 17.07 : Sociale integratie van migranten :*

Allerhande uitgaven inzake migranten.

Toelagen inzake sociale integratie van uitheemse bevolkingsgroepen.

Subsidies toegekend aan gewestelijke centra voor integratie van migranten.

Subsidies aan openbare en privé instellingen die acties voeren op het gebied van opvang en integratie van migranten.

*Programma 18.01 : Toerisme :*

Toelagen inzake acties, activiteiten of studies die bijdragen tot de ontwikkeling van het gewestelijk toerisme.

*Programma 18.02 : Door de Europese fondsen gefinancierde bijzondere programma's :*

Toelagen voor de Europese fondsen gefinancierde acties of studies.

*Programma 50.02 : Werkingskosten en prestaties door derden :*

Toelagen bestemd voor de organisatie van tentoonstellingen en conferenties evenals voor studies.

Toelagen voor de bevordering van acties voor verkeersveiligheid.

Toelagen aan diverse verenigingen en groeperingen voor sensibilisering, voorlichting en opleiding inzake openbare infrastructuur.

*Programma 50.04 : Vestiging der gebouwen :*

Toelagen voor het uitreiken van prijzen in het kader van de integratie van kunstwerken in de gebouwen van het Gewest.

*Programma 52.03 : Bevordering van de binnenvaart :*

Toelagen aan verenigingen die actief zijn op het gebied van de bevordering en de ontsluiting van de binnenvaart.

Toelagen bestemd voor de organisatie van tentoonstellingen en conferenties evenals voor studies.

*Programma 54.01 : Stedelijk en interstedelijk vervoer :*

Toelagen aan verenigingen met als doelstelling de bevordering van het openbaar vervoer.

Toelagen aan verenigingen die de mobiliteit inzake vervoer bestuderen en/of voorstaan.

Toelagen ter ondersteuning van organisatoren van manifestaties in verband met het vervoer.

Toelagen bestemd voor de bevordering van het imago van het Waalse Gewest en van zijn tussenkomst ten gunste van het vervoer.

*Programma 54.02 : Luchthavens en vliegvelden :*

Toelagen aan de exploitatiebedrijven van de gewestelijke luchthavens en vliegvelden met oog op de bevordering van hun installaties.

*Programma 54.04 : Bevordering en coördinatie van het vervoer :*

Toelagen inzake activiteiten voor opleiding, onderzoeken vernieuwing op het gebied van het vervoer.

**Art. 21.-** De Minister die de begroting onder zijn bevoegdheden heeft stelt het Rekenhof regelmatig in kennis van de ten laste van de vastleggingsmachtigingen aangegane verbintenissen, met uitzondering van deze vermeld in artikel 23, 24, 25, 27 en 29.

De door artikel 23, 24, 25, 27 en 29 toegestane verbintenissen zijn onderworpen aan het visum van de controleur der vastleggingen en aan het Rekenhof.

Voor de tiende van iedere maand legt de controleur der vastleggingen aan het Rekenhof een in drievoud opgemaakte lijst met de verantwoordingsstukken voor, die enerzijds het bedrag vermeldt van de vastleggingen die tijdens de afgelopen maand werden geïmpeerd en, anderzijds, het bedrag aangeeft van de vastleggingen die werden geïmpeerd sedert het begin van het jaar.

De lijst van de maand december geldt als samenvattende jaarlijkse lijst.

Het Rekenhof zendt een geïmpeerd exemplaar van deze lijst terug naar de Minister die de begroting onder zijn bevoegdheden heeft.

**Art. 22.-** Het op 31 december 1993 beschikbaar saldo op de rekening van de Instelling wordt overgedragen naar een gewestelijke rekening bestemd voor de ten laste neming van de tot op die datum door het Organisme aangegane verbintenissen.

## HOOFDSTUK 2.

### Vastleggingsmachtigingen.

**Art. 23.-** De Waalse Regering wordt gemachtigd, in naam van het Gewest de verbintenis aan te gaan aan de financiële instellingen de interesten en de delging te betalen van de sommen die zij voor rekening van het Gewest aan de bouwers en kopers van gemiddelde of daarmee gelijkgestelde sociale woningen hebben betaald als premies of als verminderingen van interest. Het totale bedrag van de in 1994 toegekende premies is beperkt tot 194,0 miljoen frank.

**Art. 24.-** De Waalse Regering wordt gemachtigd, in naam van het Gewest de verbintenis aan te gaan tot het betalen van de interest en de aflossing van de door het Gemeentekrediet van België of door de Waalse Regering erkende financiële instellingen toegestane leningen ter vervanging van de toelagen aan de ondergeschikte openbare besturen voor de uitvoering van werken die onder hun toezicht staan.

Deze verbintenissen mogen in 1994 voor de totale omvang van de leningen niet meer bedragen dan :

1° 1.000,0 miljoen frank voor de werken inzake wegnen, gebouwen, kerken, riolering, enz.;

2° 180,0 miljoen frank voor de werken inzake waterbereiding en watertoevoer tot aan de watertorens meegeerkend;

3° 160,0 miljoen frank voor de werken inzake openbare slachthuizen.

**Art. 25.- § 1.-** De Waalse Regering wordt gemachtigd tot het aangaan, in naam van het Waalse Gewest, van de verbintenis tot het betalen, op de vervaldag, van de interesten, delging, binnen een termijn van maximum dertig jaar, van de door het Gemeentekrediet van België toegestane leningen ter vervanging van de in artikel 6 van de wet van 6 juli 1973 tot wijziging van de wet van 23 december 1963 betreffende de ziekenhuizen vermelde tussenkomsten.

Deze verbintenissen mogen in 1994 voor de totale omvang van de leningen niet meer bedragen dan 250 miljoen frank.

§ 2.- Bovendien wordt de Waalse Regering gemachtigd tot het aangaan, in naam van het Waalse Gewest, van de verbintenis tot het betalen, op de vervaldag, aan de openbare besturen van de interest en delging, binnen een termijn van maximum dertig jaar, van de door het Gemeentekrediet van België toegestane leningen ter vervanging van de toelagen aan de openbare besturen, gecoördineerd ten gunste van de uitvoering van werken die onder diens hoog toezicht staan.

Deze verbintenissen mogen in 1994 voor de totale omvang van de leningen niet meer bedragen dan 70 miljoen frank (huisvesting, derde leeftijd, kinderdagverblijven, welzijnscentra, gezondheidscentra, enz.).

§ 3.- De Minister die het gezondheidsbeleid en het beleid inzake sociale bijstand onder zijn bevoegdheden heeft en de Minister van Begroting worden gemachtigd overdrachten tussen de voornoemde bedragen van 250 en 70 miljoen frank laten verrichten.

**Art. 26.-** De Waalse Regering wordt gemachtigd tot het opnemen, bij het Gemeentekrediet van België en in naam van het Waalse Gewest, voor rekening van het psychiatrisch ziekenhuis «Les Maronniers» te Doornik, van een krediet ten bedrage van maximum 234 miljoen frank, en voor rekening van het ziekenhuis «Chênes aux Haies» te Bergen, van een krediet ten bedrage van maximum 200 miljoen frank, ter prefinanciering van de werkingskosten van voornoemde ziekenhuizen.

De interesten van deze kredieten worden berekend in de prijs van een verplegingsdag van de betrokken ziekenhuizen.

Art. 27.- Onverminderd de bepalingen van voorgaand artikel wordt de Waalse Regering gemachtigd tot het aangaan van de verbintenis tot betaling, op de vervaldag, van de interest en delging, binnen een termijn van ten hoogste twintig jaar, van de door het Gemeentekrediet van België toegestane leningen, voor bedragen gelijk aan 40 % van de kostprijs van de in de psychiatrische ziekenhuizen te Bergen en Doornik uitgevoerde werken.

Deze machtigingen tot het aangaan van leningen mogen in 1994 niet meer bedragen dan 45 miljoen frank.

De interesten en de delging van voornoemde leningen worden berekend in de prijs van een verplegingsdag van de betrokken ziekenhuizen.

Art. 28.- Overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 23 april 1936 tot oprichting van de Waalse Maatschappij der Waterleidingen, wordt de Waalse Regering gemachtigd, in naam van het Gewest in te tekenen voor aandelen in het maatschappelijk kapitaal van deze maatschappij.

Deze machtiging mag voor de totale omvang van de aandelen niet meer bedragen dan 140 miljoen frank.

Art. 29.- In afwijking van artikel 30 van het decreet van 30 april 1990 tot heffing van een belasting op de lozing van industrieel en huishoudelijk afvalwater wordt de Waalse Regering gemachtigd tot het aangaan, in naam van het Gewest, van de verbintenis tot betaling van de interest en de aflossing van de door het Gemeentekrediet van België of de door de Waalse Regering erkende financiële instellingen toegestane leningen, ter vervanging van de toelagen aan de ondergeschikte openbare besturen, voor de uitvoering van werken voor de verbetering en de zuivering van het water ten belope van een bedrag van 1.200 miljoen frank.

Aanvullend bij artikel 30 van voornoemd decreet van 30 april 1990, is de Minister die het Waterbeleid onder zijn bevoegdheden heeft gemachtigd tot de vastlegging, in 1994, van de uitgaven voor de financiering van de toelagen aan de instellingen voor waterzuivering ten belope van een bedrag van 2.300 miljoen frank, ten laste van het begrotingsfonds 01.01 van programma 06 van afdeling 13, ongeacht het beschikbaar saldo van dit fonds.

Art. 30.- De Waalse Regering is gemachtigd tot het afsluiten van een contract voor de bouw van een administratief gebouw, gefinancierd via vaste annuïteiten, beperkt tot navolgend bedrag, financieringskosten niet inbegrepen :

Namen, «site de la Gare» ..... 1.786 miljoen F

Art. 31.- De Waalse Regering wordt gemachtigd tot het sluiten van bouwcontracten, overeenkomstig de algemene voorwaarden voor aankoop of huur vermeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 mei 1981 betreffende de algemene voorwaarden voor de toekenning van openbare aanbestedingen voor de bevordering van werken en leveringen, met het oog op de bouw, te Namen, van navolgende administratieve gebouwen, ten belope van navolgende maximumbedragen :

place Léopold, gebouw «Bibot» .....	240,0 miljoen F
boulevard Smet de Nayer, gebouw «Germinal» .....	350,0 miljoen F
rue du Premier Lancier, wijk «Célestines» .....	155,5 miljoen F
avenue Bovesse - rue Burniaux .....	500,0 miljoen F

### HOOFDSTUK 3.

#### Gewestelijke waarborgen.

Art. 32.- De Waalse Regering is gemachtigd over het aangaan van leningen te beschikken naargelang de staat van de geldmiddelen van het Fonds der Grote Gezinnen van Wallonië. Het totaal bedrag van de onder dekking van de gewestelijke waarborg toegestane leningen mag in geen geval meer bedragen dan 1,6 miljard frank.

Art. 33.- De Waalse Regering is gemachtigd de waarborg van het Waalse Gewest te verlenen voor de leningen van de Waalse Maatschappij der Waterleidingen ten belope van een maximum bedrag van 2 miljard frank.

Art. 34.- § 1.- De Waalse Regering wordt gemachtigd, tot 31 december 1994 de aanvullende waarborg van het Waalse Gewest toe te kennen voor de gehele of gedeeltelijke terugbetaling in hoofdsom, rente en bijkomende kosten, van leningen voor buitengewone hulp, en als zodanig aangerekend, die door gemeenten bij het Gemeentekrediet van België

worden aangegaan. Deze waarborg zal evenwel slechts worden toegekend aan de gemeenten die een saneringsplan van hun financiën voorleggen en, ten einde de uitvoering ervan te verzekeren, bijzondere dwingende toezichtsmodaliteiten aanvaarden.

§ 2.- De Waalse Regering wordt gemachtigd, onder dezelfde voorwaarden, leningen aan te gaan ten einde de gemeenten de sommen te lenen die vereist zijn voor de zekerstelling van de consolidatie op lange termijn van de tussen 1981 en 1984 door het Waalse Gewest gewaarborgde leningen voor buitengewone hulp.

§ 3.- De krachtens dit artikel verleende aanvullende waarborgen mogen het globaal bedrag van 12 miljard frank niet overschrijden.

Art. 35.- De Waalse Regering wordt gemachtigd de waarborg van het Waalse Gewest toe te kennen voor de door landbouwers en landbouwbedrijven aangeane leningen voor investeringen in land- en tuinbouw, en dit voor een totaal bedrag van 3,3 miljard frank in 1994.

Art. 36.- De Waalse Regering wordt gemachtigd de waarborg van het Gewest toe te kennen voor de leningen van de Waalse gewestelijke Vervoersmaatschappij betreffende de uitbatingsinvesteringen, met inbegrip van de in de hoedanigheid van bus- en/of materiaalhuurder gedane verrichtingen, binnen de perken voorzien onder de basistoelage 61.01 van programma 01 van afdeling 54.

### HOOFDSTUK 4.

#### Verlenen van voorschotten.

Art. 37.- De Minister-Voorzitter en de Leden van de Waalse Regering mogen voorschotten toekennen op de financiële tussenkomst van het Gewest in de uitgaven voor :

1° werken inzake zuivering van afvalwater en ruilverkaveling.

Deze voorschotten mogen ten hoogste bedragen :

- 30 % van het bedrag van de aangegane overeenkomsten van minder dan 50 miljoen frank;
- 25 % van het bedrag van de aangegane overeenkomsten die tussen de 50 en de 200 miljoen frank liggen;
- 20 % van het bedrag van de aangegane overeenkomsten van meer dan 200 miljoen frank.

Het bedrag van de financiële tussenkomst van het Gewest, bepaald op het ogenblik van de aanwijzing van de aannemer, dient als referentie voor de berekening van het voorschot.

Deze som zal aan de rechthebbende instelling worden gestort op het ogenblik dat de administratie het bevel tot aanvang der werken heeft verkregen.

2° Werken uitgevoerd in het kader van een project voor landelijke of stadshernieuwing.

a) Deze voorschotten mogen niet hoger zijn dan 20 % van de toelage berekend op basis van het bedrag van de aangegane overeenkomst. Deze som zal aan de rechthebbende instelling worden gestort op het ogenblik dat het Gewest het bevel tot aanvang der werken heeft gekregen.

b) Een voorafgaand voorschot, forfaitair vastgelegd op 5 % van de toelage berekend op basis van de raming van de overeenkomst, kan worden toegekend voor voorontwerp- en ontwerpstudies. Deze som zal aan de rechthebbende instelling worden gestort na goedkeuring, door het Gewest, van de raming van de overeenkomst bij de overhandiging van het voorontwerp.

Art. 38.- De Waalse Regering is gemachtigd, binnende perken van de op de basistoelage 63.05 van programma 04 van afdeling 14 ingeschreven kredieten, gemeenten die door rampen werden getroffen een tegemoetkoming toe te staan, ten einde deze in staat te stellen aan de getroffen terugvorderbare voorschotten te verstrekken, in afwachting van de tussenkomst van het Rampenfonds.

### HOOFDSTUK 5.

#### Afzonderlijke afdeling.

Art. 39.- In afwijking van artikel 16 van de wet van 28 juni 1989 tot wijziging van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de comptabiliteit van de Staat, zijn de bepalingen van artikel 1 en 5 van bedoelde wet niet van toepassing tijdens het jaar 1994 voor wat betreft de fondsen vermeld onder Titel IV van de bij dit decreet gevoegde tabel.

Art. 40.- De wijze van beschikking over het tegoed vermeld voor de fondsen ingeschreven onder Titel IV van de bij dit decreet gevoegde tabel wordt aangeduid naast het artikelnummer of littera van elk betreffend fonds.

De fondsen waarvan de uitgaven aan het voorafgaand visum van het Rekenhof worden voorgelegd worden door het teken A aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarover rechtstreeks wordt beschikt door de rekenplichtigen die de ontvangsten ervan hebben verricht worden door het teken C aangeduid.

Art. 41.- Ten laste van de fondsen van de afdelingen 34, 38 en 40, vermeld onder Titel IV van de bij dit decreet gevoegde tabel mogen in 1994 geen nieuwe verbintenissen worden aangegaan.

Art. 42.- De Minister die bevoegd is voor Versing en Technologie mag, buiten de perken van de beschikbare ontvangsten van artikel 60.02.A, afdeling 10, deel II, Titel IV, uitgaven vastleggen ten belope van de bedragen van de tussenkomst die in het kader van het Fonds voor industriële vernieuwing ter beschikking worden gesteld (vierde opdracht).

Art. 43.- De Minister die de begroting onder zijn bevoegdheden heeft mag, buiten de perken van de beschikbare ontvangsten van artikel 60.02.A.01 (FEDER), 60.02.A.02 (FEOGA) en 60.02.A.03 (FSE) van afdeling 10, deel I, van Titel IV, uitgaven vastleggen ten belope van de door de EEG als tussenkomst ter beschikking gestelde bedragen.

#### HOOFDSTUK 6.

##### Gewestelijke ondernemingen.

Art. 44.- De bij dit decreet gevoegde begroting van de «Entreprise régionale de Production et d'Adduction d'Eau» voor het jaar 1994 is goedgekeurd.

Deze begroting bedraagt 1.049,7 miljoen frank voor de ontvangsten en 1.049,7 miljoen frank voor de uitgaven.

Art. 45.- In afwijking van artikel 116 van de gecoördineerde wetten op de comptabiliteit van de Staat mag de Minister die het Waterbeleid onder zijn bevoegdheden heeft overgaan tot elke nieuwe herverdeling van de in de begroting van de uitgaven van de «Entreprise régionale de Production et d'Adduction d'Eau» ingeschreven basistoelagen.

Art. 46.- De bij dit decreet gevoegde begroting van het «Office régional wallon des Déchets» voor het jaar 1994 is goedgekeurd.

Deze begroting bedraagt 3.611,0 miljoen frank voor de ontvangsten en 3.611,0 miljoen frank voor de uitgaven.

Art. 47.- In afwijking van artikel 116 van de gecoördineerde wetten op de comptabiliteit van de Staat mag de Minister die het Milieu onder zijn bevoegdheden heeft overgaan tot elke nieuwe herverdeling van de in de begroting van de uitgaven van het «Office régional wallon des Déchets» ingeschreven basistoelagen.

#### HOOFDSTUK 7.

##### Afzonderlijk beheerde gewestelijke dienst.

Art. 48.- De bij dit decreet gevoegde begroting van de «Agence wallonne à l'Exportation» voor het jaar 1994 is goedgekeurd.

Deze begroting bedraagt 979,7 miljoen frank voor de ontvangsten en 829,7 miljoen frank voor de uitgaven.

#### HOOFDSTUK 8.

##### Instellingen van openbaar nut.

Art. 49.- De bij dit decreet gevoegde begroting van het «Fonds wallon d'avances pour la réparation des dommages provoqués par les prises et pompages d'eau souterraine» voor het jaar 1994 is goedgekeurd.

Deze begroting bedraagt 150,8 miljoen frank voor de ontvangsten en 150,8 miljoen frank voor de uitgaven.

Art. 50.- De bij dit decreet gevoegde begroting van het «Office wallon de Développement rural» voor het jaar 1994 is goedgekeurd.

Deze begroting bedraagt 770,3 miljoen frank voor de ontvangsten en 770,3 miljoen frank voor de uitgaven.

Art. 51.- De Minister die de ruilverkaveling onder zijn bevoegdheden heeft mag overgaan tot elke nieuwe herverdeling van de in de begroting van de uitgaven van het «Office wallon de Développement rural» ingeschreven basistoelagen.

#### HOOFDSTUK 9.

##### Slotbepalingen.

Art. 52.- Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1994.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 23 december 1993.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Regering, belast met Economie, KMO's, Toerisme,  
Internationale Betrekkingen en Buitenlandse Handel,  
G. SPITAELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding,  
A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, belast met Administratie, Plaatselijke Besturen,  
Gesubsidieerde Werken en Sportinfrastructuur,  
G. MATHOT

De Minister van Ruimtelijke Ordening en Vervoer,  
A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,  
J.-P. GRAFE

De Minister van Begroting, belast met Sociale Actie en Gezondheid,  
Huisvesting en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,  
G. LUTGEN

ALGEMENE BEGROTING VAN DE UITGAVEN VAN HET WAALSE GEWEST  
VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1994

(In miljoen frank)

		Niet gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
			Vas- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
<i>Afdeling 01.</i>				
<i>Dotatie aan de Waalse Gewestraad,</i>				
Programma 01.00	Dotatie aan de Waalse Gewestraad .....	497,0	0	0
	<i>-Totalen voor afdeling 01.</i>	497,0	0	0
<i>Afdeling 02.</i>				
<i>Kabinetsuitgaven van de Minister-Voorzitter van de Waalse Regering, belast met Economie, KMO's, Toerisme, Internationale Betrekkingen en Buitenlandse Handel.</i>				
Programma 02.00	Bestaansmiddelen .....	191,5	0	0
	<i>Totalen voor afdeling 02.</i>	191,5	0	0
<i>Afdeling 03.</i>				
<i>Kabinetsuitgaven van de Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek, Teweerkstelling en Beroepsopleiding.</i>				
Programma 03.00	Bestaansmiddelen .....	168,4	0	0
	<i>Totalen voor afdeling 03.</i>	168,4	0	0
<i>Afdeling 04.</i>				
<i>Kabinetsuitgaven van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, belast met Administratie, Plaatselijke Besturen, Gesubsidieerde Werken en Sportinfrastructuren.</i>				
Programma 04.00	Bestaansmiddelen .....	142,2	0	0
	<i>Totalen voor afdeling 04.</i>	142,2	0	0
<i>Afdeling 05.</i>				
<i>Kabinetsuitgaven van de Minister van Ruimtelijke Ordening en Vervoer.</i>				
Programma 05.00	Bestaansmiddelen .....	154,1	0	0
	<i>Totalen voor afdeling 05.</i>	154,1	0	0
<i>Afdeling 06.</i>				
<i>Kabinetsuitgaven van de Minister van Openbare Werken.</i>				
Programma 06.00	Bestaansmiddelen .....	143,3	0	0
	<i>Totalen voor afdeling 06.</i>	143,3	0	0

		(In miljoen frank)		
		Niet-gesplijste kredieten	Gesplijste kredieten	
			Vastleggingskredieten	Ordonnanceringkredieten
<b>Afdeling 07.</b>				
<i>Kabinetsuitgaven van de Minister van Begroting, belast met Sociale Actie en Gezondheid, Huisvesting en Patrimonium.</i>				
Programma 07.00	Bestaansmiddelen .....	166,4	0	0
<i>Totalen voor afdeling 07.</i>		166,4	0	0
<b>Afdeling 08.</b>				
<i>Kabinetsuitgaven van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw.</i>				
Programma 08.00	Bestaansmiddelen .....	143,6	0	0
<i>Totalen voor afdeling 08.</i>		143,6	0	0
<b>Afdeling 09.</b>				
<i>Diensten van de Waalse Regering en niet aan de organieke afdelingen verbonden organismen.</i>				
Programma 09.01	Economische en sociale Raad van het Waalse Gewest .....	93,4	50,0	100,0
Programma 09.02	Sociale dienst .....	59,0	0	0
<i>Totalen voor afdeling 09.</i>		152,4	50,0	100,0
<b>Afdeling 10.</b>				
<i>Secretariaat-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest.</i>				
Programma 10.01	Algemeen beheer van het personeel van het Ministerie .....	4 251,7	0	0
Programma 10.02	Dienst van het voorzitterschap, secretariaat van de Waalse Regering en Kansellarij .....	72,0	0	0
Programma 10.03	Administratieve informatica .....	284,8	0	0
Programma 10.04	Gewestelijke statistieken .....	33,9	0	0
Programma 10.05	Juridische directie .....	5,2	0	0
Programma 10.06	Openbaar ambt .....	24,6	0	0
Programma 10.07	Thesaurie, Begroting en Financiën .....	65,1	0	0
Programma 10.08	Algemene schuldenlast .....	2 732,4	0	0
Programma 10.09	Schuldenlast Huisvesting .....	4 281,0	0	0
Programma 10.10	Schuldenlast plaatselijke besturen .....	3 959,7	0	0
Programma 10.11	Schuldenlast Water .....	376,0	0	0
Programma 10.12	Communicatie en informatie .....	28,9	0	0
Programma 10.13	Schuldenlast sociale actie en gezondheid .....	1 057,7	0	0
<i>Totalen voor afdeling 10.</i>		17 173,0	0	0

		<i>(In miljoen frank)</i>		
		Niet gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
			Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
<i>Afdeling 11.</i>				
<i>Economie, tewerkstelling en beroepsopleiding.</i>				
Programma 11.01	Economische expansie .....	680,2	3 120,0	3 800,7
Programma 11.02	Restructuratie en ontwikkeling .....	42,0	2 500,0	2 500,0
Programma 11.03	Industriezones en tewerkstellingszones .....	40,0	530,0	513,0
Programma 11.05	Bevordering van buitenlandse investeringen .....	69,7	7,5	7,5
Programma 11.06	KMO's en Middenstand .....	158,2	3 179,5	3 156,3
Programma 11.07	Landbouw, slachthuizen en agrarische voedingsproducten .....	595,6	1 603,0	461,9
Programma 11.08	Bevordering van de tewerkstelling .....	98,8	0	0
Programma 11.09	Forem .....	2 196,5	0	0
<i>Oprichtingsfonds : Begrotingsfonds Enkele tewerkstelling</i>				
<i>Saldo op 1 januari 1994</i>		0	0	0
<i>Ontvangsten van het lopend jaar</i>		0	100,0	100,0
<i>Beschikbaar voor het jaar 1994</i>		0	100,0	100,0
<i>Uitgaven ten laste van het Fonds</i>		0	100,0	100,0
<i>Saldo op 31 december 1994</i>		0	0	0
Programma 11.10	Door de administratie beheerd plan voor de opslorping van de werkloosheid waarvan de kostenovername echter verzekerd wordt door Forem .....	7 218,2	0	0
Programma 11.11	Rechtstreeks door de administratie beheerd plan voor de opslorping van de werkloosheid .....	4 684,7	488,2	528,7
Programma 11.12	Door de Europese fondsen gefinancierde bijzondere programma's .....	395,5	2 244,6	1 466,5
Programma 11.13	Vorming van loon- en weddetrekkenden behalve Forem .....	142,0	0	0
Programma 11.14	Forem - Vorming .....	1 633,6	0	0
Programma 11.15	Landbouwkundige vorming .....	37,1	0	0
Programma 11.16	Vorming van zelfstandigen .....	686,3	0	0
<i>Totalen voor afdeling 11.</i>		18 678,4	13 772,8	12 534,6
<i>Afdeling 12.</i>				
<i>Technologiën en vorsing.</i>				
Programma 12.01	Energie .....	35,0	292,0	321,5
Programma 12.02	Vorsing .....	341,7	787,5	975,7
Programma 12.03	Tegemoetkomingen aan bedrijven .....	0	1 284,8	1 315,7
Programma 12.04	Door de Europese structurele fondsen gefinancierde bijzondere programma's .....	0	450,0	373,0
<i>Totalen voor afdeling 12.</i>		376,7	2 814,3	2 985,9
<i>Afdeling 13.</i>				
<i>Natuurlijke hulpbronnen en leefmilieu.</i>				
Programma 13.01	Bossen .....	106,1	176,7	168,1
Programma 13.02	Natuurbehoud .....	93,1	133,0	158,8

		(In miljoen frank)			
		Niet gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten		
			Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten	
Programma	13.03	Leefmilieu .....	617,3	0	1,0
		<i>Oprichtingsfonds : Fonds voor afvalbeheer decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op afvalstoffen)</i>			
		<i>Saldo op 1 januari 1994</i>	0	1 690,0	1 690,0
		<i>Ontvangsten van het lopend jaar</i>	0	1 675,0	1 675,0
		<i>Beschikbaar voor het jaar 1994</i>	0	3 365,0	3 365,0
		<i>Uitgaven ten laste van het Fonds</i>	0	3 365,0	3 365,0
		<i>Saldo op 31 december 1994</i>	0	0	0
Programma	13.04	Ondergrondse rijkdommen .....	44,5	4,0	33,3
Programma	13.05	Water (controle, beheer en productie) .....	544,2	962,7	1 102,4
		<i>Oprichtingsfonds : Fonds voor de bescherming van het voor drinkwater geschikt water (decreet van 30 april 1990 betreffende de bescherming en de exploitatie van voor drinkwater geschikt water)</i>			
		<i>Saldo op 1 januari 1994</i>	0	0	0
		<i>Ontvangsten van het lopend jaar</i>	0	500,0	500,0
		<i>Beschikbaar voor het jaar 1994</i>	0	500,0	500,0
		<i>Uitgaven ten laste van het Fonds</i>	0	500,0	200,0
		<i>Saldo op 31 december 1994</i>	0	0	300,0
		<i>Oprichtingsfonds . Fonds voor de bescherming van het grondwater (decreet van 30 april 1990 betreffende de bescherming en de exploitatie van voor drinkwater geschikt water)</i>			
		<i>Saldo op 1 januari 1994</i>	0	0	0
		<i>Ontvangsten van het lopend jaar</i>	0	0	0
		<i>Beschikbaar voor het jaar 1994</i>	0	0	0
		<i>Uitgaven ten laste van het Fonds</i>	0	0	0
		<i>Saldo op 31 december 1994</i>	0	0	0
Programma	13.06	Bescherming van het water tegen vervuiling .....	755,8	0	384,9
		<i>Oprichtingsfonds : Fonds voor de bescherming van het oppervlaktewater (decreet van 30 april 1990 betreffende het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater)</i>			
		<i>Saldo op 1 januari 1994</i>	0	- 1 244,5	1 765,1
		<i>Netto ontvangsten van het lopend jaar</i>	0	1 406,0	1 406,0
		<i>Beschikbaar voor het jaar 1994</i>	0	161,5	3 171,1
		<i>Uitgaven ten laste van het Fonds</i>	0	2 300,0	1 276,4
		<i>Saldo op 31 december 1994</i>	0	- 2 138,5	1 894,7
Programma	13.07	Door de Europese structurele fondsen gefinancierde bijzondere programma's	0	101,2	121,7
Programma	13.08	Controle van milieuvervuiling .....	60,6	35,6	34,6
Programma	13.09	Preventie van milieuvervuiling .....	35,9	0	0
Programma	13.10	Jacht, visvangst en vjsteelt .....	21,9	39,0	41,0
		<i>Totalen voor afdeling 13.</i>	2 279,4	7 617,2	6 887,2
		<i>Afdeling 14.</i>			
		<i>Plaatselijke besturen.</i>			
Programma	14.01	Toezicht .....	34,4	0	0
Programma	14.02	Algemene financiering van de gemeenten .....	32 455,4	100,0	50,0
Programma	14.03	Algemene financiering van de provincies .....	3 519,3	0	0
Programma	14.04	Gesubsidieerde werken en sportinfrastructuur .....	75,6	2 123,4	1 752,1
		<i>Totalen voor afdeling 14.</i>	36 084,7	2 223,4	1 802,1

		<i>(In miljoen frank)</i>		
		Niet gesplijste kredieten	Gesplijste kredieten	
			Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
<i>Afdeling 15.</i>				
<i>Ruimtelijke ordening en huisvesting.</i>				
Programma 15.01	Ruimtelijke ordening en stedenbouw .....	71,1	32,5	146,0
Programma 15.02	Stadsvernieuwing en sanering van verlaten industriegebieden .....	42,6	683,5	582,1
<i>Oprichtingsfonds : Fonds voor de vernieuwing van de Waalse gebieden (wet van 27 juni 1978)</i>				
<i>Saldo op 1 januari 1994</i>		0	0	0
<i>Ontvangsten van het lopend jaar</i>		0	0	0
<i>Beschikbaar voor het jaar 1994</i>		0	0	0
<i>Uitgaven ten laste van het Fonds</i>		0	0	0
<i>Saldo op 31 december 1994</i>		0	0	0
Programma 15.03	Landinrichting en ruilverkaveling .....	698,0	172,0	172,0
Programma 15.04	Huisvesting : privé sector .....	2 315,6	560,0	701,0
Programma 15.05	Huisvesting : openbare sector .....	1 624,0	650,7	965,4
Programma 15.06	Monumenten, landschappen en opgravingen .....	189,6	493,2	547,5
Programma 15.07	Door de Europese structurele fondsen gefinancierde bijzondere programma's	0	250,0	275,0
<i>Totalen voor afdeling 15.</i>		4 940,9	2 841,9	3 389,0
<i>Afdeling 16.</i>				
<i>Externe betrekkingen.</i>				
Programma 16.01	Buitenlandse handel .....	517,0	0	0
Programma 16.02	Bevordering van het Gewest op internationaal niveau .....	195,0	0	0
Programma 16.03	Door de Europese structurele fondsen gefinancierde bijzondere programma's	0	85,0	52,0
<i>Totalen voor afdeling 16.</i>		712,0	85,0	52,0
<i>Afdeling 17.</i>				
<i>Sociale actie en gezondheid.</i>				
Programma 17.01	Gezondheid .....	257,0	720,0	720,0
Programma 17.02	Geestelijke gezondheid .....	577,5	0	0
Programma 17.03	Sociale actie .....	198,0	0	0
Programma 17.04	Gezin .....	2 334,8	15,0	15,0
Programma 17.05	Bejaarden .....	14,1	200,0	200,0
Programma 17.06	Gehandicapten .....	8 811,7	111,3	111,3
Programma 17.07	Sociale integratie van migranten .....	31,3	0	0
<i>Totalen voor afdeling 17.</i>		12 224,4	1 046,3	1 046,3

		(In miljoen frank)		
		Niet gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
			Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
<i>Afdeling 18.</i>				
<i>Toerisme.</i>				
Programma 18.01	Toerisme .....	346,7	315,7	328,8
Programma 18.02	Door de Europese fondsen gefinancierde bijzondere programma's .....	0	150,0	75,0
<i>Totalen voor afdeling 18.</i>		346,7	465,7	403,8
<i>Afdeling 50.</i>				
<i>Secretariaat-generaal van het Waals Ministerie voor Uitrusting en Vervoer.</i>				
Programma 50.01	Algemeen beheer van het personeel van het Ministerie .....	4 553,4	0	0
Programma 50.02	Werkingskosten en prestaties door derden .....	171,9	0	4,0
Programma 50.03	Onroerend beheer en gebouwen .....	801,9	0	0
Programma 50.04	Vestiging der gebouwen .....	1,1	435,9	680,4
Programma 50.05	Uitrusting en leveringen .....	291,6	0	0
Programma 50.06	Informatiebeheer van het Waals Ministerie voor Uitrusting en Vervoer .....	301,8	0	0
<i>Totalen voor afdeling 50.</i>		6 121,7	435,9	684,4
<i>Afdeling 51.</i>				
<i>Wegennet van het Gewest.</i>				
Programma 51.01	Aanleg van het wegennet .....	46,6	3 848,5	4 842,1
Programma 51.02	Verzorging en onderhoud van het wegennet .....	73,0	3 405,1	2 407,8
<i>Oprichtingsfonds : Verkeers- en averijfonds (decreet van 17 december 1992 tot oprichting van begrotingsfondsen inzake Openbare Werken)</i>				
<i>Saldo op 1 januari 1994</i>		0	0	0
<i>Ontvangsten van het lopend jaar</i>		0	160,0	160,0
<i>Beschikbaar voor het jaar 1994</i>		0	160,0	160,0
<i>Uitgaven ten laste van het Fonds</i>		0	66,8	66,8
<i>Saldo op 31 december 1994</i>		0	93,2	93,2
Programma 51.03	Door de Europese structurele fondsen gefinancierde bijzondere programma's .....	0	260,0	130,0
<i>Totalen voor afdeling 51.</i>		119,6	7 580,4	7 446,7
<i>Afdeling 52.</i>				
<i>Waterlopen van het Gewest.</i>				
Programma 52.01	Investeringen voor waterwegen, havens en toegangswegen, evenals voor stuwdammen en spaarbekkens .....	10,3	1 599,5	1 612,2

		(In miljoen frank)		
		Niet gesplijste kredieten	Gesplijste kredieten	
			Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
Programma 52.02	Verzorging en onderhoud van de waterwegen.  <i>Oprichtingsfonds : Verkeers- en averijfonds (decreet van 17 december 1992 tot oprichting van begrotingsfondsen inzake Openbare Werken)</i>  <i>Saldo op 1 januari 1994</i> <i>Ontvangsten van het lopend jaar</i> <i>Beschikbaar voor het jaar 1994</i> <i>Uitgaven ten laste van het Fonds</i> <i>Saldo op 31 december 1994</i>	489,1  0 0 0 0	809,7  0 74,0 74,0 30,8 43,2	598,7  0 74,0 74,0 30,8 43,2
Programma 52.03	Bevordering van de binnenvaart .....	5,3	0	0
<i>Totalen voor afdeling 52.</i>		504,7	2 440,0	2 241,7
<b>Afdeling 53.</b>				
<i>Technische diensten.</i>				
Programma 53.01	Elektriciteit - Wegen - Aanleg .....	0	431,6	518,8
Programma 53.02	Elektriciteit - Wegen - Onderhoud .....	0	1 327,2	1 263,3
Programma 53.03	Elektriciteit - Waterwegen - Aanleg .....	0	16,8	25,0
Programma 53.04	Elektriciteit - Waterwegen - Onderhoud .....	0	358,5	272,2
Programma 53.05	Telecommunicatienet - Aanleg .....	0	83,6	84,0
Programma 53.06	Telecommunicatienet - Onderhoud .....	0	217,7	173,5
Programma 53.07	Integratie in het landschap .....	0	32,0	25,0
Programma 53.08	Cartografie .....	115,3	0	0
Programma 53.09	Uitrusting van het Waals Ministerie voor Uitrusting en Vervoer .....	365,5	0	0
<i>Oprichtingsfonds : Fonds voor technische studies (decreet van 17 december 1992 tot oprichting van begrotingsfondsen inzake Openbare Werken)</i>  <i>Saldo op 1 januari 1994</i> <i>Ontvangsten van het lopend jaar</i> <i>Beschikbaar voor het jaar 1994</i> <i>Uitgaven ten laste van het Fonds</i> <i>Saldo op 31 december 1994</i>		0 0 0 0 0	0 15,0 15,0 10,3 4,7	0 15,0 15,0 10,3 4,7
<i>Totalen voor afdeling 53.</i>		480,8	2 477,7	2 372,1
<b>Afdeling 54.</b>				
<i>Vervoer.</i>				
Programma 54.01	Stedelijk en interstedelijk vervoer .....	8 026,4	621,9	670,1
Programma 54.02	Gewestelijke luchthavens en vliegvelden .....	128,8	435,5	673,6
Programma 54.03	Binnenvaart .....	5,2	0	0
Programma 54.04	Bevordering en coördinatie van het vervoer .....	11,3	15,7	8,9
Programma 54.05	Leerlingenvervoer .....	660,1	0	0
Programma 54.06	Door de Europese structurele fondsen gefinancierde bijzondere programma's .....	0	194,0	87,0
<i>Totalen voor afdeling 54.</i>		8 831,8	1 267,1	1 439,6
<b>ALGEMENE TOTALEN.</b>		110 633,7	45 117,7	43 385,4

## TITEL IV.- AFZONDERLIJKE AFDELING.

(In miljoen frank)

Ordonnancerende Minister	Artikel	TEKSTEN	Saldo op 1 januari 1994	Ontvangsten van het jaar	Uitgaven van het jaar	Saldo op 31 december 1994
		<b>DEEL I.</b>				
		Verrichtingen gestijfd door lopende ontvangsten.				
		<i>Afdeling 10.</i>				
CO	60 02 A	01. Fonds bestemd voor de verwezenlijking van de door het "FEDER" gefinancierde bijzondere programma's .....	0	784,6	750,0	34,6
CO		02. Fonds bestemd voor de verwezenlijking van de door het "FEOGA" gefinancierde bijzondere programma's .....	12,2	95,0	104,0	3,2
CO		03. Fonds bestemd voor de verwezenlijking van de door het "FSE" gefinancierde bijzondere programma's .....	0	12,0	12,0	0
CO		04. Fonds bestemd voor de verwezenlijking van de in het kader van "PDI" door de Europese Gemeenschappen gefinancierde bijzondere programma's ..	11,4	0	4,0	7,4
CO	60 03 C	Beheersfonds van het niet voor de administratie bestemde gewestelijk onroerend patrimonium .....	61,0	15,0	8,7	67,3
LU	60 04 C	Visserijfonds (wet van 1 juli 1954) .....	9,5	34,2	42,4	1,3
LU	60 05 A	01. Wettelijke voorafnemng op de opbrengst van de in de bossen van de vroegere "Gruerie d'Arlon" (Anlier-Ruitles, enz.) gedane kappingen.- Werkings- en inrichtingskosten .....	22,8	10,0	10,0	22,8
LU		02. Wettelijke voorafnemng op de opbrengst van de in het bos van Mariemont gedane kappingen.- Werkings- en inrichtingskosten .....	6,2	0	0	6,2
LU		03. Wettelijke voorafnemng op de opbrengst van de in het bos van Herbeumont gedane kappingen.- Werkings- en inrichtingskosten .....	12,0	3,0	3,0	12,0
LU		04. Wettelijke voorafnemng op de opbrengst van de in het bos van Stambruges gedane kappingen.- Werkings- en inrichtingskosten .....	2,0	0	0	2,0
		<i>Totalen voor afdeling 10.</i>	137,1	953,8	934,1	156,8
		<i>Afdeling 31.</i>				
CO	66 08 A	Fonds bestemd voor de zekerstelling van de vastlegging en ordonnanciering van de uitgaven inzake compensatiekredieten .....	5,7	0	0	5,7
		<i>Totalen voor afdeling 31.</i>	5,7	0	0	5,7
		<i>Afdeling 34.</i>				
SP	60 01 A	01. Fonds voor economische expansie en regionale reconversie (koninklijk besluit nr. 1 van 18 april 1967).- Sector Economische Zaken .....	52,7	0	52,7	0
		<i>Totalen voor afdeling 34.</i>	52,7	0	52,7	0
		<b>Totalen voor Titel IV, deel I.</b>	195,5	953,8	986,8	162,5
		<b>DEEL II.</b>				
		Verrichtingen gestijfd door kapitaalontvangsten.				
		<i>Afdeling 10.</i>				
SP	60 01 A	Fonds voor industriële vernieuwing (eerste, tweede en derde opdracht) .....	4,1	0	4,1	0
LI	60 02 A	Fonds voor industriële vernieuwing (vierde opdracht) .....	112,2	0	0	112,2
BA	60 03 A	Tussenkomst voor de aanleg van grondreserves, hetzij door aankoop, hetzij door toelagen aan openbare instellingen en ondergeschikte besturen, hetzij door terugvorderbare voorschotten aan diezelfde instellingen en besturen .....	3,5	20,0	0	23,5
LU	60 04 A	Fonds voor de reconstitutie en de rationalisatie van het bospatrimonium van het Gewest .....	5,9	0	5,9	0

## TITEL IV.- AFZONDERLIJKE AFDELING.

Ordonnancerende Minister	Artikel	TEKSTEN	(In miljoen frank)			
			Saldo op 1 januari 1994	Ontvangsten van het jaar	Uitgaven van het jaar	Saldo op 31 december 1994
SP	60 05 A	Fonds voor de schadeloosstelling van de in het kader van de wetten op de economische expansie doorgevoerde onteigeningen .....	74,8	4,0	0,1	78,7
LI	60 07 A	Fonds voor de financiering van de hulp en de tussenkomsten van het Waalse Gewest voor vorsing en technologie .....	0	80,0	80,0	0
LI	60 09 A	Fonds voor industriële vernieuwing (derde opdracht) .....	163,8	0	0	163,8
		<i>Totalen voor afdeling 10.</i>	364,3	104,0	90,1	378,2
		<i>Afdeling 33.</i>				
LU	63 01 A	Fonds bestemd voor de toekenning van terugvorderbare voorschotten aan het "Office wallon de Développement rural" voor de uitvoering van artikel 56 en 57 van de wet van 22 juli 1970 op de wettelijke ruilverkaveling van landeigendommen en van artikel 76 van de wet van 12 juli 1976 op de wettelijke ruilverkaveling van landeigendommen bij de uitvoering van grote infrastructuurwerken .....	33,9	0	0	33,9
		<i>Totalen voor afdeling 33.</i>	33,9	0	0	33,9
		<i>Afdeling 34.</i>				
SP	60 01 A	01. Fonds voor economische expansie en regionale reconversie.- Sector Economische Zaken (wetten op de expansie) .....	90,8	0	90,8	0
SP		03. Fonds voor economische expansie en regionale reconversie.- Sector Openbare Werken .....	100,3	0	100,3	0
SP		06. Fonds voor economische expansie en regionale reconversie.- Sector Economische Zaken, restructuraties.- Uitvoering door de Executieve van artikel 2, § 3, van de wet van 2 april 1962 .....	103,4	0	103,4	0
		(De uitgaven ten laste van deze onderlittera mogen worden betaald door kredietopening, in toepassing van artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op het Rekenhof.)				
		<i>Totalen voor afdeling 34.</i>	294,5	0	294,5	0
		<i>Afdeling 38.</i>				
LU	60 08 A	Fonds bestemd voor de strijd tegen de hinder in het Waalse Gewest .....	56,2	0	0	56,2
		<i>Totalen voor afdeling 38.</i>	56,2	0	0	56,2
		<i>Afdeling 40.</i>				
LU	60 01 A	Fonds voor economische expansie en regionale reconversie (koninklijk besluit nr. 1 van 18 april 1967) .....	62,4	0	0	62,4
LU	60 04 A	Fonds bestemd voor de strijd tegen de hinder in het Waalse Gewest .....	157,1	0	60,0	97,1
		<i>Totalen voor afdeling 40.</i>	219,5	0	60,0	159,5
		<i>Totalen voor Titel IV, deel II.</i>	968,4	104,0	444,6	627,8
		<i>Totalen voor Titel IV, deel I en II.</i>	1 163,9	1 057,8	1 431,4	790,3

## TITEL V.- GEWESTELIJK BEDRIJF.

(In miljoen frank)

Ordonnancerende Minister	Artikel	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceringskredieten
		<b>GEWESTELIJK BEDRIJF VOOR DE BEREIDING EN TOEVOER VAN WATER.</b>			
		<b>UITGAVEN.</b>			
		<i>Afdeling I.- Lopende verrichtingen.</i>			
LU	11.03	Bezoldigingen en toelagen van het actief en ter beschikking gesteld personeel van het gewestelijk bedrijf .....	132,5	—	—
LU	11.04	Allerhande toelagen van het actief en ter beschikking gesteld personeel van het gewestelijk bedrijf .....	4,0	—	—
LU	12.01	Levering van goederen en diensten en intellectuele prestaties voor de verwezenlijking van de opdrachten van het gewestelijk bedrijf, met inbegrip van de verschuldigde bedragen en taksen inzake de toepassing van de decreten van 30 april 1990 .....	260,0	—	—
LU	12.02	Allerhande vergoedingen aan het personeel voor werkelijke lasten en materiële schade evenals de vervoerkosten betreffende dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de werkgever in de prijs van de sociale abonnementen) .....	1,7	—	—
LU	21.01	Te betalen interesten .....	0	—	—
LU	33.01	Diverse vergoedingen aan derden ten gevolge van de aansprakelijkheid van het bedrijf .....	1,0	—	—
LU	41.01	Overdracht naar de gewestelijke thesaurie .....	0	—	—
LU	03.01	Aanvulling van het fonds voor risico's en lasten t.o.v. derden .....	0	—	—
LU	03.02	Aanvulling van het reservefonds .....	0,5	—	—
LU	03.03	Aanvulling van het vernieuwingsfonds .....	16,5	—	—
LU	03.04	Aanvulling van het amortisatiefonds .....	33,0	—	—
		<i>Totalen voor afdeling I.</i>	449,2	—	—
		<i>Afdeling II.- Kapitaalverrichtingen.</i>			
LU	71.01	Aankoop van gronden en gebouwen in verband met de activiteiten van het bedrijf .....	—	0	0
LU	73.01	Uitgaven in verband met de door het bedrijf uitgevoerde werken en aankopen, met inbegrip van studies en kosten .....	—	529,0	349,0
LU	73.02	01. Werken en studies inzake productie en aanvoer van water, met inbegrip van de grote waterwerken .....	—	50,0	95,4
LU		02. Werken en studies inzake productie en aanvoer van water.- Toepassing van het decreet van 30 april 1990 inzake koolstofrijk kalksteen .....	—	100,0	25,0
LU	73.20	Verbeteringswerken en buitengewoon onderhoud, met inbegrip van de toepassing van de decreten van 30 april 1990 .....	—	135,0	116,1
LU	74.01	Aankoop van machines, meubilair, materieel, transportmiddelen inbegrepen .....	—	18,0	15,0
		<i>Totalen voor afdeling II.</i>	0	832,0	600,5
		<i>Totalen voor de uitgaven.</i>	449,2	832,0	600,5

TITEL V.- GEWESTELIJK BEDRIJF.

(In miljoen frank)

Ordonnancerende Minister	Artikel	TEKSTEN	Vastgestelde rechten
		<b>ONTVANGSTEN.</b>	
		<i>Afdeling I.- Lopende verrichtingen.</i>	
LU	16.01	Verkoop van water en elektriciteit .....	436,7
LU	16.02	Opbrengsten in verband met de specifieke opdrachten van het bedrijf .....	0,6
LU	16.04	Diverse opbrengsten .....	0,9
LU	08.01	01. Financiële tussenkomst van het Waalse Gewest : werking .....	0
LU		02. Financiële tussenkomst van het Waalse Gewest in toepassing van de decreten van 30 april 1990 .....	0
LU	08.02	Toelage van het Waalse Gewest voor risico's en lasten t.o.v. derden .....	0
LU	08.03	01. Rente op belegde fondsen .....	9,5
LU		02. Voorafname op het amortisatiefonds .....	0,5
LU		03. Voorafname op het fonds voor risico's en lasten t.o.v. derden .....	1,0
		<i>Totaal voor afdeling I.</i>	449,2
		<i>Afdeling II.- Kapitaalverrichtingen.</i>	
LU	08.04	01. Financiële tussenkomst van het Waalse Gewest .....	400,0
LU		02. Financiële tussenkomst van het Waalse Gewest in toepassing van de decreten van 30 april 1990 .....	25,0
LU	08.05	Diverse vermogensontvangsten .....	0
LU	08.06	Voorafname op het vernieuwingsfonds .....	0,5
LU	08.07	Voorafname op het reservefonds .....	175,0
		<i>Totaal voor afdeling II.</i>	600,5
		<i>Totaal voor de ontvangsten.</i>	1 049,7

TITEL V.- GEWESTELIJK BEDRIJF.

(In miljoen frank)

Ordonnancerende Minister	Artikel	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceringskredieten
		<b>WAAELSE GEWESTELIJKE DIENST VOOR AFVALSTOFFEN.</b>			
		<b>UITGAVEN.</b>			
		<i>Afdeling I.- Lopende verrichtingen.</i>			
LU	11.03	Bezoldigingen en toelagen van het actief en ter beschikking gesteld personeel van het gewestelijk bedrijf en van de diensten "propere technologieën" en "propere produkten" .....	p.m.	—	—
LU	11.04	Allerhande toelagen van het actief en ter beschikking gesteld personeel van het gewestelijk bedrijf .....	p.m.	—	—
LU	12.01	Studies, levering van goederen en diensten en intellectuele prestaties voor de verwezenlijking van de opdrachten van het gewestelijk bedrijf .....	—	12,0	12,0

## TITEL V.- GEWESTELIJK BEDRIJF.

(In miljoen frank)

Ordonnancerende Minister	Artikel	TEKSTEN	Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceringskredieten
LU	12.02	Allerhande vergoedingen aan het personeel voor werkelijke lasten en materiële schade evenals de vervoerkosten betreffende dienstreizen (met inbegrip van de bijdrage van de werkgever in de prijs van de sociale abonnementen) .....	p.m.	—	—
LU	12.03	Studies, levering van goederen en diensten en intellectuele prestaties evenals public relations, documentatie, deelname aan seminars en colloquia, kosten van vergaderingen .....	30,0	—	—
LU	12.04	Inzameling van bijzondere afvalstoffen en recupereerbaar materiaal .....	—	133,0	120,0
LU	12.05	Levering van goederen en diensten en intellectuele prestaties voor de verwezenlijking van de opdrachten van de diensten "propere technologieën" en "propere produkten" .....	—	0	0
LU	12.07	Levering van goederen en diensten in verband met de computerverwerking van de gegevens betreffende overbrenging en vernietiging van afvalstoffen (niet-beperkende kredieten) .....	—	10,0	40,0
LU	12.08	Inningskosten van de taks op huishoudelijk afval (niet-beperkende kredieten) .....	30,0	—	—
LU	14.01	Buitengewone kosten voor verwerking, overbrenging of vernietiging van afvalstoffen, door het Gewest vooruitbetaald krachtens artikel 16, 21 of 28 van het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen .....	—	0	0
LU	21.01	Interesten op de schuld .....	0	—	—
LU	30.01	Toelagen aan de niet-openbare sector inzake afvalbeheer .....	—	12,0	10,0
LU	32.01	Werkingskosten van SPAQUE (niet-beperkende kredieten) .....	60,0	—	—
LU	33.01	Diverse vergoedingen aan derden ten gevolge van de aansprakelijkheid van het bedrijf .....	0	—	—
LU	43.01	Toelagen aan ondergeschikte besturen voor de verbetering inzake afvalbeheer .....	132,0	—	—
LU	43.03	Toelagen ten gunste van gemeenten en intercommunales die een afvalstoffenverwerkingsbeleid voeren (niet-beperkende kredieten) .....	—	500,0	850,0
LU	03.01	Aanvulling van het fonds voor risico's en lasten t.o.v. derden .....	0	—	—
LU	03.02	Aanvulling van het vernieuwingsfonds .....	0	—	—
LU	03.03	Aanvulling van het amortisatiefonds .....	0	—	—
LU	03.04	Aanvulling van het reservefonds .....	0	—	—
		<i>Totalen voor afdeling I.</i>	252,0	667,0	1 032,0
		<i>Afdeling II.- Kapitaalverrichtingen.</i>			
LU	50.02	Toelagen aan de niet-openbare sector inzake milieubescherming .....	—	0	0
LU	51.01	Voorschotten aan derden inzake gewestelijke tussenkomst betreffende herstelmaatregelen .....	—	400,0	400,0
LU	60.01	Toelagen aan de openbare sector inzake milieubescherming en verwerking van afvalstoffen .....	—	2 517,0	1 920,0
LU	71.01	Aankoop van gronden en gebouwen in verband met de activiteiten van het bedrijf .....	—	0	0
LU	73.01	Uitgaven in verband met de door het bedrijf uitgevoerde werken en aankopen, met inbegrip van studies en kosten .....	—	0	0

## TITEL V.- GEWESTELIJK BEDRIJF.

Ordonnancerende Minister	Artikel	TEKSTEN	(In miljoen frank)		
			Niet-gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
				Vastleggingskredieten	Ordonnanceringskredieten
LU	74.06	Aankoop van machines, meubilair, materieel, transportmiddelen inbegrepen .....	7,0	—	—
LU	81.01	Verstrekken van kapitalen en terugvorderbare voorschotten inzake milieu en afvalstoffenverwerking .....	—	0	0
LU	81.02	Verstrekken van kapitalen en terugvorderbare voorschotten inzake milieu en afvalstoffenverwerking .....	0	—	—
LU	91.01	Delging van de schuld .....	0	—	—
		<i>Totaal voor afdeling II.</i>	7,0	2 917,0	2 320,0
		<i>Totaal voor de uitgaven.</i>	259,0	3 584,0	3 352,0

## TITEL V.- GEWESTELIJK BEDRIJF.

Ordonnancerende Minister	Artikel	TEKSTEN	(In miljoen frank)	
			Vastgestelde rechten	
		<b>ONTVANGSTEN.</b>		
		<i>Afdeling I.- Lopende verrichtingen.</i>		
LU	16.01	Verkoop van diensten .....	0	
LU	16.02	Diverse opbrengsten .....	0	
LU	06.01	Dotatie van het Waalse Gewest (opbrengst van de belasting) .....	3 185,0	
LU	06.02	Dotatie van het Waalse Gewest voor risico's en lasten t.o.v. derden .....	0	
LU	06.03	01. Rente op belegde fondsen .....	0	
LU		02. Voorafname op het amortisatiefonds .....	0	
LU		03. Voorafname op het fonds voor risico's en lasten t.o.v. derden .....	0	
		<i>Totaal voor afdeling I.</i>	3 185,0	
		<i>Afdeling II.- Kapitaalverrichtingen.</i>		
LU	96.01	Opbrengst van leningen .....	0	
LU	08.04	Dotatie van het Waalse Gewest .....	426,0	
LU	08.05	Diverse vermogensontvangsten .....	0	
LU	08.06	Voorafname op het vernieuwingsfonds .....	0	
LU	08.07	Voorafname op het reservefonds .....	0	
		<i>Totaal voor afdeling II.</i>	426,0	
		<i>Totaal voor de ontvangsten.</i>	3 611,0	

## TITEL VI.- AFZONDERLIJK BEHEERDE GEWESTELIJKE DIENST.

(In miljoen frank)

Ordonnancerende Minister	Artikel	TEKSTEN	
		<b>WAALS AGENTSCHAP VOOR DE EXPORT — AWEX</b>	
		<b>AFDELING I.- LOPENDE VERRICHTINGEN.</b>	
		<b>A. Ontvangsten.</b>	
SP	16.01	Terugbetaling van leveringen van diensten .....	7,0
SP	16.02	Diverse opbrengsten .....	203,5
SP	06.01	Tussenkornst van het Waalse Gewest .....	334,5
SP	08.01	Beschikbaar saldo op 31 december 1993, kassaldo inbegrepen .....	159,2
		<b>Totaal voor de ontvangsten.</b>	<b>704,2</b>
		<b>B. Uitgaven.</b>	
SP	11.03	Bezoldigingen en toelagen van het contractueel personeel van het gewestelijk agentschap .....	0
SP	11.04	Allerhande toelagen van het contractueel personeel van het gewestelijk agentschap .....	0
SP	12.02	Levering van goederen en diensten voor de verwezenlijking van de opdrachten van AWEX, inzonderheid kosten voor missies, deelname aan jaarbeurzen, seminars, colloquia, vergaderingen, public relations, documentatie, expertises, studies, enz. ....	184,8
SP	12.03	Werkingskosten van vertegenwoordigingen in het buitenland .....	202,4
SP	30.01	Toelage voor de bevordering van de buitenlandse handel evenals de buitenlandse investeringen .....	167,0
		<b>Totaal voor de uitgaven.</b>	<b>554,2</b>
		<b>C. Overdrachten.</b>	
		<b>D. Provisioneel krediet.</b>	
SP	11.05	Provisie voor de indexatie van de bezoldigingen, kosten van de sociale programmatie .....	0
		<b>Totaal voor het provisioneel krediet.</b>	<b>0</b>
		<b>E. Saldo.</b>	
		Ontvangsten .....	704,2
		Uitgaven .....	554,2
		Provisioneel krediet .....	0
		<b>Totaal voor het saldo.</b>	<b>150,0</b>

## TITEL VI.- AFZONDERLIJK BEHEERDE GEWESTELIJKE DIENST.

(In miljoen frank)

Ordonnancerende Minister	Artikel	TEKSTEN	
		<b>AFDELING II.- KAPITAALVERRICHTINGEN.</b>	
		<i>A. Ontvangsten.</i>	
SP	81.01	Terugbetaling van leningen, verstrekte kapitalen, voorschotten .....	91,0
SP	06.01	Tussenkost van het Waalse Gewest .....	182,5
SP	08.01	Beschikbaar saldo op 31 december 1993, kassaldo inbegrepen .....	2,0
SP	08.05	Diverse vermogensontvangsten .....	0
		<i>Totaal voor de ontvangsten.</i>	275,5
		<i>B. Uitgaven.</i>	
SP	71.01	Aankoop of geschiktmaking van gronden en gebouwen in verband met de opdrachten van het agentschap .....	0
SP	74.06	Aankoop van machines, meubilair, materieel, transportmiddelen inbegrepen .....	1,5
SP	81.01	Terugbetaalbare leningen, terugvorderbare voorschotten, verstreken van kapitalen ter bevordering van de buitenlandse handel en de buitenlandse investeringen .....	274,0
		<i>Totaal voor de uitgaven.</i>	275,5
		<i>C. Overdrachten.</i>	
		<i>D. Saldo.</i>	
		Ontvangsten .....	275,5
		Uitgaven .....	275,5
		Saldo .....	0
		<i>Totaal voor het saldo.</i>	0
		<b>AFDELING III.- VERRICHTINGEN VOOR ORDER.</b>	
		<i>A. Ontvangsten.</i>	
		1. Fonds voor derden .....	0
		2. Thesauriefonds .....	0
		<i>Totaal voor de ontvangsten.</i>	0
		<i>B. Uitgaven.</i>	
		1. Fonds voor derden .....	0
		2. Thesauriefonds .....	0
		<i>Totaal voor de uitgaven.</i>	0
		<i>C. Saldo.</i>	

## TITEL VII.- INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT.

(In miljoen frank)

Ordon- nance- rende Minister	Artikel	T E K S T E N	1994	1993	1992
			per artikel	vermoedelijke	gedane
		<b>WAALS FONDS VOOR VOORSCHOTTEN TER HERSTELLING VAN DE SCHADE VEROORZAAKT DOOR HET AFTAPPEN EN OPPOMPEN VAN GRONDWATER.</b>			
		<b>4. ONTVANGSTEN.</b>			
LU	411.05	Terugbetaling van voorschotten .....	22,0	—	—
LU	411.07	Opbrengst der contributies .....	120,0	—	—
LU	412.01	Verkoop van documenten .....	2,8	—	—
LU	413.01	Interest op beleggingen .....	6,0	—	—
LU	442.01	Leningen .....	—	—	—
		<b>TOTALEN VOOR DE ONTVANGSTEN.</b>	150,8	—	—
		<b>5. UITGAVEN.</b>			
LU	511.08	Beheersvergoedingen .....	0,1	—	—
LU	513.02	Verplaatsingskosten .....	—	—	—
LU	522.01	Bureaunkosten .....	p.m.	—	—
LU	523.01	Kosten voor het drukken van documenten .....	2,8	—	—
LU	524.01	Expertisekosten .....	—	—	—
LU	524.02	Hypotheekkosten .....	1,0	—	—
LU	524.03	Gerechtskosten .....	2,0	—	—
LU	525.01	Interesten van leningen .....	—	—	—
LU	540.01	Kosten van studies en geotechnische proefnemingen .....	5,0	—	—
LU	540.02	Storting van voorschotten .....	135,0	—	—
LU	560.01	Terugbetaling van leningen .....	—	—	—
LU	560.02	Terugbetaling van contributies .....	4,9	—	—
LU	560.05	Consolidatie van de reservefondsen .....	—	—	—
		<b>TOTALEN VOOR DE UITGAVEN.</b>	150,8	—	—

## TITEL VII.- INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT.

(In miljoen frank)

Ordon- nance- rende Minister	Artikel	T E K S T E N	1994	1993	1992
			per artikel	vermoedelijke	gedane
		<b>WAALSE DIENST VOOR LANDELIJKE ONTWIKKELING.</b>			
		<b>4. ONTVANGSTEN.</b>			
		<b>Hoofdstuk 4F.</b>			
		<i>Opbrengsten uit de waarneming van de opdrachten van de Dienst.</i>			
LU	411.01	Opbrengsten voortvloeiend uit de eigendom van in het kader van de uitoefening van het inzake ruilverkaveling bepaalde recht van voorkoop verworven onroerende goederen .....	2,2	2,2	0,1

## TITEL VII.- INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT.

(In miljoen frank)

Ordon- nante- rende Minister	Artikel	T E K S T E N	1994	1993	1992
			per artikel	vermoedelijke	gedane
LU	411.02	Opbrengsten voortvloeiend uit de eigendom van in het kader van het grond- beleid verworven goederen .....	—	—	—
LU	411.03	Recuperatie van kosten voor bewaking, controle en studies .....	12,0	7,0	5,2
LU	411.04	In het kader van de landelijke ontwikkeling aangegane overeenkomsten ....	6,0	5,0	5,5
LU	411.05	Recuperatie van ten onrechte gedane betalingen .....	—	—	—
LU	411.06	Huur van gebouwen .....	4,4	4,3	8,1
LU	411.07	Verkoop van plannen en lastenboeken .....	0,1	0,1	—
LU	411.09	Tussenkost van de personeelsleden in de lasten van de voordelen in maal- tijdscheques .....	3,5	3,1	3,0
LU	412.01	Verkoop van publicaties .....	—	—	—
LU	413.01	Interest op beleggingen .....	3,0	2,0	4,1
LU	414.01	Diverse opbrengsten .....	—	—	1,3
		<i>Totalen voor hoofdstuk 41.</i>	31,2	23,7	27,3
		<i>Hoofdstuk 42.</i>			
		<i>Ontvangsten met bijzondere affectatie.</i>			
LU	420.01	Tussenkost van het Waalse Gewest in de technische uitgaven inzake de toepassing van de wetgeving inzake ruilverkaveling.- Betoelaagbaar gedeelte .....	100,0	215,1	178,8
LU	420.02	Tussenkost van het Waalse Gewest in de technische uitgaven inzake de toepassing van de wetgeving inzake ruilverkaveling.- Voorgesloten niet betoelaagbaar gedeelte .....	75,9	125,4	—
LU	420.03	Tussenkost van het Waalse Gewest in de aankoop van onroerende goede- ren aansluitend aan de uitoefening van het inzake ruilverkaveling voorzien recht van voorkoop.- Voorschotten .....	20,0	16,0	—
		<i>Totalen voor hoofdstuk 42.</i>	195,9	356,5	178,8
		<i>Hoofdstuk 43.</i>			
		<i>Opbrengst van de verkoop van vermogensgoederen.</i>			
LU	430.01	Gebouwen .....	0,4	—	—
LU	430.02	Meubilair .....	—	—	—
LU	430.03	Machines en materieel .....	—	—	—
LU	430.04	Motorvoertuigen .....	—	—	—
LU	430.05	Terugvordering van borgstellingen .....	—	—	—
		<i>Totalen voor hoofdstuk 43.</i>	0,4	—	—
		<i>Hoofdstuk 44.</i>			
		<i>Vermogensinkomsten.</i>			
LU	444.01	Terugbetaling van de aan het personeel toegekende terugbetaalbare voor- schotten .....	—	—	—
		<i>Totalen voor hoofdstuk 44.</i>	—	—	—

## TITEL VII.- INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT.

(In miljoen frank)

Ordonnancerende Minister	Artikel	T E K S T E N	1994	1993	1992
			per artikel	vermoedelijke	gedane
		<i>Hoofdstuk 45.</i>			
		<i>Tussenskomst van het Waalse Gewest.</i>			
LU	450.01	Werkingsdotatie voor de lopende uitgaven .....	467,7	388,5	266,3
LU	450.02	Werkingsdotatie voor de kapitaaluitgaven .....	12,2	12,2	—
LU	450.03	Grondbeleid .....	—	3,0	—
		<i>Totalen voor hoofdstuk 45.</i>	479,9	403,7	266,3
		<i>Hoofdstuk 49.</i>			
		<i>Inkomsten voor order.</i>			
LU	490.01	Aan het Waalse Gewest terug te betalen opbrengsten voortvloeiend uit de inning van de voorschotten, toegekend voor technische uitgaven inzake de toepassing van de wetten 'opde ruilverkaveling' .....	60,0	45,0	110,4
LU	490.02	Aan het Waalse Gewest terug te betalen opbrengsten voortvloeiend uit de wederverkoop of de hertoewijzing van in het kader van de uitoefening van het inzake ruilverkaveling bepaalde recht van voorkoop verworven onroerende goederen .....	2,9	5,8	—
LU	490.03	Europese fondsen .....	—	—	22,5
		<i>Totalen voor hoofdstuk 49.</i>	62,9	50,8	132,9
		<b>TOTALEN VOOR DE ONTVANGSTEN.</b>	770,3	834,7	605,3
		<b>5. UITGAVEN.</b>			
		<i>Hoofdstuk 51.</i>			
		<i>Personeelsuitgaven.</i>			
LU	511.01	Bezoldiging van het vast personeel .....	289,2	259,6	379,3
LU	511.02	Bezoldiging van het contractueel personeel .....	18,7	20,9	—
LU	511.03	Pensioenlasten .....	63,7	18,2	—
LU	511.04	Sociale lasten inzake sociale wetgeving - bijdrage van de werkgever .....	46,1	41,4	—
LU	511.05	Sociale lasten naast de sociale wetgeving - bijdrage van de werkgever .....	0,2	0,1	—
LU	511.06	Sociale dienst .....	2,1	2,1	1,0
LU	511.07	Beroepsopleiding .....	3,1	2,4	0,5
LU	511.09	Lasten van de voordelen in maaltijdcheques .....	15,3	13,1	14,3
LU	511.10	Forfaitaire erelonen .....	0,9	0,7	—
LU	512.01	Vergoedingen aan de leden van het coördinatiecomité .....	0,3	0,3	—
LU	513.02	Representatie en dienstreizen .....	11,4	7,3	10,3
		<i>Totalen voor hoofdstuk 51.</i>	451,0	366,1	405,4
		<i>Hoofdstuk 52.</i>			
		<i>Betalingen aan derden voor prestaties, leveringen, enz.</i>			
LU	521.01	Huur van lokalen en nevenkosten .....	2,8	2,8	—

TITEL VII.- INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT.

(In miljoen frank)

Ordonnancerende Minister	Artikel	TEKSTEN	1994	1993	1992
			per artikel	vermoedelijke	gedane
LU	521.02	Huur van materieel en meubilair .....	1,1	1,2	—
LU	521.03	Onderhoud en reparatie van de lokalen .....	3,8	3,7	7,2
LU	521.04	Onderhoud en reparatie van materieel, meubilair en voertuigen .....	—	4,3	—
	a)	materieel en meubilair .....	5,1	—	—
	b)	voertuigen .....	0,3	—	—
LU	521.05	Verzekeringen .....	0,4	0,6	—
LU	521.06	Belastingen en taksen .....	3,1	3,6	—
LU	521.07	Diverse verbruiksuitgaven (brandstof, elektriciteit, enz.) .....	3,0	3,0	—
LU	521.09	Diversen .....	—	—	—
LU	522.01	Allerhande bureaunkosten .....	—	7,5	19,4
	a)	bureaubenodigdheden .....	5,2	—	—
	b)	telefoon, fax en mobilfoon .....	1,0	—	—
	c)	frankering van de briefwisseling .....	0,8	—	—
	d)	tijdschriften .....	0,4	—	—
	e)	diversen .....	0,1	—	—
LU	523.01	Kosten voor publicaties en publiciteit .....	1,5	1,2	1,4
LU	524.01	Kosten van geschillen .....	0,2	0,2	—
LU	525.01	Financiële kosten .....	0,1	0,1	—
LU	526.01	Vervoerkosten .....	—	0,1	—
LU	526.09	Diversen .....	—	—	—
<i>Totalen voor hoofdstuk 52.</i>			28,9	29,3	28,0
<i>Hoofdstuk 53.</i>					
<i>Betalingen aan derden ingevolge de uitvoering door de instelling van haar opdrachten.</i>					
LU	533.05	Uitgaven in het kader van het grondbeleid .....	—	3,0	—
LU	533.06	Kosten verbonden aan ruilverkaveling en landelijke ontwikkeling .....	11,0	10,3	6,8
LU	533.07	Onderaannemingskosten in verband met de uitvoering van de opdrachten van de instelling .....	8,0	6,5	3,3
<i>Totalen voor hoofdstuk 53.</i>			19,0	19,8	10,1
<i>Hoofdstuk 54.</i>					
<i>Uitgaven ten laste van inkomsten met bijzondere affectatie.</i>					
LU	540.01	Tussenkomen in de technische uitgaven inzake de toepassing van de wetgeving op de ruilverkaveling .....	125,0	120,0	198,0
LU	540.02	Uitgaven ten gevolge van de uitoefening van het inzake ruilverkaveling voorziene recht van voorkoop .....	19,5	16,0	21,0
LU	540.03	Onroerende voorheffing betreffende de ingevolge de uitoefening van het inzake ruilverkaveling voorziene recht van voorkoop verworven goederen .....	0,5	—	—
LU	540.09	Voor 1 januari 1993 goedgekeurde tussenkomen in de technische uitgaven betreffende de toepassing van de wetgeving op de ruilverkaveling .....	50,9	220,5	—
<i>Totalen voor hoofdstuk 54.</i>			195,9	356,5	219,0

## TITEL VII.- INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT.

(In miljoen frank)

Ordonnancerende Minister	Artikel	T E K S T E N	1994	1993	1992
			per artikel	vermoedelijke	gedane
		<i>Hoofdstuk 55.</i>			
		<i>Aankoop van vermogensgoederen.</i>			
LU	550.01	Gebouwen, terreinen, immobiëlen .....	4,3	5,5	8,0
LU	550.02	Meubilair .....	2,2	1,9	14,5
LU	550.03	Machines en materieel .....	6,1	4,8	—
LU	550.04	Motorvoertuigen .....	—	—	—
LU	550.05	Waarborgen .....	—	—	—
		<i>Totalen voor hoofdstuk 55.</i>	12,6	12,2	22,5
		<i>Hoofdstuk 56.</i>			
		<i>Financiële kapitaalverrichtingen.</i>			
		<i>(Niet-beperkende kredieten.)</i>			
LU	560.01	xxxxx	—	—	—
		<i>Totalen voor hoofdstuk 56.</i>	—	—	—
		<i>Hoofdstuk 57.</i>			
		<i>Affectatie van de batige saldi.</i>			
		<i>(Niet-beperkende kredieten.)</i>			
LU	570.01	Storting aan het Waalse Gewest .....	—	—	—
		<i>Totalen voor hoofdstuk 57.</i>	—	—	—
		<i>Hoofdstuk 59.</i>			
		<i>Uitgaven voor order.</i>			
		<i>(Niet-beperkende kredieten.)</i>			
LU	590.01	Terugbetaling aan het Waalse Gewest van de voor technische uitgaven betreffende de toepassing van de wetgeving op de ruilverkaveling toegekende voorschotten .....	60,0	45,0	—
LU	590.02	Terugbetaling aan het Waalse Gewest van de voor technische uitgaven betreffende de toepassing van de wetgeving op de ruilverkaveling toegekende voorschotten .....	2,9	5,8	—
LUI	590.03	Stortingen voor rekening van derden .....	—	22,5	—
		<i>Totalen voor hoofdstuk 59.</i>	62,9	73,3	—
		<b>TOTALEN VOOR DE UITGAVEN.</b>	770,3	857,2	685,0

Gezien om te worden gevoegd bij het decreet van 23 december 1993.